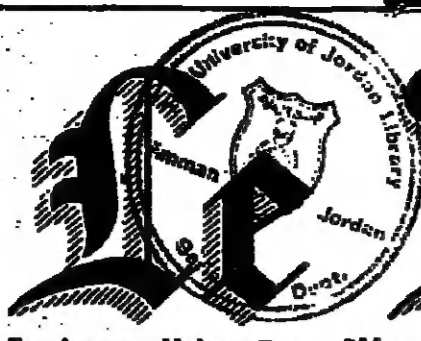


**Le Conseil constitutionnel
déclare non conforme
la loi
sur la décentralisation
outre-mer**

LIRE PAGE 10



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Le Monde

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dr. ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,
20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 95 c. ;
G.-B., 45 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie,
1 000 l. ; Liban, 350 p. ; Libye, 0,350 dl. ; Luxembourg,
27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ;
Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède,
7,75 kr. ; Suisse, 1,40 l. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 4.
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

LE CONSEIL DES «DIX» ET LA RELANCE DES ÉCONOMIES EUROPÉENNES

La France rejette

Resserrer les rangs

La lutte contre le protectionnisme intérieur, les relations avec les États-Unis et le Japon, la relance des investissements et la lutte contre le chômage : sur ces thèmes étroitement liés — car il s'agit de mieux définir l'action commune dans la crise — les chefs de gouvernement des Dix ne prendront pas de décisions. Mais, face à des forces centrifuges qui existent dans la Communauté, ils ont la tâche importante d'éliminer les incertitudes et de raffermir la confiance qui est nécessaire pour resserrer les rangs.

On prête à M. Mitterrand l'intention d'aborder de manière offensive le problème de la préservation du « marché intérieur ». Il proposerait d'examiner à fond les obstacles que les États dressent à la libre circulation à l'intérieur de la Communauté. L'exercice aurait un double objectif : montrer que la France est loin d'être la seule à avoir des reproches à se faire en matière de protection interne ; voir comment les turpitudes multiples que l'on va mieux découvrir pourraient être atténuées. Il reste que, à tort ou à raison, c'est la France socialiste qui, plus que tout autre État membre, est suspectée d'être tentée de rétablir des barrières internes afin de reconquérir son « marché intérieur ». Au-delà de son souci de démontrer le caractère injuste de l'accusation, il est donc très important que Paris explique sa position en matière d'échanges à l'intérieur de la C.E.E.

Les relations entre pays industrialisés vont de mal en pis. La session ministérielle du GATT vient de le confirmer. Le 10 décembre, les Américains débarqueront en force à Bruxelles avec l'intention d'obtenir ce qui leur a été refusé à Genève. Il revient aux Dix de confirmer leur volonté de rester fermes, en particulier de ne pas accepter une remise en cause de la politique agricole commune. M. Kohl rassurera s'il indique que le gouvernement fédéral est décidé à poursuivre, aux côtés de ses partenaires européens, dans la voie inaugurée à Genève. Les Français, et d'autres, s'alarmeraient sans doute d'entendre dire aussi que la R.F.A. ne considère pas les Japonais comme des anges féroces : un encouragement à la Commission, qui va bientôt proposer de négocier des accords d'entente avec certains exportateurs japonais vers la Communauté. De même, la France espère être rassurée sur les suites qu'entraîneront la session du GATT.

Outre ces thèmes de crise, les Dix devraient évoquer l'élargissement. Leurs divergences sont considérables. La France estime dangereux de fixer une date pour l'entrée de l'Espagne tant que les problèmes en suspens n'auront pas été réglés. Parmi ceux-ci, l'accroissement des ressources propres de la Communauté nécessaires pour faire face aux dépenses, notamment agricoles, d'une Europe à douze. Les Britanniques y sont hostiles tant que la politique agricole commune n'aura pas été revue. Français et Italiens attendent aussi que soient adoptés rapidement des règlements renforçant l'organisation des marchés des productions méditerranéennes. Les Britanniques vont insister pour que le problème de la réduction de leur contribution au budget soit traité avec diligence et si possible dans des conditions pour eux plus favorables que l'an passé. Ses partenaires s'efforceront enfin d'obtenir du Danemark qu'il lève son veto à l'accord sur la pêche. Sans grandes chances de succès.

les accusations de protectionnisme

C'est ce vendredi 3 décembre, en début d'après-midi, que se réunissent à Copenhague les dix chefs d'État et de gouvernement de la C.E.E. Ce sommet devait se prolonger samedi. La France, à cette occasion, entend notamment réfuter les accusations de protectionnisme.

La position française a été exposée jeudi par M. Vauzelles, porte-parole de l'Élysée. Il a qualifié « d'intéressantes et de mal venues » de récentes déclarations du ministre ouest-allemand de l'économie, M. Lambdort, et a notamment affirmé : « M. Lambdort a jugé bon de critiquer sévèrement la France alors que la France n'a de reproches à recevoir de qui que ce soit concernant un prétendu protectionnisme. (...) » C'est une espèce de mensonge que de faire passer la France pour un pays qui aurait une attitude plus protectionniste que d'autres », a-t-il ajouté, avant de préciser que M. Mitterrand veut, à Copenhague, « tout mettre sur la table ».

D'après M. Vauzelles, le président de la République évoquera les « préjugés », « conceptions », « attitudes », « erreurs » de certains pays de la C.E.E.

La partie française veut aussi souligner à Copenhague le problème des investissements, dont la relance, estime-t-on, passe par des emprunts communautaires. M. Mitterrand entend aussi évoquer le problème des productions agricoles du Sud, qui, a dit M. Vauzelles, « sont trop négligées par nos partenaires du Nord ».

Un certain nombre de problèmes politiques, comme la situation en U.R.S.S. ou au Proche-Orient, devraient être également abordés par les dix chefs d'État et de gouvernement, notamment au cours du dîner de ce vendredi au château de Christiansborg. L'ouverture des travaux du conseil devrait être précédée d'un déjeuner offert par la reine Margrethe II, dans sa résidence d'Amalienborg.

Trois chefs de gouvernement participent pour la première fois à un sommet européen : le chancelier Kohl — qui prendra samedi son petit déjeuner avec M. Mitterrand, — M. Fanfani, et le nouveau premier ministre des Pays-Bas, M. Lubbers. L'Irlande sera représentée par son ancien premier ministre, M. Haughey, le vainqueur des dernières élections. M. Fitzgerald n'ayant pas encore été investi.

Le recul du dollar favorise la baisse concertée des taux d'intérêt

Après son léger raffermissement du jeudi 2 décembre, les cours du dollar se sont à nouveau orientés à la baisse, en dépit de la diminution générale des taux d'intérêt en Europe. A Paris, la monnaie américaine a glissé au-dessous de 6,90 F pour la première fois depuis août 1982, contre 6,98 F la veille, tandis qu'à Francfort, elle revenait de 2,47 DM à un peu moins de 2,44 DM. Ce phénomène soumet à de vives tensions le Système monétaire européen, le franc belge, très faible, devant être soutenu, y compris par la Banque de France, qui doit, d'autre part, défendre la parité du franc vis-à-vis du mark. Ses interventions ont entraîné une nouvelle

La journée du 2 décembre a été marquée en Europe par une vague de réduction de taux d'intérêt, les banques centrales d'Allemagne, de Suisse, des Pays-Bas et d'Autriche annonçant simultanément une diminution de leur taux d'escompte. Dans tous ces pays, la préoccupation des gouvernements et des autorités monétaires est identique : il s'agit, par un abaissement du coût du crédit, de stimuler des économies languissantes et de conjurer la menace d'une récession.

C'est en Allemagne que ce sentiment est le plus fort : pour la sixième fois, la Banque fédérale réduit son taux d'escompte depuis le début de l'année, et, cette fois-ci, comme la précédente, le 21 octobre, la diminution est d'un point entier. L'ampleur de l'abaissement a surpris, car les milieux financiers internationaux attendaient un demi-point seulement. Mais deux facteurs sont entrés en ligne de compte pour justifier la décision des autorités monétaires allemandes. Le premier est la nouvelle aggravation du chômage outre-Rhin, qui vient de franchir le cap des 2 millions de sans-emploi, à son plus haut niveau depuis 1954 et le plus élevé pour un mois de novembre depuis la création du nouvel État en 1949. Selon le ministre du travail, le niveau de chômage a « passé le mur du son », et les milieux officiels prévoient qu'il va s'ag-

graver, peut-être jusqu'à 2,5 millions de sans-emploi à la fin de l'hiver. Comme, de son côté, la production industrielle continue de fléchir, diminuant de 1,9 % en octobre 1982, à 3,6 % en-dessous de son niveau d'il y a un an, la pression est vive pour prendre toute décision de nature à freiner cette dégradation, qualifiée par les syndicats de « plus que dramatique ».

Le second facteur est la baisse accélérée du dollar qui permet aux Européens d'abaisser leur taux d'intérêt sans risque, ce qui n'était pas le cas lorsque la devise américaine montait. Cette baisse est une véritable bénédiction pour les partenaires des États-Unis : ils l'ont si longtemps attendue, notamment en juin, qu'ils finissaient par ne plus y compter. Sa soudaineté et son ampleur — près de 7 % en trois semaines — ont surpris les milieux financiers internationaux, qui, il y a peu, achetaient encore des dollars à « carnets ouverts ». A vrai dire, ce phénomène, accentué par le caractère moulinier des opérations sur les marchés des changes (tout le monde fait la même chose en même temps), traduit la prise de conscience de la crise profonde dans laquelle sont plongés les États-Unis, en dépit des prédictions confiantes du président Reagan, tristement démenties depuis le début de l'année.

La reprise prévue s'éloigne chaque jour un peu plus : en octobre 1982, les commandes à l'industrie outre-Atlantique ont baissé de 3,9 % sur septembre, au plus bas depuis plus de deux ans. Pour les milieux financiers internationaux, l'image d'une Amérique forte, moteur de la hausse du dollar depuis près de deux ans, s'en trouve ébranlée, et les données de base sur cette monnaie et ce pays, les fameux fondamentaux, sont peut-être en train de changer. Signes caractéristiques, la réduction du taux d'escompte allemand a fait remonter le dollar pendant une minute, pas plus, avant qu'il ne reprenne sa baisse.

Pour la France, les conséquences des mouvements actuels sont doubles. La diminution du loyer de l'argent en Allemagne va permettre à la Banque de France de faire baisser à nouveau son taux d'intérêt : à la veille du week-end, elle a pris l'initiative de réduire de 1/4 % son taux d'intervention, le ramenant de 13 % à 12 3/4 %, ce qui a fait glisser le taux et le jour-le-jour au-dessous de 13 % pour la première fois depuis de nombreux mois. Ce « signal » permet d'escompter dans un délai proche une nouvelle diminution du taux de base des banques, ramené de 13,25 % à 12,75 % à la fin octobre.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 36.)

LA MORT DU SOCIOLOGUE ERVING GOFFMAN

Le découvreur de l'infiniment petit

Le sociologue canadien Erving Goffman est mort le 19 novembre à Philadelphie. Il était âgé de soixante ans. Pierre Bourdieu, qui avait introduit son œuvre en France en le publiant aux Éditions de Minuit, en explique ci-dessous toute l'importance.

L'œuvre d'Erving Goffman représente le produit le plus accompli d'une des manières les plus originales et les plus rares de pratiquer la sociologie : celle qui consiste à regarder de près, et longuement, la réalité sociale, à mettre la blouse blanche du médecin pour pénétrer dans l'asile psychiatrique et se placer ainsi au lieu même de cette infinité d'interactions infinitésimales.

par PIERRE BOURDIEU
dont l'intégration fait la vie sociale. Goffman aura été celui qui a fait découvrir à la sociologie l'infiniment petit : cela même que les théoriciens sans objets et les observateurs sans concepts ne savaient pas percevoir et qui restait ignoré, parce que trop évident, comme tout ce qui va de soi, un seul exemple, la description qu'il propose du cycle de la cigarette tel qu'il se pratique dans certains quartiers des asiles : « Un « protégé » vient se planter devant son patron lorsque celui-ci allume une cigarette (...) et il attend jusqu'à ce que la cigarette soit assez avancée pour qu'il puisse en hériter. Lui-même parfois, joue les patrons envers un autre malade, lui passant le mégot qu'il vient de recevoir après l'avoir fumé aussi loin que possible. Le troisième bénéficiaire doit alors utiliser une épingle ou un expédient quelconque pour tenir le mégot sans se brûler. Jeté à terre, ce mégot peut encore servir (...) trop petit pour être fumé, il est encore assez grand pour fournir du tabac ».

Ces curiosités d'entomologiste étaient bien faites pour déconcerter, mais elles ne sont que la pointe d'un iceberg. Erving Goffman a été un des plus grands découvreurs de la vie sociale. Il a été un des plus grands découvreurs de la vie sociale. Il a été un des plus grands découvreurs de la vie sociale.

M. PIERRE MAUROY
invité du « Grand Jury
R.T.L. - « Le Monde »

M. Pierre Mauroy sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L. - Le Monde », dimanche 5 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le premier ministre qui, après un voyage en Lorraine, samedi, se rendra à Lille avant de repartir pour Paris, répondra en direct aux questions d'André Paquot et Alain Rollat du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et Jean-Yves Hollinger de R.T.L. Le débat était dirigé par Alexandre Balout.

voire choquer, un establishment habitué à regarder le monde social de plus loin et de plus haut. Celui que les gardiens du dogmatisme positiviste rangeaient dans la lunette frange de la sociologie, c'est-à-dire parmi les excentriques qui prétendaient substituer aux rigueurs de la science les facilités de la méditation philosophique ou de la description littéraire, est devenu une des références fondamentales pour les sociologues, mais aussi pour les psychologues, les psychosociologues et les sociolinguistes (je pense en particulier à son dernier livre, paru en 1981 à Philadelphie, *Forms of talk*).

(Lire la suite page 30.)

« HISTOIRES DU TEMPS », DE JACQUES ATTALI

L'horloge du pouvoir

Quand on a son bureau à côté de celui du président de la République, il semble qu'on ait revêtu une tunique qui vous protège des bruits et des tentations de l'extérieur. Jacques Attali avait toujours prétendu que son activité de recherche ne serait pas brutalement interrompue par les devoirs de sa charge — qui ne sont pas minces. On souriait doucement. Or voici que sa charrue d'écrivain vient de tracer un nouveau sillon de plus de trois cents pages.

Histoires du temps. Sans doute, la chronologie de Jacques Attali, son « temps propre », n'est pas celui de tout le monde : quand d'autres dorment, il est encore ce « veilleur » qu'il cite en exergue, à travers Jérémie, « attentif pour construire et planter ». Heureuse disponibilité !

L'étrange est que ce n'est pas une sorte d'égotisme qui cherche nous surprendre dans son nouveau livre, mais, à travers un considérable travail d'érudition, à donner une signification aux différentes manières dont le

POINT

Cœur expérimental

Un cœur artificiel bat dans la poitrine d'un citoyen américain. Le Monde du 3 décembre. Le fait n'est pas nouveau. Une équipe chirurgicale de l'université du Texas avait déjà réalisé des tentatives identiques. Sans succès. Aujourd'hui, en dépit de leur réussite apparente, les chirurgiens de Salt-Lake-City ne sont guère optimistes sur les chances de survie de leur malade.

Tout indique qu'on est, dans ce domaine, au stade de l'expérimentation humaine. Une expérimentation officielle : les autorités américaines ont donné, après quelques hésitations, leur accord. Une expérimentation acceptée : le patient avait été dûment informé des risques encourus et du maigre bénéfice escompté. En effet, même si l'intervention conduisait à une survie prolongée, l'existence de M. Clark serait celle d'un homme enchaîné à une machine.

Des spécialistes s'interrogent aujourd'hui sur la nécessité qu'il y a à passer par une étape qui ne correspond aucunement au but recherché : procurer une existence normale au malade.

L'un des risques majeurs, en ce domaine, est celui de la multiplication de telles interventions. La menace est réelle. Le phénomène s'était produit pour les transplantations cardiaques, amenant des équipes plus ou moins compétentes à effectuer des tentatives discutables. Des tentatives d'autant plus spectaculaires qu'elles trouvent toujours un très large écho dans les médias.

(Lire page 38 l'article de JEAN-YVES NAU.)

AU JOUR LE JOUR

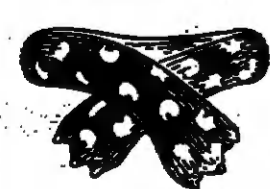
Lapsus

Lors d'un dîner offert par le chef de l'État brésilien, M. Reagan a porté un toast à son hôte et... « au peuple bolivien ». Se rendant compte de sa bévue, le président des États-Unis a rectifié en indiquant que la Bolivie serait l'étape suivante de son périple. Nouveau lapsus : il s'agissait de la Colombie, et nul séjour en Bolivie n'est prévu.

En cas de conflit armé, il est à souhaiter que les hommes qui commanderont l'envoi des missiles aient, à l'Est comme à l'Ouest, pris des leçons de géographie, pour nous éviter tout lapsus nucléaire.

BRUNO FRAPPAT.

Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse pour main voluptueuse : bague « panthère » or et émail.



Une nouvelle griffe plus acérée : or et diamants. (Bague, clips d'oreilles et pendentif).

FRED

Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.30.65.
Le Claridge, 74, Champs-Élysées - Hôtel Marignan, Paris - Hôtel Loews, Monte-Carlo.
Hôtel Byblos, Saint-Tropez - 21, bd de la Croisette, Cannes - Aéroport d'Orly.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills, Houston, Dallas.

Le Monde

idées

Choisir au lieu de subir

par ROGER SUE (*)

Le temps et l'espace

Parmi les grands changements de cette époque figure celui du rapport de l'homme au temps et à l'espace. Dans ses *Histoires du temps*, dont rend compte Pierre Drouin, Jacques Attali montre que ce rapport n'a cessé de se modifier et appelle à une reconquête par l'individu d'un temps propre. C'est un peu le même thème que développe Roger Sue lorsqu'il préconise l'institution d'un « capital temps » que chacun pourrait aménager en fonction tant de ses projets et rythmes personnels que des besoins sociaux. Quant à Maurice Le Lannou, devant la manière dont l'espace dévore les « lieux » et les « pays », il se demande si l'on peut encore « habiter ».

DE philosophique, la réflexion sur le temps est devenue peu à peu politique. Le temps n'est plus seulement une spéculation abstraite ou une simple unité de mesure : il fait l'objet d'aspirations et de revendications spécifiques : du temps pour soi, du temps pour vivre, du temps libre... L'horloge industrielle qui nous a imposé ses rythmes et ses cadences devra désormais composer avec les horloges vivantes que nous sommes nous-mêmes.

Quotidiennement, nous faisons l'expérience de la fuite du temps, du temps qui presse et qui manque à la fois. Plus nous gagnons du temps, plus il nous en manque. Épuisante course contre la montre dans une société plus « chronophage » que libératrice.

Certes, nous héritons d'un passé. Celui d'un système qui a donné la priorité exclusive à la production-consumption, en oubliant que la libération du temps pouvait aussi avoir une valeur. D'un côté, l'accumulation de biens de consommation, de l'autre, un temps pour en profiter qui n'a guère augmenté. Cette disproportion croissante explique pour partie notre course après le temps et notre insatisfaction à ne pouvoir jouir pleinement de ce que nous produisons.

Parallèlement, les rythmes dans le travail se sont accélérés. Le temps de travail est de mieux en mieux « exploité » par les techniques modernes au prix d'une pénibilité nerveuse et d'un stress grandissant (1).

Plus grave, on retrouve les soucis de productivité et de performance jusqu'au cœur de nos loisirs. Il faut toujours aller plus vite, plus loin... en moins de temps.

Le temps perdu

Il faut ajouter à ces rythmes qui s'imposent à nous, le temps gaspillé, le temps perdu. Le temps hors travail est de plus en plus grignoté, parasité par de multiples contraintes. L'allongement du temps de transport est un exemple significatif. Dans l'agglomération parisienne, la durée moyenne

des déplacements quotidiens dépasse les deux heures.

Chacun pourrait facilement trouver de multiples exemples de temps ainsi gaspillés. Mais, comme il ne s'agit pas d'un temps considéré comme productif, la collectivité n'est pas intéressée jusqu'à présent à ces sources de gaspillage de notre temps. La hausse du prix de l'énergie a sonné le réveil. Nous prenons conscience que le gaspillage du temps est aussi un immense gaspillage économique et humain. Dans une société qui court après le temps, rien n'est plus révoltant que le temps inutilement perdu.

Or, s'il est difficile à court terme de modifier les rythmes de travail, on peut lutter efficacement contre certaines formes de gaspillage du temps à condition de s'en donner les moyens. C'est le sens des expériences pilotes d'aménagement du temps. Avant de penser au temps libre, il faut penser à la libération effective du temps et à assurer de la levée des contraintes.

Certains municipalités ont ouvert la voie. Désynchroniser les heures d'entrée et de sortie des principales entreprises allège considérablement la circulation et permet un gain de temps pour tous. Sait-on que, dans certaines tours de la Défense, l'attente aux ascenseurs peut dépasser la demi-heure ? L'ouverture des commerces ou des services publics en soirée et durant le week-end permet aussi d'éviter les files d'attente. Il ne s'agit pas ici d'énumérer des « recettes », mais d'indiquer que des expériences existent, et que dans la presque totalité des cas elles ont réussi. Leur généralisation après adaptation au contexte local nous paraît plus que souhaitable.

Quand on parle des horaires de fermeture des entreprises, on songe aussitôt à l'étalement des vacances. Le ministère du temps libre le répète à l'envi avec juste raison, la fermeture des entreprises est la principale contrainte qui s'oppose à l'étalement des vacances lequel correspond pourtant de plus en plus au vœu des salariés. Mais il ne suffit pas de le répéter, encore faut-il trouver les moyens — incitations fiscales,

concessions en organisation, rôle pilote du secteur public — d'éviter ces fermetures. Ici, l'intérêt économique rejoint l'intérêt social, et toute la collectivité y trouvera son compte, à commencer bien sûr par le secteur tertiaire.

Réduire les distances

La politique des transports est également un élément important du dispositif de lutte contre le temps perdu. Elle ne doit pas s'arrêter aux opérations de prestige (T.G.V., Airbus), ni privilégier à l'excès des objectifs de performance (vitesse, confort). Comme le précisait récemment le ministre des transports (2), elle doit aussi faciliter les multiples communications secondaires, réanimer un réseau laissé à l'abandon, ouvrir de nouveaux axes. Le gain de temps pour quelques-uns ne doit pas se payer au prix d'une perte de temps de la majorité.

Là aussi certaines municipalités, conscientes de l'enjeu, ont su repenser globalement leur effort et se doter des instruments nécessaires : schéma de transport, plan de circulation. Mais une bonne politique des transports ne doit pas être considérée comme un palliatif d'un urbanisme anarchique. C'est en amont, sur le contexte urbain, qu'il faut d'abord agir. Les diverses fonctions de la ville — habitat, travail, commerces, loisirs — sont trop souvent éclatées en autant de zones distinctes éloignées les unes des autres. Ainsi se crée la distance dévoreuse de temps. Les transports ne sont qu'un remède. Pour atténuer le mal, il faut repenser la ville à l'image de l'homme, en terme d'unité.

Lutter contre le temps gaspillé est un préalable à la libération effective du temps hors travail. Il faut être plus ambitieux et permettre, au-delà de sa libération, une réelle maîtrise du temps. Dans cette perspective, les possibilités données à chacun d'aménager ses rythmes de vie sont aussi fondamentales que la réduction globale du temps de travail ou la lutte contre les heures perdues. La rigidité des horaires de travail constitue la principale entrave à un aménagement personnalisé des rythmes de vie. Les expériences d'aménagement du

temps de travail en France ont été encore aux balbutiements. Notre retard est considérable.

Pourtant, il faut souligner que les entreprises qui se sont lancées dans ces expériences ne sont jamais revenues en arrière et n'ont pas eu à regretter une telle initiative. Un travail à temps choisi est toujours mieux accepté qu'un travail routinier. Dans un premier stade, l'entreprise supporte le coût de ce changement. La désorganisation/réorganisation comporte un coût initial. Mais ce coût est largement compensé par les gains de productivité à venir. Les entreprises ont sans doute intérêt à investir dans le temps. Résistance syndicale aussi face à une évolution qui bouscule la législation ou certains avantages pour en substituer d'autres. En réalité, la solution est à trouver au niveau de chaque entreprise de manière contractuelle. Le pouvoir centralisateur y perd un peu, la collectivité peut y gagner beaucoup. Le processus de réduction du temps de travail, en imposant de fait des réorganisations, devrait faciliter des aménagements plus souples. Réduction et aménagement du temps de travail sont les deux volets inséparables de la nouvelle politique du temps.

Le temps ne s'arrête pas à la sortie de l'entreprise. Une véritable politique de reconquête du temps doit concerner la vie dans son ensemble. L'espace d'une vie est au fond la véritable unité de temps. C'est à l'échelle de la vie entière qu'il faut offrir des possibilités de choix d'affectation du temps. A l'heure

actuelle, des ruptures brutales s'imposent et cloisonnent les univers comme les générations : le temps de la formation, le temps du travail, le temps de la retraite. La crise économique avec le raréfaction du travail tend à rigidifier ces cloisonnements artificiels : on entre de plus en plus tard sur le marché du travail, on en sort de plus en plus tôt. Il faut, au contraire, jouer avec la crise pour faciliter les transitions et trouver de nouvelles répartitions correspondant mieux aux désirs de chacun. Le principe de l'alternance, qui est le rythme même de la vie, devrait se substituer à celui de la division.

Au fond, l'idée centrale est celle du capital temps que chacun pourrait aménager en fonction de ses projets et rythmes personnels (biorythmes) à condition de respecter certains quotas (travail, formation).

Choisir et non subir transformerait radicalement notre rapport avec le temps. Au fatalisme succéderait la responsabilité. Etre responsable provoque des réactions, suscite des initiatives, impose des prévisions, favorise l'autogestion.

« Le temps est invention ou il n'est rien », disait Bergson. Retrouver une certaine liberté face au temps, c'est à coup sûr faire appel à l'inventivité qui est au fond de chacun. Donnons-nous les moyens de cette nouvelle liberté, le reste nous viendra de surcroît.

(1) Cf. le livre de la C.F.D.T. : *Les Défis du progrès*.
(2) *Le Monde* du 18-9-82.

L'horloge du pouvoir

(Suite de la première page.)

Tout le prix de son ouvrage est dans cette quête qui nous mène à la question du choix entre deux formes d'usage du temps : « Dans l'une, l'homme est utilisé par le temps ; il devient une machine codée, programmée parmi d'autres machines... Dans l'autre, l'homme inverse le temps, il transforme chaque machine en instrument de création d'un temps personnel, où il peut rythmer sa propre vie. »

Il faut bien dire que, hélas ! l'histoire nous a fait approcher beaucoup plus de la première conception que de la seconde. Le temps des dieux, rythmé par le sacré, était fort contraignant, les normes étant fixées aussi bien par des mythes que par l'agriculture et l'élevage. Le quotidien s'organise autour des sacrifices en des lieux spécifiques, des fêtes de la régénéscence, de mimes de la mort, etc. Kronos et Chronos relèvent le temps à l'espace dans un tourbillon mystérieux où ne se séparent pas la violence et le pouvoir.

Dès l'origine, on voit se tisser le lien entre la mesure du temps et l'ordre social. Dans ce premier ordre, celui des dieux, le temps se voit par le rituel, puis vient le temps des corps, des foires et des carnavales, où l'on entend le temps dans les cloches et les horloges à poids. A partir du XVII^e siècle, le temps se lit dans les montres et les pointes, et la violence réparatrice est circonscrite au temps de la reconstruction de la force de travail. C'est le temps des machines. Aujourd'hui, l'homme devient horloge. Le temps se vit dans les objets programmés. C'est le temps des codes.

Tout le livre de Jacques Attali développe ce canevas culturel et il ne ménage pas sa peine pour dérouler cette fresque. Il « va au charbon », comme on dit, peut-être plus que dans ses ouvrages antérieurs, si bien que le travail se lit à un double niveau : celui de l'histoire d'une technique de mesure avec ses notions d'inventeurs, ses dates, ses descriptions d'objets et ses explications de mécanisme, et celui des signes de la société, que cette évolution induit. Parfois l'imagination de l'auteur s'envole sur des cimes incontrôlables mais dans les hypothèses tiennent l'esprit.

La pression des marchands

Que le calendrier soit enjeu de pouvoir est en tout cas fort bien démontré, qu'il s'agisse de celui de l'Église, le monastère devenant « une immense horloge à l'usage du monde », ou tout au moins des campagnes. Quand les cloches quittent les couvents pour monter sur les beffrois, s'estompe en Europe la peur de l'invisible. Mais la pression des marchands est de plus en plus forte, pour qu'il le bon fonctionnement des foires exige l'unité de temps et la synchronisme de ses mesures au cours de l'année. Au XVI^e siècle, l'adoption du calendrier grégorien arrange bien leurs affaires.

Puis, c'est l'industrie qui contraint à de nouveaux rythmes : « Il ne s'agit plus de scander par l'horloge les étapes des échanges à l'intérieur du corps social mais de penser chaque individu comme une machine ».

outil. La centaine de pages consacrées à la transformation de la production grâce à l'horloge est passionnante.

On voit depuis la fin du dix-septième siècle, avec le regroupement par Frédéric Japy de trois cents paysans et artisans locaux dans une usine, s'organiser une appropriation du travail de plus en plus raffinée, avec des horaires déments, des patrons qui interdisent à leurs ouvriers de porter des montres pour pouvoir tricher sur le temps, les normes chronométrées de Taylor, peu à peu remplacées par la détermination absolue des gestes grâce au mouvement même de la chaîne de montage inventée par Ford.

La phase que nous vivons est caractérisée par un double mouvement, l'essai de reconquête d'un temps propre par l'individu qui retrouve ses loisirs et consacre 39 % de son temps à la télévision, et la farouche recherche de la mesure exacte d'un temps universel grâce à des étalons de plus en plus perfectionnés : le cristal de quartz qui, placé dans un circuit électrique sous vide et à température constante, vibre 32 768 fois par seconde, puis le caduc 133. La seconde — tenez-vous bien — est définie aujourd'hui comme « la durée de 9 192 631 770 périodes de la radiation correspondant à la transition entre les deux niveaux hyperfins de l'état fondamental de l'atome de césium 133 ». On pense parvenir bientôt à synchroniser les horloges d'un hémisphère à 10⁻¹⁰ près, grâce aux lasers et aux satellites !

Ce temps abstrait donne le vertige, et le monde semble en état de « veille permanente », sans cesse à l'affût d'événements. Ceux que Jacques Attali appelle de ses vœux sont ceux de la création et de la liberté, de l'invisible, de l'inattendu et de la tolérance.

L'auteur est resté fidèle au long des pages à ce qu'il annonçait au début de l'ouvrage : « Aucun raisonnement a priori, aucune démonstration préalable, aucune doctrine prête à porter ne m'ont ici guidé. » C'est la force de cette recherche sur les rives mouvantes du temps. Elle nous conduit aux interrogations fondamentales avec une assurance tranquille, et dans une langue dépouillée des mystères qui, parfois, dans d'autres livres, semblaient éclore trop naturellement sous la plume de l'analyste.

PIERRE DROUIN.

(*) *Histoire du temps*, par Jacques Attali, Éditions Fayard, 75 F., 336 pages.

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1989)
Jacques Favre (1989-1992)
Imprimerie :
du « Monde »
à Paris
PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57-437
ISSN : 0395 - 2037.

Peut-on encore habiter ?

C'EST qui frappe dans les débats sur l'état présent des communautés territoriales et des sociétés locales de diverses instances qui constituent la nation, sur leurs rapports heureux ou malheureux avec l'État-arbitre, sur leurs vicissitudes socio-économiques et leurs destins présumés, c'est bien l'étonnant contraste entre le caractère péremptoire du discours par lequel on entend clore la dispute et son inquiétante ambiguïté. Aménagement du territoire, géographie volontaire, résistance au changement, identités régionales, aliénations : qu'est-ce à dire, et de quoi est-ce fait ? Je ne vois pas que les géographes aient parfaitement éclairé, sur ces points, nos lanternes, ni que les sociologues aient concrètement justifié leurs modèles, ni non plus que les historiens soient toujours parvenus à évaluer les poids respectifs de l'événement et de la longue durée.

Je ne nomme pas les économistes : ils n'ont point, par vocation, un sens très affiné des lieux. Aux rapports appréciables, mais encore incertains, de ces spécialistes identifiées, on peut bien préférer ceux de quelques chercheurs nouveaux style, dégagés des vieilles étiquettes, sociologues ou ethnologues de profession déclarée, mais plus libéraux dans leur quête, assez frottés pourtant d'histoire, de géographie, voire de technique et de politique, pour être en mesure d'ouvrir des perspectives qui ne soient ni des « horizons », ni des « scénarios ». M. Michel Marié vient en tout cas de donner un intéressant aperçu de ce qu'un esprit bâti de la sorte, conforté par un grand zèle et une expérience hors école étendue, peut projeter de clarté sur ces matières (1).

Apparaît en premier lieu, et en pleine lumière, l'irréalité de ces couples antinomiques si invoqués et si inconsidérément rapportés au fond même des choses, que sont progrès et résistance au changement, innovation et routine, local et national, identité et « altérité ». Les faits sont fort éloignés de se résoudre, en dépit de quelques exemples extrêmes, dans cette opposition manichéenne entre le rétrograde et le moderne. En vérité, si, dans le déroulement d'une civilisation, toutes les sociétés élémentaires ne marchent point du même pas, et s'il arrive à quelques-unes, en fin de compte, d'être dominées, aliénées, voire pistonnées, c'est d'ordinaire une continue dialectique qui s'entretient entre deux types d'impulsions, les unes d'origine extérieure, les autres nées d'une histoire centrée sur le lieu, bien plutôt qu'un combat entre des localistes nostalgiques

par MAURICE LE LANNOU

ques et des aménageurs décidés. L'universel, dans ces affaires, ne s'oppose pas à proprement parler au local. Mettons qu'ils luttent entre eux comme Jacob luttait avec l'Ange : il n'est nullement exceptionnel que le notable, cet introducteur et intermédiaire privilégié, dont on a trop tôt annoncé la fin, appelle de ses vœux la bénédiction de l'État.

Des jeux enchevêtrés

Michel Marié nous fait pénétrer fort avant dans ces jeux enchevêtrés où l'opinion courante ne voit que des conflits simplistes. Le territoire qu'il prend en exemple est, en gros, le département du Var. Sur ce relief de mosaïque brisée et sous ce climat assoupli, favorables à la vie cellulaire mais aussi à la relation de proche en proche, une société locale vigoureusement constituée en bourgades actives et bien pourvue en notables capables de flairer d'eux-mêmes les voies offertes au pays (un pays qui a su remplacer par la vigne l'olivier déchu) ne s'est longtemps sentie troublée d'aucune équivoque en face des problèmes d'ajustement régional posés par les successives « révolutions » économiques. Pourtant, dès la fin du siècle dernier, le combat avec l'Ange est bel et bien commencé.

Cinquante ans avant que l'on ne claironnât la nécessité d'un aménagement du territoire, études et projets souterrains, incités par les appétits de la périphérie (Marseille, la Côte d'Azur, la vallée du Rhône ne sont pas loin) et menés par les grands corps d'ingénieurs de l'État, miment sournoisement ce « noyau invulnérable et plein qu'est la société viticole », une « société de localités » accoutumée aux pratiques du « faire avec » et aux gestions de type patrimonial. Sous les premiers coups de la nouveauté technique, l'édifice tarde à se lézarder, mais sa résistance n'est nullement passive. Les notables ne sont pas tout d'une pièce : « Tantôt ils sont pour la résistance, tantôt au contraire pour une surenchère où ils pratiquent le jacobinisme le plus centralisateur ». Et ne voit-on pas, inversement, l'ingénieur du grand corps national se faire le défenseur du lieu ? Marié parle avec humour de ces ingénieurs à la « double casquette », qui font de la conservation du pays, par-delà leur mission qui est de le bouleverser, leur violon d'Ingres.

Avant les conflits de la route nationale et de la vicinalité, de la voie ferrée P.L.M. et du petit train départemental, c'est l'eau qui fut l'enjeu le plus cuisant. Elle finit aussi par faire la plus large brèche par le moyen de ce canal de Provence, dont on peut dire qu'il n'est guère à la mesure des données et des aspirations locales : sortie par lui des pratiques traditionnelles d'un « bricolage social », qui répondait au caractère menu des communautés élémentaires, voilà-t-il pas que l'eau surabondante captée par l'ouvrage romain (2) vient, paradoxalement, détruire « l'équilibre culturel » qui avait forgé l'« eau rare », détruisant par là même ce qui rendait ces sociétés locales incontournables.

Les voici pourtant aujourd'hui, ces sociétés, bien contournées, et plus que contournées, à peu près anéanties. Le déclin de la viticulture et surtout l'irruption d'un tourisme et d'une résidence secondaire qui s'y entendent pour miter ou pour geler l'espace achèvent d'en faire « un territoire sans nom ». Sans nom, parce que désormais sans imagination et sans mémoire. Au fond, ce Var central est un pays qui paye ses fructueuses compromissions avec la modernité et expie les complaisances politiques de ses notables. Il lui a manqué cette continuité d'attitude et de souvenirs qui peut seule assurer longue vie à une identité.

De telles études, si librement dégagées des fallacieux arguments du folklore, pourraient être d'efficaces conseillers aux responsables de la régionalisation. Elles pourraient être aussi d'utiles contributions à la résolution d'un irritant problème de notre temps : les lieux ont-ils encore leurs chances devant l'espace, le « pays » devant la région au sens où l'entend Paris, l'indigène devant les nouveaux barbares, le « faire avec », comme dit Michel Marié, en face de la norme technique supérieure venue du dehors ? Est-il possible d'habiter ?

(1) Michel Marié (avec la collaboration de Christian Tamsier), *Un territoire sans nom*, Paris, Librairie des Méridiens (Klincksieck), coll. « Sociologies au quotidien », dirigée par Michel Maffesoli. La couverture porte en sous-titre : « Pour une approche des sociétés locales ».

(2) Sur cet ouvrage, et sous la signature de M. Roger de Morant, la compagnie réalisatrice (Société du canal de Provence) a publié un très beau volume (Le Tholonet, 1980), qui restitue toute l'histoire « Le Canal de Provence, un exemple français d'aménagement régional ».

250 ans
de grands
vins

80 hectares
dont 68 de
premiers et
grands crus



BOUCHARD
PÈRE & FILS
Depuis 1731

Département L.M. sur demande à Monsieur Bouchard Père & Fils, Négociants au Châteauneuf 21200 Beaune. Tél. (80) 22.14.41 - Tél. 350 830 F

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

La convention sur le droit de la mer va être adoptée

Du 7 au 11 décembre, la troisième conférence des Nations-Unies sur le droit de la mer va se réunir pour la dernière fois. Cette dernière session, qui se tiendra à Montego Bay (Jamaïque), sera consacrée aux négociations, soit de l'acte final, soit de la convention elle-même. Le texte de cette convention a été adopté le 30 avril dernier à New-York par cent trente voix contre quatre (Etats-Unis, Israël, Turquie et Venezuela), dix-sept Etats (U.R.S.S., et les huit pays du bloc socialiste, l'Allemagne fédérale, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, et la Thaïlande) s'abstenant.

Il ne fait aucun doute que la grande majorité des Etats ayant participé aux onze sessions de la conférence (88 semaines de discussions de 1973 à 1982) signera l'acte final ou la convention. Parmi les pays, dont on est sûr qu'ils ne signeront pas, figurent les quatre qui ont voté contre le texte l'Argentine qui avait pourtant voté pour la convention en avril, et la Grande-Bretagne.

En revanche, l'U.R.S.S. — qui sera suivie sans nul doute par ses sa-

Les « investisseurs pionniers »

Dans un délai de 60 à 90 jours après que cinquante signatures auront été réunies, sera créée la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des grands fonds marins à laquelle participeront comme mem-

bres « signataires de la Convention qui servent, en quelque sorte, de garants.

En outre, tout Etat en voie de développement ayant signé la convention peut devenir « investisseur pionnier » s'il investit, dans l'étude des nodules, 30 millions de dollars avant le 1^{er} janvier 1985.

L'activité des consortiums internationaux ne sera donc pas gérée par le refus des Etats-Unis d'être partie à la Convention tant que durera le régime transitoire, la seule condition qu'un Etat doit relever l'un des partenaires ait signé la Convention de façon à pouvoir être « certifié ».

Après l'entrée en vigueur de la Convention, les conditions seront beaucoup plus restrictives, puisque les demandes de licences d'exploration ou d'exploitation présentées par les « entités » (comprendre « consortiums internationaux ») ne seront acceptées « que si tous les Etats dont relèvent les personnes physiques ou morales qui sont les éléments constitutifs de ces entités sont parties à la convention ».

l'assemblée générale de l'ONU vote des crédits supplémentaires de 2 728 500 dollars, destinés à un secrétariat spécial du droit de la mer. Après l'entrée en vigueur de la Convention, le budget de l'Autorité sera autonome et les dépenses devront être partagées entre les pays parties à la Convention. La seule absence des Etats-Unis porterait donc la participation soviétique à 14,8 %, celle du Japon à 12,77 %, de l'Allemagne fédérale à 11,08 %, de la France à 8,34 %, de la Grande-Bretagne à 5,94 %, de l'Italie à 4,60 % et du Canada à 4,37 %. Quelques % de plus peuvent sembler minimes, mais l'Autorité risque de devenir une administration internationale énorme et extrêmement coûteuse.

Et il s'agit là d'une hypothèse optimiste. En effet, il faut envisager le cas où seulement soixante ou quatre-vingts Etats ratifieraient la Convention. Celle-ci entrerait en vigueur et la charge du financement de l'Autorité incomberait immédiatement aux seuls pays parties à la convention. Lorsque l'on sait que les investissements nécessaires à une exploitation des nodules polymétalliques seront probablement de l'ordre de 2 milliards de dollars (14 milliards de francs) on comprend que les Etats réfléchiront aux conséquences financières de leur éventuelle ratification.

La France

troisième puissance marine

Il ne faut pas cependant ne voir que les côtés négatifs de la Convention. Sans être parfaite, celle-ci incontestablement, crée les textes nécessaires à l'existence juridique d'un nouveau droit de la mer qui, bien que seulement coutumier depuis quelques années, a déjà complètement bouleversé le droit maritime traditionnel. Ce nouveau droit doit, notamment, unifier les dispositions nationales relatives aux mers territo-

riales : 12 milles nautiques (22,2 kilomètres). Il garantit aux grandes puissances maritimes, U.R.S.S. et Etats-Unis, la liberté de navigation (en particulier dans les détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles nautiques). Il permet de lutter contre la pollution des mers. Il garantit à chaque Etat côtier une vaste zone de pêche réservée.

Le nouveau droit de la mer a créé, en effet, les zones économiques exclusives qui réservent à chaque pays côtier l'exploitation des ressources vivantes et minérales des eaux, des fonds et du sous-sol marins jusqu'à 200 milles nautiques (370,4 kilomètres) de la côte (3). La France est, d'ailleurs, l'un des principaux bénéficiaires de ce nouveau principe du droit maritime : avec les zones économiques exclusives de la métropole et celles des départements et territoires d'outre-mer, elle a des « droits souverains » (qu'il ne faut pas confondre avec la souveraineté territoriale) sur les ressources de presque 11 millions de kilomètres carrés et devient ainsi la troisième puissance marine du monde après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

La France a donc tout lieu d'être satisfaite et elle signera la Convention dès la réunion de la Jamaïque. En outre, le gouvernement pense que la troisième conférence des Nations-Unies sur le droit de la mer a fait progresser le dialogue Nord-Sud auquel il attache un grand prix. Enfin, il estime utile d'être membre à part entière de la Commission préparatoire puisque celle-ci aura à élaborer les « règles, règlements et procédures » d'application de la Convention.

Mais comme l'a rappelé le 1^{er} décembre M. Louis Le Penec, ministre de la mer, qui signera la convention au nom de la France, signer et ratifier sont deux choses différentes. Le gouvernement qui est très conscient des problèmes soulevés par la partie XI (tel le transfert des technologies aux pays en voie de développement, qui pourrait impliquer la cession gratuite de brevets industriels) attendra de voir les résultats du travail de la Commission préparatoire avant d'entamer le processus de la ratification de la Convention.

YVONNE REBEYROL.

(1) La Convention du droit de la mer entrera en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée par soixante pays. Dans la plupart des Etats, une telle ratification nécessite une loi spéciale.

(2) Outre ces quatre consortiums internationaux, existent deux autres consortiums nationaux, un Français APERNOD (Association Française d'Etude et de Recherche des modules polymétalliques) et un japonais, DOMA (Deep Ocean Minerals Association).

(3) Les Etats côtiers sont même propriétaires exclusifs des ressources minérales du plateau continental, jusqu'à 350 milles nautiques (648,2 kilomètres) au maximum, vers le large lorsque ce plateau continue au-delà de 200 milles nautiques.

APRÈS SA VISITE EN U.R.S.S.

Le ministre turc des affaires étrangères se félicite de la relance de la coopération entre Moscou et Ankara

De notre correspondant

Ankara. — Les relations turco-soviétiques, qui s'étaient surtout intensifiées entre 1966 et 1977, mais qui stagnaient depuis, connaissent-elles un nouvel essor à la suite de la visite officielle à Moscou de M. Turkmen, ministre turc des affaires étrangères ? Au terme des conversations qu'il a eues tour à tour avec M. Gromyko, puis avec le premier ministre soviétique, M. Tikhonov, et le ministre du commerce extérieur, M. Patolichev, M. Turkmen estime que « le départ a été donné à une nouvelle étape importante de coopération » entre les deux pays, conformément aux principes du bon voisinage et de la non-ingérence dans les affaires intérieures.

Les Turcs, qui se sentent un peu délaissés par l'Europe, et dont les relations avec Washington sont très satisfaisantes, ne souhaitent pas apparaître comme le gendarme des Etats-Unis au Proche-Orient. C'est pourquoi ils favorisent plus que jamais une politique de bonnes relations avec l'Est. Sur le plan économique, la Turquie est, après l'Inde, le pays non-membre du bloc de l'Est qui a reçu le plus d'assistance technique et financière de l'Union soviétique, notamment pour la réalisation de projets industriels importants.

Tandis que M. Turkmen, premier homme d'Etat occidental à se rendre à Moscou depuis l'arrivée au pouvoir de M. Andropov, entamait ses discussions, les représentants d'Ankara et de Washington signaient au siège de l'OTAN, à Bruxelles, le nouvel accord de défense turco-

américain prévoyant la modernisation des bases aériennes existantes et la construction, notamment en Anatolie orientale, de nouvelles bases dont le financement sera assuré par les Américains. Toutefois, les dirigeants soviétiques, qui semblent craindre que ces nouvelles bases ne servent de tremplin à une éventuelle opération des « forces de déploiement rapide » américaines dans le Golfe, ont préféré ne pas soulever cette question devant M. Turkmen.

Dans l'entourage du chef de la diplomatie turque, on n'a pas manqué, cependant, de rassurer les interlocuteurs soviétiques, en affirmant que la Turquie n'autorisera pas l'utilisation de ses bases pour des objectifs autres que ceux définis par le traité de l'OTAN.

M. Turkmen s'est gardé, pour sa part, de toute allusion au rôle que les services secrets soviétiques auraient dans la recrudescence des menées terroristes il y a quelques années en Turquie.

En ce qui concerne le conflit gréco-turc, Moscou tient évidemment à préserver sa neutralité. Mais les Soviétiques favorisent le maintien du statu quo en ce qui concerne la délimitation des eaux territoriales en mer Egée : en cas d'extension des eaux territoriales grecques à dix milles, la circulation des navires soviétiques serait, en effet, soumise à une autorisation des pays riverains.

ARTUN UNSAL.

A TRAVERS LE MONDE

Pologne

■ UN GROUPE DE CINQ PERSONNES, dirigeant le comité ouvrier interentreprise de Solidarité (M.R.K.S.) de Varsovie, a été arrêté, a annoncé, jeudi 2 décembre, l'agence PAP. L'agence ne donne ni le nom des personnes arrêtées ni la date de leur arrestation. PAP annonce, d'autre part, que les loyers des logements soumis au contrôle augmenteraient de 150 à 440 % au mois de juin. Cette mesure touche les logements appartenant à l'Etat, qui bénéficient de subventions, et ceux qui sont situés dans les immeubles appartenant à un propriétaire privé, dont le loyer est resté inchangé depuis près de trente ans. Elle concerne un peu moins de la moitié du parc des logements, les autres relèvent de coopératives, et leurs charges sont alignées sur le coût de la vie. — (A.F.P.)

Thaïlande

■ UNE BOMBE A EXPLOSE, jeudi 2 décembre, dans un immeuble de Bangkok, provoquant la mort d'un officier de police, et blessant une quinzaine d'autres personnes. — (A.F.P.)

Zimbabwe

■ MESURE CONTRE M. SMITH. — Les autorités ont retiré son passeport à M. Ian Smith, ancien premier ministre de Rhodésie, a annoncé, jeudi 2 décembre, son épouse à Harare. Cette mesure fait suite, a-t-elle affirmé, à une campagne de presse lancée contre lui pour des critiques qu'il aurait formulées contre M. Mugabe lors d'un récent voyage aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

Quelques définitions

Les Etats côtiers jouissent de droits qui vont en diminuant au fur et à mesure que l'on s'éloigne du rivage.

● **Eaux intérieures.** — (Essentiellement ports, baies et estuaires de taille raisonnable). L'Estat côtier y est totalement souverain, comme sur son territoire de terre ferme. Tous les navires étrangers, même civils, ne peuvent y pénétrer que s'ils en ont reçu l'autorisation. Cette règle s'applique au survol par les avions.

● **MER TERRITORIALE.** — Mesurée vers le large à partir de « lignes de base » (laisses de basse mer ou limite externe des eaux intérieures), la mer territoriale s'étendait sur une distance qui variaient selon les Etats, de 3 à 12 milles nautiques (5,5 à 22,2 kilomètres) pour les Etats-Unis à 200 milles nautiques (370,4 kilomètres) pour le Pérou, entre autres. Le limite la plus fréquente était de 12 milles nautiques (22,2 kilomètres). C'est celle que la France a adoptée en 1971. Désormais, la mer territoriale ne peut excéder ces 12 milles. L'Estat côtier jouit, dans sa mer territoriale, de droits importants, mais il n'y est pas entièrement souverain, comme dans ses eaux intérieures. Il est obligé de tolérer le passage inoffensif de tous les navires étrangers. Pour certains pays, le passage inoffensif des navires de guerre devrait être soumis à autorisation préalable.

● **ZONE CONTIGUE.** — Sur une zone dite contigue s'étendant vers le large, à la suite de la mer territoriale, sur une distance n'excédant pas 12 milles nautiques, l'Estat côtier peut exercer des contrôles douaniers, fiscaux, sanitaires ou d'immigration pour prévenir ou réprimer les infractions aux règlements en vigueur sur son territoire national ou dans sa mer territoriale.

● **ZONE ECONOMIQUE EXCLUSIVE.** — Elle s'étend jusqu'à 200 milles nautiques des « lignes de base », soit à 370,4 milles au-delà des mers territoriales de 12 milles. L'Estat côtier y jouit de droits souverains « étendus » sur les ressources vivantes et minérales des eaux, du sol et du sous-sol. Il dispose aussi de divers droits lui permettant de pré-

venir ou de combattre la pollution de la mer et de réglementer la recherche scientifique. Mais la navigation et le survol pour les navires et avions civils et militaires y sont aussi libres qu'en haute mer.

● **PLATEAU CONTINENTAL.** — Prolongement submergé des masses continentales, qui descend vers le large en pente très douce et qui se termine vers le large par une rupture de pente située souvent aux alentours de l'isobathe 200 mètres. Au-delà de cette rupture de pente, il y a le talus dont la pente est assez raide. Le talus s'élève, lui aussi, par une rupture de pente, les grands fonds marins descendant vers le large en pente très douce.

Depuis 1958, les Etats côtiers y jouissent de droits étendus sur les ressources vivantes et minérales présentes sur le sol et dans le sous-sol sous-marin. Désormais, le plateau continental (au sens juridique du terme) s'étend jusqu'à la limite des 200 milles nautiques, même si l'actuel plus étroit au sens géologique du terme. Si le plateau continental géologique s'étend au-delà des 200 milles, sa limite juridique extérieure sera fixée soit à 350 milles (648,2 kilomètres) de la côte (au maximum), soit à une distance de 100 milles (185,2 kilomètres) mesurée vers le large à partir de l'isobathe 2 500 mètres, soit à la ligne où l'épaisseur des sédiments accumulés sur le talus est égale à un centimètre au moins de la distance entre cette ligne et le pied du talus continental. Quelle que soit la limite extérieure choisie pour le plateau continental juridique, la navigation, le survol et la pêche dans les eaux de pleine eau sont libres, au-delà des 200 milles nautiques, comme dans les eaux internationales.

Au-delà de toutes ces juridictions, il y a :

● **Eaux internationales.** — Les océans et les mers, au-delà des zones relevant des divers régimes juridiques énumérés ci-dessus, n'appartiennent à personne. Tout le monde peut y circuler, les survoler, y pratiquer la recherche scientifique et la pêche sans aucune restriction.

● **« ZONE ».** — Les Nations unies ont déclaré en 1970 que la « Zone » (les fonds marins et leur

sous-sol situés au-delà des juridictions nationales) et ses ressources minérales constituent le « patrimoine commun de l'humanité », et la convention prévoit que ce patrimoine sera administré et exploité au profit de l'humanité entière (en particulier au profit des pays en voie de développement), par l'Autorité, un organisme international spécial dont seront membres tous les Etats parties.

Il faut aussi envisager des cas particuliers.

● **BAIES HISTORIQUES.** — Des Etats côtiers ont fait admettre qu'ils jouissent de droits plus étendus pouvant aller jusqu'au régime des eaux intérieures dans certaines baies historiques (estuaires, baies ou golfes) en raison de la configuration du littoral ou d'activités anciennes. Parmi les baies historiques citées par Gilbert Gidel, dans son Traité de droit international public de la mer (tome 3, 1934) figurent, notamment, le Rio-de-la-Plata (Argentine et Uruguay), les Baies de Chesapeake et de Delaware (Etats-Unis), la baie de Fundy (Etats-Unis et Canada), le golfe de Tadoussac (Djibouti), la baie de Cancale ou de Granville (France), le golfe de Tunis (Tunisie), le canal de Bristol (Grande-Bretagne), divers golfes norvégiens, etc.

● **Eaux ARCHIPÉLAGIQUES.** — Les eaux comprises dans le polygone tracé en tirant des lignes droites entre les îles extrêmes des Etats-archipels (Japon, Philippines, Indonésie, par exemple) seront sous un régime dit archipélagique, si ni chemin de bord des eaux intérieures et de celui de la mer territoriale ; mais y sont réservés de larges chenaux dans lesquels les navires et aéroplanes civils et les navires militaires auront droit en permanence au libre transit et au libre survol.

● **DÉTROITS INTERNATIONAUX.** — Larges de moins de 24 milles nautiques (44,4 kilomètres) et donc inclus nécessairement dans des mers territoriales, empruntées par un important trafic maritime. Là aussi, il y aura droit permanent de libre transit de façon à empêcher que s'y applique, comme dans la mer territoriale, le droit de passage inoffensif qui peut toujours être suspendu par l'Estat riverain. — Y. R.

telles — a fait savoir qu'elle signera la Convention et a déjà qualifié « d'obstructionnisme » la politique de refus des Etats-Unis. Les Pays-Bas ont aussi annoncé qu'ils signeraient.

Aux Etats-Unis, l'administration Reagan est alléguement opposée au texte de la convention ou plus exactement à la partie XI (la convention comprend 17 parties, 9 annexes et 4 résolutions) de ce texte qui est consacré à l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (la Zone). Selon elle, l'Autorité, c'est-à-dire le nouvel organisme international qui gèrera le « patrimoine commun de l'humanité », sera complètement dominé par les « 77 » (plus de cent vingt pays en voie de développement). (Voir l'encadré « quelques définitions »). De plus, il est déjà spécifié que l'éventuelle exploitation des nodules sera limitée de façon à ne pas déséquilibrer les économies des producteurs terrestres de manganèse, nickel, cobalt et cuivre, principaux métaux présents dans les nodules.

Enfin, il ne faut pas oublier que l'équipe Reagan soutient, sans au-

bres de plein droit tous les Etats signataires de la Convention et comme observateurs tous les Etats signataires de l'acte final. Une des tâches de la Commission préparatoire, qui siègera jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention (1) sera de délivrer des licences d'exploration aux « investisseurs pionniers ».

Ceux-ci sont d'une part la France, le Japon, l'Inde et l'U.R.S.S. (bien que cette dernière n'ait pas fait grand chose pour les nodules) ou une de leurs entreprises publiques ou privées, d'autre part les quatre consortiums internationaux dans lesquels des sociétés américaines ont des participations importantes aux côtés de partenaires occidentaux, allemands, belges, britanniques, canadiens, italiens, japonais ou néerlandais (2).

Conditions requises pour être « investisseur pionnier » : d'abord avoir investi avant le 1^{er} janvier 1983 au moins 30 millions de dollars (dollars constants de 1982), ensuite, pour les consortiums, trouver parmi les pays d'origine de leurs membres, un ou plusieurs Etats « certifica-

On n'en est pas encore là : la Convention ne devrait pas entrer en vigueur avant quatre ou cinq ans au minimum ; rien n'empêche un Etat d'ici là de signer la convention si le réalisme le lui recommande ; et dans les conditions actuelles ou prochaines des techniques et du marché des matières premières, l'exploitation des modules polymétalliques relève encore du domaine du rêve.

On peut cependant songer dès à présent au problème financier que poserait la persistance du refus américain. Tant que la Convention ne sera pas entrée en vigueur, le budget de la Commission préparatoire relèvera directement des Nations Unies et son financement sera donc fourni selon les proportions habituelles pour tous les organismes dépendant de l'ONU (Etats-Unis 25 % ; U.R.S.S. : 11,1 % ; Japon : 9,58 % ; Allemagne fédérale : 8,31 % ; France : 6,26 % ; Grande-Bretagne : 4,1 % ; Italie : 3,45 % ; Canada : 3,28 % ; les 149 autres pays membres se partageant les 28,50 % restants. Mais les Etats-Unis sont opposés, le 2 décembre, à ce que

Hector BIANCIOTTI L'amour n'est pas aimé



« Il faut avouer d'emblée que j'aime à la folie et à la raison ce livre. Je voudrais inciter à le lire et provoquer à l'aimer tous ceux qui, peut-être, me font confiance »

Claude Roy/Le Nouvel Observateur

« Onze admirables nouvelles »

Nicole Zard/Le Monde

GALLIMARD nrf

DIPLOMATIE

A Berlin-Ouest

M. Cheysson a fait l'éloge de la liberté

De notre envoyé spécial

M. Claude Cheysson a fait jeudi 2 décembre une visite officielle à Berlin-Ouest avant de gagner Copenhague ce vendredi pour prendre part au conseil européen. Reçu à l'hôtel de ville de Schönberg par M. von Weizsäcker, bourgmestre-régent de la ville, en présence de M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, le ministre français des relations extérieures s'est ensuite rendu au quartier Napoléon où il a rencontré les membres de l'état-major des forces françaises à Berlin, puis à la salle des fêtes de la cité Foch, où il s'est adressé à la colonie française de l'ancienne capitale allemande.

Berlin. — Pour un ministre porté sur la petite phrase de Berlin pouvait être redoutable. M. Cheysson s'est adressé aux habitants de la ville, et à ceux qui ont souffert de la guerre, qu'il s'agisse des tantes soigneusement préparées qu'il a lus à l'hôtel de ville ou devant le Club de la presse de Berlin-Ouest, ou de l'improvisation à laquelle il s'est livré devant la communauté française.

Comme on pouvait s'y attendre, M. Cheysson a exalté l'importance de la présence française à Berlin. MM. von Weizsäcker et Genscher devaient d'ailleurs montrer par la tonalité de leurs propos que cette insistance trouvait du côté allemand un réel écho. Il n'était pas indifférent que le bourgmestre-régent et le ministre des affaires étrangères fassent l'un et l'autre applaudir « ces soldats français qui font ici tant de bien ».

La ministre des relations extérieures, lors de son allocution devant les habitants de la cité Foch, a notamment évoqué la haute traditionnelle faite au sommet de l'échafaudage qui permet, sur la Bernauerstrasse, d'observer le secteur oriental de la ville. Et il s'est livré pour la circonstance à un exercice de style plutôt délicat : mettre en relief la nécessité d'une défense du monde libre sans jamais préciser de quelle idéologie se réclamait ceux qui ont ainsi enfilé en 1961 une mortelle de la ville. « Qui, nous sommes fiers d'incarner la liberté face à ce que nous apercevons de l'autre côté du mur », a-t-il déclaré sous les applaudissements. Le propos, visiblement, avait porté. Ceux-là mêmes, militaires ou civils, que la présence d'un membre éminent du gouvernement français a séjourné quatre ministres communistes avait tout pour effrayer, se félicitaient que M. Cheysson ait osé rappeler le rôle que jouent à Berlin les troupes occidentales.

BERNARD BRIGOLEUX.

A Moscou

M. Chevenement s'est entretenu avec le chef du gouvernement soviétique du déséquilibre commercial

Moscou (A.F.P.). — M. Jean-Pierre Chevenement, ministre de la recherche et de l'industrie, est arrivé à Moscou mercredi soir, 1^{er} décembre. Dès le premier jour, ses entretiens avec les responsables soviétiques ont pris un aspect politique.

Venu pour discuter du renouvellement de l'accord décennal de coopération scientifique et technique franco-soviétique qui expire en juillet prochain, le ministre a insisté sur la nécessité de rééquilibrer la balance commerciale entre les deux pays, aujourd'hui fortement déficitaire pour la France.

Il en a fait part à M. Nicolas Tikhonov, président du conseil des ministres de l'U.R.S.S., et à M. Gouri Martchouk, président du comité d'Etat pour la science et la technique. Ce dernier lui a proposé de « réorienter » la coopération entre les deux pays, de telle sorte que les transferts réciproques de technolo-

gie prennent le pas sur la vente d'usines-clés en main.

M. Chevenement a fait remarquer qu'il était « le premier ministre du gouvernement socialiste à venir en U.R.S.S. pour des raisons qui n'étaient pas seulement d'ordre technique ».

« Nous considérons votre visite comme la suite des rencontres au plus haut sommet », lui a dit de son côté M. Tikhonov avant de le recevoir dans son bureau au Kremlin.

Au cours d'une réception jeudi soir à l'ambassade de France, à laquelle assistaient les représentants des firmes et sociétés françaises à Moscou, M. Chevenement a exprimé l'espoir que « son voyage créerait un climat utile pour nos affaires ».

Concrètement, toutefois, la situation est dans une impasse : la question du financement des contrats soviétiques se heurte toujours à la volonté des Soviétiques de voir le taux des crédits se maintenir à 7,80 % et non pas au taux de « consensus » de 12,60 %. Ces jours-ci du reste une société française, qui espérait un contrat pour le projet « Astrakhan » d'exploitation du gaz dans le delta de la Volga, a appris qu'un concurrent étranger serait préféré en raison de conditions financières plus favorables.

3-4-5 DÉCEMBRE
11th EXPOSITION INTERNATIONALE
VENTE DE
MINÉRAUX
FOSSILES
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX
200 EXPOSANTS représentant 15 PAYS
HOTEL P.L.M.
17, bd Saint-Jacques - PARIS-14^e

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois
(région parisienne)
VENTE DEPUIS 298 F/mois
(sans apport ni caution)
Liv. gratuite dans tte la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES
Garantie jusqu'à dix ans
Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDÉ
75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17^e
227-08-54/765-34-17

LES RÉUNIONS ATLANTIQUES DE BRUXELLES

M. Weinberger admet que le changement d'équipe à Moscou offre « une chance » de détente

Commentant la réunion des ministres de la défense de l'OTAN, l'agence Tass a accusé cette organisation de vouloir « accélérer sans retenue la course aux armements », « exercer son influence sur les pays qui visent à acquiescer leur indépendance » et « violer le statut des non-alignés ». Cette dernière allusion vise un passage du communiqué de Bruxelles qui invite les pays « ayant les moyens de prendre hors de la zone du traité des mesures pour écarter des menaces visant les intérêts vitaux de l'Ouest » à le faire « en procédant en temps utile à des consultations avec leurs alliés ».

D'autre part, M. Bayulken, ministre turc de la défense, a qualifié, jeudi, de « provocation » et d'accusations « absurdes et irresponsables » certaines déclarations faites la veille à Bruxelles par M. Papandréou, premier ministre grec, sur la situation dans la mer Egée (le Monde du 3 décembre). Affirmant que son pays « a de longues années de recevoir de personne » en matière de droits de l'homme, le ministre turc a établi un parallèle entre la situation dans son pays et celle qui régnait « en Grèce avec les colonels, en France avec de Gaulle, et dans l'Italie de Mussolini ».

De notre correspondant.

Bruxelles. — Les sessions des instances atlantiques se terminent tous les jours dans une atmosphère d'apparente euphorie. Il en a été de même, cette semaine à Bruxelles, après la rencontre des ministres de la défense de l'alliance, à l'exception, bien sûr, des ministres français.

Le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, a reflété cet optimisme. Il est vrai que la réunion de Bruxelles a approuvé sans réserve l'attitude des Etats-Unis dans les négociations START comme dans celles sur les euro-missiles et la réduction des forces à Vienne. De plus, M. Weinberger a pu enregistrer la « compréhension » totale des alliés européens pour la mise en place aux Etats-Unis des nouvelles fusées stratégiques MX. Enfin, en approuvant « le plan de force de l'OTAN pour la période 1983-1987 », les ministres ont rendu hommage aux Américains qui promettent un « renforcement rapide de l'Europe » en cas de crise.

Le problème de l'Espagne, qu'avait replacé sur le devant de la scène la demande de M. Gonzalez de geler les négociations en cours sur l'entrée de Madrid dans l'organisation militaire atlantique (le Monde du 3 décembre), a été réglé de façon très simple : le gouvernement de M. Gonzalez n'était pas encore installé formellement au pouvoir, le chef de la délégation espagnole s'est déclaré « incapable de présenter aucune opinion » sur le texte du communiqué final des ministres.

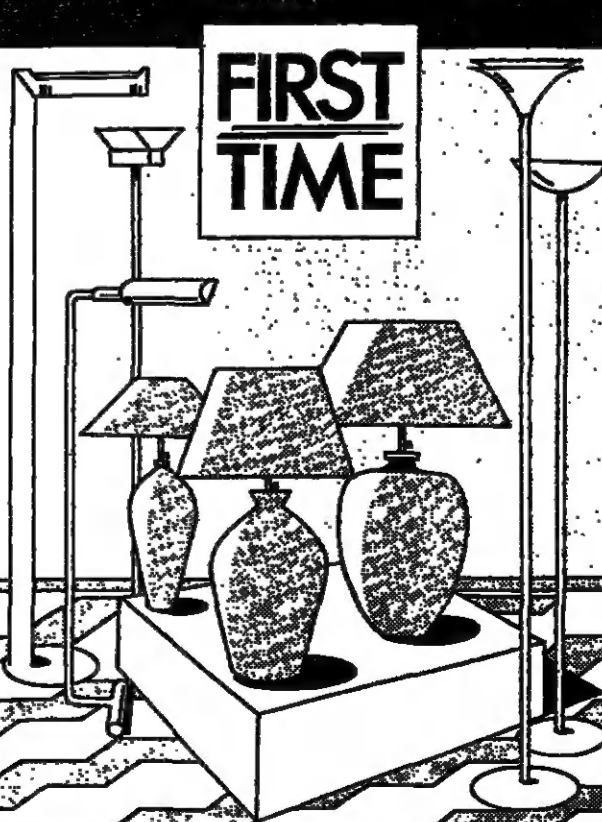
La session s'était ouverte sous le signe des changements intervenus au Kremlin. Mais les réactions des responsables de l'alliance n'ont rien

TÉLEX PARTAGE

ÉTRANGE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345 21 62

NUANCES DE LA LUMIÈRE

Nuances de la céramique, charme discret des abat-jour. Puissance de l'halogène : les lampadaires-sculptures c'est la lumière du jour, la nuit. Le choix : chez First Time. En même temps que canapés, fauteuils, tables, tapis. En exclusivité.



Credit offert sur 6 mois, sans intérêts.
Avec un 30/10/10, à partir de 1.000 F d'achat.
27, RUE MAZARINE - PARIS 6^e - TEL. 325.55.00 - PARKING.

EUROPE

Grande-Bretagne

Les affaires d'espionnage se multiplient

L'attaché naval soviétique a été expulsé

Londres (A.F.P.). — L'attaché naval soviétique à Londres, le capitaine Anatoli Pavlovitch Zotov, a été prié, le jeudi 2 décembre, de quitter la Grande-Bretagne dans les huit jours. Cette expulsion serait motivée, selon l'agence britannique Press Association, par des « activités inadmissibles », expression par laquelle on désigne généralement les activités d'espionnage.

Cet incident s'ajoute à la série d'affaires d'espionnage qui défilent depuis quelques semaines la chronique en Grande-Bretagne. Dans les milieux diplomatiques soviétiques à Londres, on tient d'ailleurs cette expulsion pour une tentative de services de sécurité britanniques de prouver leur efficacité après l'affaire du centre de communications secrètes de Cheltenham, dont l'un des employés, M. Geoffrey Prime, a été condamné il y a quelques semaines pour espionnage au profit de l'U.R.S.S.

D'autre part, le procès de l'universitaire canadien Hugh Hamblen, accusé d'avoir transmis à Mos-

cou des documents très secrets de l'OTAN, se poursuit à Londres depuis le 29 novembre. M. Hamblen, qui plaide non coupable, a affirmé jeudi avoir travaillé comme agent double pour les services de renseignements français, alors qu'il était employé au siège de l'OTAN, de 1956 à 1961. Après avoir été contacté en 1955 par un agent soviétique et en avoir informé les autorités canadiennes, il aurait, selon ses dires, reçu la visite de M. Jean Masson, fonctionnaire du SDECE, qui l'aurait encouragé à maintenir ses contacts avec les « Soviétiques » et à chercher un emploi à l'OTAN. M. Masson aurait ensuite sélectionné les documents qu'il devait transmettre aux Soviétiques, deux sur dix étant des faux.

Enfin, le fils d'un ancien secrétaire d'Etat au Foreign Office, M. Robin Gordon-Walker, a été inculpé jeudi d'infraction à la législation sur les secrets d'Etat. Il comparaitra le 6 janvier devant un tribunal londonien.

Italie

L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE

La culpabilité de M. Antonov doit être démontrée avant le 6 décembre

De notre correspondant

Rome. — La magistrature italienne doit démontrer, avant le 6 décembre, la culpabilité de M. Antonov, fonctionnaire travaillant pour les lignes aériennes bulgares, soupçonné de complicité dans l'attentat contre le pape : c'est en effet à cette date qu'arrive à échéance le mandat d'arrêt du juge d'instruction. D'ici là, le tribunal de la liberté, un organisme récemment institué par le législateur et composé de magistrats chargés d'examiner, à la demande des personnes concernées, les charges retenues contre elles, donnera son avis sur cette affaire. Il est évident que si M. Antonov devait être relâché pour « preuves insuffisantes », la magistrature italienne se trouverait dans une situation délicate.

L'affaire est en effet devenue un cas diplomatique entre Rome et Sofia. (le Monde du 3 décembre).

Les deux Italiens détenus en Bulgarie sont des touristes arrêtés le 25 août dernier à la frontière avec la Turquie car ils se refusaient à payer des taxes jugées exagérées. Ils ont été libérés après avoir payé, à café de porcelaine. A la même époque, les autorités italiennes demandaient l'expulsion de deux diplo-

mates bulgares accusés d'espionnage. Ce n'est que le 12 septembre, après l'arrestation de ces deux ressortissants, que l'ambassade italienne à Sofia en fut prévenue. Les démarches faites par l'Italie n'avaient pas eu de résultat. Ces arrestations avaient en peu d'écho en Italie, les familles des deux personnes arrêtées s'étant vu conseiller par les Bulgares de ne pas ébruiter l'affaire dans l'intérêt de leurs parents.

Précisément le jour où était accomplie la démarche diplomatique de la Bulgarie demandant que le « cas Antonov » soit traité au niveau politique, l'agence de presse Ansa publiait une photographie prise place Saint-Pierre, le jour de l'attentat, sur laquelle on voit un homme portant lunettes et moustache qui ressemble à Antonov. Selon le ministre de l'Intérieur, les photographies citées au départ par la presse italienne comme l'une des preuves retenues contre le fonctionnaire bulgare « ne seraient en rien déterminantes ». Cet homme serait, non pas Antonov, mais un Américain.

Au demeurant, M. Antonov affirme que le jour de l'attentat, il se trouvait à son bureau. Ses collègues confirment cet alibi.

Bien qu'on ignore le contenu exact du mandat d'arrêt, en vertu duquel M. Antonov a été appréhendé, il est confirmé de source judiciaire qu'il n'est pas inculpé pour avoir joué un rôle d'extorquant dans l'attentat contre le pape, mais pour « l'aide » qu'il aurait apportée à Ali Agca. Il ne semble pas que la magistrature italienne retienne le fait qu'il soit l'homme qui a commandé une chambre dans une pension proche de Vatican pour l'auteur de l'attentat. M. Antonov a été confronté avec Ali Agca, en présence non pas de ses avocats, mais d'un avocat commis d'office. Le fonctionnaire bulgare ne voit pas Ali Agca et ne même le connaît.

Un piège tendu à la justice italienne

D'autres mandats internationaux ont été lancés sans qu'il soit précisé s'ils ont été émis à l'encontre des citoyens ou de diplomates bulgares. La justice italienne admet cependant que des « enquêtes » sont en cours, notamment sur un certain Almazov, caissier auprès de l'ambassade de Bulgarie à Rome, rentré dans son pays il y a vingt jours pour « raison de service ». Une enquête serait également menée sur les agissements de la femme de M. Antonov qui a quitté l'Italie le 20 octobre dernier.

Sur quelles preuves a agi le juge d'instruction en faisant arrêter M. Antonov ? Officiellement, on l'ignore. Tout porte à croire que ce serait sur les déclarations d'Ali Agca. Y a-t-il d'autres preuves ? « Espérons qu'il y en a », nous dit un fonctionnaire au ministère de l'Intérieur. Celui-ci en tout cas a été tenu au courant des décisions du juge d'instruction, dont la réputation de sérieux laisse supposer qu'il n'a pas agi sans avoir « assuré ses arrières ». Reste aussi l'hypothèse d'un piège tendu à la justice italienne.

PHILIPPE PONS.

TV COULEUR



VOICI L'ECRAN QUI REPOND A VOS PROBLEMES.

Problème de prix ? Solution prix Darty.
Chaque jour de l'année, Darty s'engage sur ses prix par l'article 1 de son Contrat de Confiance.

Problème de choix ? Solution choix Darty.
Pour vous permettre de bien choisir, Darty vous propose 100 modèles des plus grandes marques.

Problème de service ? Solution Service Darty.
7 jours sur 7, les techniciens du service après-vente Darty sont prêts à intervenir. De plus, ils sont chez vous le jour même sur simple appel avant 10 heures.

PARIS

8°: DARTY-sous-la-Madeleine
11°: 1, avenue de la République
11°: 25 à 35, boulevard de Belleville
13°: Centre Commercial "Galaxie" - Niveau 3
30, avenue d'Italie
14°: Centre Commercial "Gallie Montparnasse"
68-80, avenue du Maine
15°: Front de Seine - Centre Commercial "Beaugrenelle"
71, quai de Grenelle
17°: 8, avenue des Ternes
18°: 128, avenue de Saint-Ouen

RÉGION PARISIENNE

78°: Orgeval: Centre Commercial "Art de Vivre" - Sortie Poissy -
Autoroute de l'Ouest
78°: Parly 2: Centre Commercial "Parly 2" - Le Chesnay
91°: Les Ulis: Centre Commercial "Les Ulis 2"
91°: Morsang-sur-Orge - 51, rue de Montlhéry (Autoroute du
Sud - Sortie Savigny - Direction Sainte-Geneviève-des-Bois)
92°: Asnières: "Carrefour des 4 Routes" - 384, avenue
d'Argenteuil - R.N. 309
92°: Châtillon: 151, avenue Marcel Cachin - R.N. 306
92°: Boulogne: Pont de Sèvres - 122 bis, av. du Général-Leclerc
92°: Puteaux: Centre Commercial "Les 4 Temps" - La Défense
Niveau 1 - "Grand-Place"

93°: Bagnole: Porte de Bagnole - Au pied du Novotel -
40, avenue Gallieni
93°: Bondy: 123-155, avenue Gallieni - R.N. 3
93°: Aubervilliers: Centre "Pariféric" - Porte de la Villette
6 bis, rue Emile-Raynaud
93°: Noisy-le-Grand: Centre Commercial "Les Arcades" -
Marne-la-Vallée
93°: Pierrefitte: 102-114, avenue Léonine - R.N. 1
94°: Champigny: 10-12, av. R. Salengro - La Fourchette - R.N. 4
94°: Créteil: Centre Commercial "Créteil Soleil"
94°: Ivry: Centre Cial "Ivry bords de Seine" - 16, r. Westermeyer
94°: Thiais-Rungis: Centre Commercial "Belle Epine" - R.N. 7
95°: Cergy-Pontoise: Centre Commercial "3 Fontaines"

OISE

60°: Beauvais: Centre Commercial "Le Franc Marché"
2 à 4, place du Franc-Marché
60°: Creil: Centre Commercial de Creil-Nogent - 10, avenue
de l'Europe

MARNE

51°: Reims-Tinqueux: Zone artisanale du Moulin de l'Écaille
Route de Dormans

**ET 36 AUTRES MAGASINS
EN PROVINCE.**

AMÉRIQUES

Brésil

M. Reagan dénonce les dangers du protectionnisme pour l'économie mondiale

Sao-Paulo. — pour passer une demi-journée à Sao-Paulo le jeudi 2 décembre, M. Ronald Reagan avait mobilisé l'impressionnante logistique qui l'accompagne dans tous ses déplacements : avions, hélicoptères, voiture blindée, station mobile de communications, centaines de policiers, de militaires et de fonctionnaires. Il n'a même pas aperçu les quelque deux mille cinq cents manifestants de gauche qui criaient « à bas l'Amérique ! » en brûlant une effigie de l'Oncle Sam.

Pourquoi Sao-Paulo ? Parce que c'est la capitale industrielle et financière du Brésil, et que le président américain voulait exprimer symboliquement sa confiance dans l'économie de ce pays. Mais aussi parce que cette ville de sept millions d'habitants, royaume de la libre entreprise, lui offrait un décor de choix pour exposer sa philosophie des rapports Nord-Sud. Le président s'est adressé à un millier d'hommes d'affaires locaux, un public naturellement sensible à ses thèmes ou à sa philosophie.

M. Reagan a commencé par faire les plus vifs éloges du discours prononcé le 27 septembre dernier à l'ONU par le général Figueiredo. Pour en prendre ensuite, point par point, le contrepié. A New-York, le chef de l'Etat brésilien dénonçait, avec une rare violence, « la politique actuelle des grandes puissances », qui, selon lui, en train d'affamer le tiers-monde, Mercredi encore à Brasília, il déclarait solennellement à son invité : « La reprise du dialogue Nord-Sud entre pays riches et pauvres sera un aspect important des efforts communs pour une reprise économique mon-

De notre envoyé spécial

diale. Je dois rappeler que le Brésil reste profondément intéressé par l'organisation de négociations globales au sein des Nations unies.

Mais M. Reagan ne s'intéresse guère au dialogue Nord-Sud, comme le confirme son discours de Sao-Paulo. Les seules différences qui comptent à ses yeux sont entre l'Est et l'Ouest, le Nouveau Monde et l'Ancien. « En termes géographiques », a-t-il dit, le Brésil est au sud et les Etats-Unis au nord. Mais, selon les liens historiques et les valeurs fondamentales, nous sommes des nations de l'Ouest et du Nouveau Monde. Nous sommes parmi les quelques pays qui exercent une influence et une responsabilité mondiales. C'était un démenti supplémentaire aux dirigeants brésiliens, qui ont répété, tout au long de cette visite, que leur pays appartient au tiers-monde et n'a ni la même puissance, ni les mêmes responsabilités, ni nécessairement les mêmes intérêts que les Etats-Unis.

« La reprise est en vue »

M. Reagan est revenu à la charge en déclarant aux hommes d'affaires de Sao-Paulo : « Aujourd'hui, la crise n'est pas entre le Nord et le Sud, mais entre des aspirations universelles à la croissance et la plus longue récession de l'après-guerre. Le président veut bien reconnaître que cette récession a un aspect particulièrement douloureux sur le tiers-monde. Mais, selon lui, la crise est surmontable grâce aux ré-

formes en cours à Washington et à condition que tous les autres pays adoptent également des mesures courageuses.

« Nos pays peuvent conduire le monde à une nouvelle ère de croissance », a affirmé M. Reagan. Une croissance délivrée des spectres d'inflation galopante et de taux d'intérêt élevés. Pour cela, trois conditions sont nécessaires :

La première est que chacun « mette de l'ordre dans sa maison ». Les Etats-Unis sont en train de le faire, a dit le président américain. « La confiance revient aux Etats-Unis », a-t-il assuré. Nous croyons que la reprise est en vue.

Deuxième condition : que l'on preserve les systèmes commerciaux et financiers qui ont été mis en place depuis 1945. Le président a mis en garde contre « le protectionnisme qui conduit à davantage de protectionnisme, provoque une contraction de l'économie et, finalement, une dangereuse instabilité ».

La troisième condition d'une reprise forte et durable est « de travailler ensemble ». L'appliquant au Brésil, qui, selon lui, a un brillant avenir, M. Reagan a déclaré : « Vous grandirez. Et à vos côtés se tiendront les Etats-Unis, votre partenaire dans le Nouveau Monde. » Comme pour mieux souligner les relations étroites entre les deux pays, M. Reagan a fait à Sao-Paulo une annonce inattendue qui ne figurait pas dans le texte de son discours : « Un astronaute brésilien sera associé à une prochaine mission spatiale américaine. »

ROBERT SOLÉ.

Etats-Unis

UNE COMMISSION DE LA CHAMBRE APPROUVE DE JUSTESSE LA CONSTRUCTION DU MX

De notre correspondant New-York. — M. Reagan a obtenu, de justesse, une difficile victoire pour la construction des missiles MX : par 26 voix contre 26, la commission des attributions budgétaires de la Chambre des représentants a rejeté un amendement démocrate qui équivalait à abandonner la production des missiles intercontinentaux.

Présenté par M. Addabbo, représentant démocrate de New-York, cet amendement demandait une réduction de 988 millions de dollars des crédits attribués à la construction des MX pour l'année budgétaire 1983, tout en laissant se poursuivre les recherches sur ce type d'armes.

Ce succès a été obtenu à la suite d'un véritable tir de barrage mis en place par l'état-major républicain : de son escalier brésilien, M. Reagan a appelé plusieurs membres influents de la commission, qui comprend trente-trois démocrates et vingt-deux républicains. Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, a téléphoné de Bruxelles où il assistait à la réunion de l'OTAN. L'état-major de l'armée de l'air et du Pentagone ont participé, eux aussi, activement à cette campagne, assurant, entre autres choses, que les MX entreraient dans leurs sites du Wyoming seraient capables de résister à des engins soviétiques de 25 mégatonnes.

Le projet de loi, qui a déjà été accepté par la commission des attributions budgétaires du Sénat, doit faire l'objet d'un nouveau vote, mardi, à la Chambre des représentants. NICOLE BERNHEIM.

La situation

SUR UNE SCÈNE PÉKINOISE

Les amours de « Petite Abeille » et d'un jeune loupard

De notre correspondante

Pékin. — Le théâtre d'avant-garde a fait son apparition à Pékin. Et avec un succès certain auprès du public. Gao Xingjian, l'auteur, dont les œuvres n'avaient jusqu'à présent jamais été mises en scène, se pièce, intitulée Signal d'alarme traite d'un sujet audacieux : les thèmes soumis à la réflexion des spectateurs ne sont rien de moins que le chantage et la délinquance chez les jeunes, problèmes sensibles, s'il en est, dans la Chine d'aujourd'hui. Comme, en outre, l'amour ne joue pas un mince rôle dans cette affaire, on a là, réunis, tous les éléments d'un véritable événement. Et de fait, c'est un, même s'il n'a pas été tellement remarqué, pour le moment, par la presse pékinoise.

L'histoire se passe dans un train, symbole de la société. Cinq personnages en sont les protagonistes : un contrôleur en chef, homme d'expérience garant de la sécurité du convoi, son second, récemment entré dans la profession grâce aux relations de son père, une jeune fille, apicatrice, surnommée « Petite Abeille », tendre et chaste, et un jeune loupard, « en attente de travail » selon la terminologie en vigueur. Il est le complice encore novice d'un voyou patenté avec lequel il a projeté de commettre un vol à bord du train. Des sentiments amoureux compliqués lient (et séparent) l'apprenti contrôleur, le chômeur et « Petite Abeille », tous trois amis d'enfance et que le hasard a réunis dans cette voiture après une longue séparation. Le cheminement dramatique opposé de leurs trois existences sert de trame à l'action.

Sur une scène, plantée au milieu des spectateurs, dans une toute petite salle perchée dans les combles du Théâtre de la capitale, les héros de Signal d'alarme, sans maquillage ni costumes, évoluent dans un décor dépouillé, géométrique, complètement noir. Ni rideau ni estrade. Seuls des projecteurs — lumières blanches, vertes ou timides — braqués sur les visages

des acteurs marquent le rythme des scènes, celui du présent et du passé, celui des rêves et des cauchemars. Et sur le fond sonore lointain d'un train en marche, les spectateurs vivent, dans une tension croissante, les angoisses, les contradictions, les passions des cinq personnages.

Fait marquant : le spectacle, contrairement aux habitudes, est dénué de toute propagande politique. Et si, en fin de compte, le message est sauve, puisque la jeune chômeuse tue le voyou afin de préserver la sécurité du train, et donc celle de la collectivité, les personnages mis en scène posent bien des questions brûlantes dans la société chinoise d'aujourd'hui. Le chef contrôleur, symbole de la vieille génération, pris entre le respect du règlement et ses sentiments humains, montre finalement son désarroi devant une jeunesse dont il comprend mal les motivations profondes. Le jeune employé, sûr de son bon droit, propose un mariage sans risque à « Petite Abeille », mais ses compagnons de voyage (y compris son chef) ne manquent pas de lui rappeler, à plusieurs reprises, qu'il ne serait pas là où il est sans les relations de son père. Il y a surtout le héros, ce jeune chômeur qui réclame en hurlant son « droit à l'amour et à la vie » et qui, épris lui aussi de la jeune fille, explique que, faute de revenus, il n'a trouvé que la voie de la délinquance pour lui offrir tout ce qu'une Chinoise exige de nos jours d'un futur mari. Enfin, autre tabou brisé, cette jeune fille, contrairement à nombre de ses pareilles, ose aimer ouvertement (avec fierté même) un loupard au lieu de le rejeter comme le veulent les conventions sociales. Ce n'est pas le moindre audace de cette œuvre.

L'auteur le pièce a déjà écrit deux scénarios de théâtre, mais Signal d'alarme est le premier à avoir été accepté, non sans de vives discussions. Une autre de ses pièces pourrait être jouée prochainement.

ANITA RIND.

PROCHE-ORIENT

Israël

UN DÉBAT A PARIS SUR LES SÉPHARADES

Pourquoi nous soutenons M. Begin...

Les sépharades n'ont pas bonne presse. A la trop simple et trop traditionnelle distribution de clichés qui veut qu'une guerre ait colombes et faucons, ils n'échappent pas au mauvais rôle. « Mortes vers Sion », eux qui naquirent, vécurent dans les quartiers juifs du Golfe et du Maghreb, ne nourrissent-ils pas l'égard de l'Arabe cette haine inexplicable, héréditaire, qui empêcherait à tout jamais Israël de céder aux sirènes de la paix ?

C'est ce drap noir qu'entendent bien déchirer les responsables de la communauté sépharade de France. Invités à répondre, au cours d'une conférence-débat, jeudi 2 décembre, à tant « d'écrits et de murmures », MM. Ami Bouganim, écrivain israélien, et Shmuel Trigano ont voulu, par une description minutieuse de la situation des sépharades en Israël, expliquer et contrer la « malveillance ordinaire » dont ils sont victimes.

Ecrits et murmures, explique M. Trigano, « représentent sans vergogne les stéréotypes les plus écoulés ». Les sépharades seraient-ils « archaïques », voire « tribaux », ignorants de la démocratie, sans conscience politique, seulement capables de suivre un chef charismatique et autoritaire ? Revenant, trait par trait les éléments de cette caricature grossière, M. Trigano affirme que le soutien massif des sépharades à M. Menahem Begin n'est en fait, qu'un « choix réactif à l'égard d'un parti travailliste responsable depuis trente années d'injustices structurelles et programmées ». Et si ce choix s'est porté sur le chef du Likoud, c'est qu'il représentait « la seule alternative offerte par le système, cette « république des parts » qui empêche la classe politique israélienne de se renouveler ».

Ignorants de la démocratie ? Les sépharades, rétorque M. Trigano, « ont toujours refusé de voter à partir de critères ethniques ». « Ils avaient quelques raisons de créer une vraie dissidence, ils ont, au contraire, témoigné de beaucoup de tolérance et d'un véritable sens du compromis... Plutôt que de détruire le système, ils l'ont mis en crise et ont déposé son impasse. »

Sans conscience politique ? « Ils se savent la majorité du

peuple d'Israël, mais n'ont aucune conscience de leurs intérêts de groupe. » Les sépharades, ajoute le conférencier, ont une approche différente du politique. Dans les pays arabes, ils n'ont jamais été privés de leur dimension de peuple. Jamais un auteur sépharade n'a écrit sur l'identité juive : pour lui, la question ne s'est jamais posée.

L'ardeur naturelle des plaideurs a-t-elle gommé certaines réalités par trop encombrantes ? De passage en France, M. Ami Bouganim, écrivain israélien d'origine marocaine, brosse, quant à lui, de sa communauté un portrait sans vaine complaisance. Pour lui, il ne s'agit pas toujours de simples stéréotypes. La réalité est quelquefois amère. Privée d'une véritable élite, les sépharades d'Israël sont, assure-t-il, « dans leur énorme majorité dénués de toute formation politique. Ils ne savent pas vraiment ce qu'ils veulent et ne se sont pas encore réveillés. S'ils suivent M. Begin c'est avant tout par « légitimité » mais aussi par dégoût d'une administration travailliste qui les a ignorés, exploités pendant près de trente ans.

Pourtant, ce choix de M. Begin n'a rien à voir, selon lui, avec le choix d'une politique. « Le débat en Israël, explique-t-il, est affaire d'ashkénazes. Les travaillistes ont berné les sépharades qui sont restés à leur remorque pendant vingt-neuf ans. Maintenant, Begin, Shamir et Meridor tirant la charrette, et les sépharades applaudissent encore. Côté ashkénazes, le débat est net, les camps sont tranchés. Côté sépharades, rien n'est encore joué... »

Amère lucidité ? MM. Trigano et Bouganim s'accordent en tout cas à découvrir Israël comme une société aujourd'hui engagée dans une « impasse radicale ». « Il n'y a pas d'alternative véritable », admettent-ils tous deux. Et la paix ? « Tout sera demain affaire d'hommes et non d'idées », conclut l'écrivain israélien. L'urgence est claire. Quel homme saura prendre demain les décisions qui s'imposent ? M. Begin ? Un autre ? D'autres ? « Tant que Begin sera là, les sépharades le soutiendront » ils sont 60 % du peuple d'Israël.

DOMINIQUE POUCHIN.

Liban

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE M. JOUMLATT

La grève générale de protestation s'est déroulée dans un calme total

Les appels au calme lancés de toute part au Liban et la condamnation immédiate et sans réserve de l'attentat contre M. Walid Joumlatt par le chef de l'Etat et le gouvernement ont contribué à éviter une flambée de violence qui aurait pu atteindre la capitale. Lancé mercredi, quelques heures après l'explosion de la voiture piégée, par plusieurs personnalités libanaises, un appel à la « grève générale pacifique » jeudi a été surtout suivi dans les régions druzes du Chouf et du sud du pays, ainsi que dans le secteur ouest de la capitale où toutes les écoles, plusieurs banques et quelques magasins ont fermé leurs portes. Pour tenter de stabiliser la situation dans la montagne, M. Gemayel a convoqué jeudi soir, au palais présidentiel de Baabda, une réunion de tous les dirigeants et personnalités concernées par le conflit, tandis que des combats se poursuivaient par intermittence dans le Chouf.

M. Charles Henu, ministre français de la défense, arrivé jeudi soir à Beyrouth, pour une visite officielle de quarante-huit heures, a déclaré pour sa part que la France soutenait « les efforts déployés par le président Gemayel pour l'indépendance et l'unité du Liban ». Accompagné d'une délégation comprenant notamment M. Alain Hautecourt, député et coordonnateur de l'aide de la France au Liban, M. Henu doit inspecter les unités françaises opérant dans le cadre de la force multinationale ainsi que les éléments français de la FINUL.

■ A Jérusalem, un porte-parole de l'armée israélienne a annoncé jeudi que le « déclenchement accidentel » de l'arme d'un gardien israélien avait fait deux morts et deux blessés par balles parmi les prisonniers du camp d'Anser, à sud du Liban, où sont détenus des combattants palestiniens et libanais. A ce propos, le colonel Aharon Goni, le porte-parole de l'armée israélienne au Liban, a affirmé qu'« un peu moins de six mille personnes » étaient encore détenues dans ce camp et que trois mille autres avaient été relâchées.

■ A Tel-Aviv, le nouvel hebdomadaire israélien Kotzer-Rachit, de tendance centre gauche, a assuré jeudi que Bechir Gemayel aurait proposé en 1977 aux dirigeants israéliens « de s'emparer de Bey-

routh » et leur aurait déclaré : « Vous devrez y venir tôt ou tard et le plus tôt sera le mieux ». Selon la revue, cette conversation eut lieu en 1977 dans le bureau du chef de l'état-major israélien, le général Gur, actuellement l'un des dirigeants les plus en vue du parti travailliste et adversaire résolu de l'offensive israélienne au Liban.

■ Le roi Hussein de Jordanie, arrivé jeudi 2 décembre dans la capitale soviétique à la tête d'une délégation du comité arabe des Sept, dans le cadre de sa tournée auprès des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, pour expliquer les différents aspects du plan de paix de Fès, s'est entretenu au Kremlin avec M. Iouri Andropov. La délégation comprend, outre le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Klibi, les ministres des affaires étrangères de Syrie, d'Arabie Saoudite, du Maroc, de Jordanie, de Tunisie, d'Algérie, et un représentant du comité exécutif de l'O.L.P.

La présence dans cette délégation du prince Saoud el Fayal, ministre saoudien des affaires étrangères, pourrait faciliter, selon les diplomates occidentaux, un rapprochement entre Moscou et Ryad — qui n'a de relations diplomatiques avec aucun pays communiste et a rompu tout lien avec l'U.R.S.S. il y a trente ans. Le prince Saoud est le premier membre du cabinet saoudien à se rendre en Union soviétique. — (A.F.P.-Reuter.)

FRANCE PAYS ARABES

Numéro 104 - Décembre 1982 - vient de paraître

AU SOMMAIRE :

Un dossier très documenté sur : L'Europe, les Arabes et la guerre du Liban. Le dialogue interrompu

Entretien exclusif avec Bernard Pons : Le R.P.R. est resté fidèle à la pensée gaulliste

Les réfugiés palestiniens en 1982

Les rubriques habituelles : Politiques, économiques et culturelles l'édition de Louis Terrenoire la chronique de Philippe de Saint Robert et le bloc-notes de Lotfollah Soliman

60 pages Prix : 7 francs Distribution N.M.P.P. - France, Maghreb, Liban

Spécimen sur demande

14, rue Augereau - 75007 Paris - Tél. : 555-27-52 36, rue Tramassac - 69005 Lyon - 16 (78) 37-16-63

FERMETURE DEFINITIVE

DERNIER JOUR DIMANCHE 5. 20h00

LIQUIDATION TOTALE

TAPIS D'ORIENT

DEMARQUES 30 à 50 %

CITA 71 Avenue des Ternes 75017 PARIS

Ouvert de 10 h à 19 h 30 - Téléphone : 574.60.32

Crédit gratuit

Par autorisation préfectorale. Loi du 30.12.1906

vendus avec certificats d'origine

Le budget 1983

équival

LE JEUNE TEL QU'ON LE PARLE

ASIE

en Chine

MALGRÉ UN LÉGER DÉFICIT

Le budget 1983 doit permettre un développement équilibré sans austérité excessive

Pékin. — Comme celui de cette année, le budget de 1983 présenté cette semaine, devant l'Assemblée nationale populaire, par M. Wang Bingqian, ministre des finances, sera en léger déficit. Avec un volume de dépenses envisagé de 126,2 milliards de yuans pour un montant de recettes de 123,2 milliards de yuans, l'impasse restera toutefois à l'intérieur de la limite des 3 milliards de yuans autorisée par M. Zhao Ziyang, le chef du gouvernement (un yuans vaut 3,6 FF). Ce choix reflète le désir des dirigeants chinois, dans la période actuelle, en faveur d'un développement économique équilibré et rigoureux, mais sans austérité excessive.

Par rapport aux années précédentes, ce budget se caractérise, cependant, par un phénomène nouveau : après trois ans de stagnation, les revenus de l'Etat devraient augmenter de nouveau et dans une proportion non négligeable : + 11 % par rapport aux recettes envisagées en 1982. L'agence *China nouvelle* n'a toutefois donné aucun détail sur la façon dont ce changement serait obtenu. Cette discrétion pourrait être due au fait que le projet du gouvernement visant à réformer le mode de contribution financière des entreprises au budget de l'Etat. La principale cause des difficultés budgétaires depuis 1979 réside, en effet, dans la diminution du montant des profits versés par ces entreprises à l'Etat. Ce phénomène, qui a notamment pour origine le ralentissement général de l'activité économique à la suite du lancement de la politique de « réajustement », s'est encore vérifiée cette année : les entreprises chinoises verseront globalement 3 milliards de moins que prévu — et qu'en 1981 — au budget central.

Credits pour les constructions de base

La relance modérée, déjà amorcée cette année et qui devrait se manifester davantage au cours des trois dernières années du Plan quinquennal, devrait faciliter un renouveau de cette évolution défavorable. Surtout, le gouvernement se propose de remplacer par un système de taxes la formule, assez primitive, consistant dans le versement d'une part des profits à l'Etat. Cette réforme devrait inciter les unités économiques à une plus grande efficacité. Annoncé dans un récent article de M. Wang Bingqian, confirmé par M. Zhao Ziyang, ce projet, toutefois, ne paraît pas encore définitivement précisé dans le détail. Le gouvernement a, en outre, l'intention d'introduire à titre expérimental la taxe à la valeur ajoutée.

Pour ce qui est de l'affectation des dépenses, il faut principalement

De notre correspondant

retenir le relèvement de près de 20 % des crédits pour les constructions de base, signe annonciateur d'une activité économique plus animée, ainsi que l'effort fourni dans le domaine, désormais prioritaire, de l'éducation, de la science et de la culture (7,4 % par rapport à 1982). En revanche, la stagnation de l'aide aux communes populaires persiste, et, encore plus, étant donné les projets de modernisation en ce domaine, celle des crédits pour la défense nationale (17,87 milliards de yuans). On estime cependant, en général, que ce poste n'englobe pas l'ensemble des dépenses à des fins militaires, certains investissements civils étant à double usage.

Soucis contradictoires

Le remboursement des emprunts auprès de l'étranger accaparrera quelque 5 milliards de yuans, chiffre supérieur aux prévisions pour cette année (3,5 milliards). A l'avenir, la Chine continuera de faire appel modérément au capital étranger (4 milliards de yuans d'emprunts d'emprunts envisagés en 1983), tout en veillant à maintenir son endettement dans de strictes limites. La règle imposant que le service annuel de la dette ne dépasse pas 15 % du revenu des exportations est très rigoureusement respectée. Aussi bien, les dirigeants chinois se félicitent-ils d'une situation financière saine. Les réserves en devises de l'Etat, en augmentation, s'élevaient, fin juin, à 7 milliards de dollars. Cela a amené, récemment, les responsables bancaires à participer, de façon encore bien timide, à certains financements internationaux syndiqués.

Telle qu'elle a été exposée ces jours-ci par le chef du gouvernement et son ministre des finances, la politique économique chinoise devrait s'efforcer, ces prochaines années, de répondre à deux soucis, en partie contradictoires. D'une part, le gouvernement voudrait procéder à une déconcentration en faisant passer les entreprises, à l'exception des plus grandes, sous l'autorité des municipalités, les ministères perdant ainsi leur rôle de tutelle. L'idée est de créer de nouveaux pôles de développement autour desquels se créeraient de véritables régions économiques. Mais, pour éviter que ne

s'accentuent des tendances centrifuges déjà fortes, l'Etat souhaiterait voir le plan et le budget revenir au centre du système.

Enfin sorti de son silence, depuis son domicile où il a reçu un groupe de députés à l'Assemblée, M. Chen Yun, le vétéran de l'économie chinoise, a pris vigoureusement position en faveur de ce renforcement du rôle du Plan. Tous les projets, grands et moyens, doivent être approuvés par la commission de planification, a-t-il dit, et ceux non initialement prévus doivent d'abord être examinés par les planificateurs, qui décideront s'il convient de leur donner suite. De même, M. Wang Bingqian déplorait, récemment, que, en 1981, le financement des constructions industrielles en dehors du budget central, donc par les banques et les provinces, ait représenté environ le double des crédits autorisés par l'Etat. Il y a là, écrivait-il, un risque de « construction à l'aveuglette » préjudiciable au développement économique. Aussi bien proposait-il, afin de renforcer l'« harmonie » de ces projets avec le plan Etat, de faire entrer toutes les dépenses hors-budgétaires dans le « plan financier synthétique » central.

La façon dont cette contradiction sera résolue est sans doute au moins aussi importante pour l'avenir de l'économie chinoise que la question de savoir si la valeur de la production industrielle et agricole pourra être quadruplée d'ici l'an 2000. Lancé à la manière d'un slogan politique, cet objectif, bien que ressuscité à longueur de discours, ne semble pas être pris très au sérieux par les dirigeants chinois eux-mêmes. Les économistes ont calculé que, pour arriver à ce but, le rythme annuel du développement d'ici la fin du siècle devrait être de 7,2 %. Or, les résultats de cette année (+ 5,7 % par rapport à 1981) et les prévisions jusqu'en 1985 (entre 4 % et 5 % par an) vont rendre plus difficile la réalisation d'un tel projet. De même sera-t-il presque impossible d'améliorer notablement la situation alimentaire dans les campagnes si l'augmentation de la récolte céréalière — un chiffre record de 335 millions de tonnes est attendu pour cette année — continue d'aller de paire avec une accélération du taux annuel des naissances (1,45 % en 1981 contre 1,06 % en 1980).

MANUEL LUCBERT.

Sri-Lanka

UNE CINQUANTAINE D'ARRESTATIONS FRAPPENT L'OPPOSITION

Une cinquantaine de membres de l'état-major du Parti de la liberté, ancienne formation gouvernementale de Mme Bandaranaike et aujourd'hui principal mouvement de l'opposition au Sri-Lanka, ont été arrêtés dans la première quinzaine de novembre, apparemment à Paris. Ces arrestations, qui appartiennent à l'aile gauche du Parti de la liberté, sont accusées d'avoir participé à un « complot » visant notamment à assassiner le chef de l'Etat, M. Jayewardene. Aucune inculpation n'a toutefois été prononcée contre elles et la plupart n'ont pratiquement pas été interrogées.

Ces arrestations interviennent à quelques semaines du référendum prévu pour le 22 décembre et qui doit autoriser la prolongation pour six ans de l'actuel Parlement — dont le mandat expire normalement au mois de juillet prochain (le *Monde* du 29 octobre). La Cour suprême a adjourné à six semaines, c'est-à-dire après la date de la consultation, l'examen des demandes d'*habeas corpus* présentées par les personnes arrêtées.

La prolongation du mandat du Parlement est souhaitée par le président Jayawardene — lui-même réélu pour six ans le 20 octobre dernier — en raison des incertitudes que comporteraient pour lui des élections générales à la représentation proportionnelle. Il apparaît que, en faisant procéder à cette série d'arrestations, le chef de l'Etat srilankais a non seulement voulu faire taire une partie des personnes hostiles à son projet mais qu'il cherche, en outre, en frappant la gauche du Parti de la liberté, à accentuer la cassure au sein de cette formation et à encourager ses éléments les plus conservateurs à rejoindre les rangs de la majorité.

Thaïlande

« FÊTE DU RETOUR » POUR MILLE INSURGÉS

Ban-Bak (nord-est de la Thaïlande) (A.F.P., U.P.I.). — Le commandant en chef de l'armée thaïlandaise, le général Arthit Kamlangek, a présidé, le mercredi 1^{er} décembre, à Ban-Bak (300 kilomètres au nord-est de Bangkok), une cérémonie organisée à l'occasion de la plus importante reddition de maquisards communistes jamais enregistrée.

Environ mille personnes, combattants et sympathisants, ainsi que les membres de leurs familles ont quitté la jungle du nord-est de la Thaïlande et se sont rendus aux autorités militaires, avec leurs armes.

Dans une allocution, le général Arthit a déclaré que cette reddition signifiait que « la lutte armée du parti communiste de Thaïlande était complètement terminée ». Le fait, a-t-il ajouté, que l'opération ait été organisée par voie de négociation montrait que les gens « pouvaient travailler ensemble pour le bien de la nation ». Cette « Fête du retour », à laquelle assistaient plusieurs milliers de personnes, et notamment des responsables gouvernementaux et des journalistes, coïncidait avec le quarantième anniversaire de la création du parti communiste de Thaïlande.

Edgar Faure

de l'Académie française

Mémoires

De la IV^e à la V^e République
le témoignage attendu
d'un grand homme politique

« Ni l'intérêt ni l'agrément de ces sept cents pages ne se relâchent un instant. »

JACQUES FAUVET
« LE MONDE »

« Une œuvre, véritable mémoire de la République, dont on ne pourra sans doute plus se passer. »

PAUL GUILBERT
« LE QUOTIDIEN DE PARIS »

« Un incomparable témoignage sur la IV^e République en même temps qu'un recueil de souvenirs forts vivants et bien écrits. »

FABIEN ROLAND LEVY
« LIBERATION »

« Cet art d'écrire à la diable pour l'immortalité, selon le mot de Chateaubriand sur Saint-Simon... fait entrer les Mémoires d'Edgar Faure, de plain-pied, dans notre patrimoine historique et littéraire. »

ALAIN PEYREFITTE
de l'Académie française
« LE FIGARO »

« On entame la lecture et, comme s'il s'agissait du plus remarquable roman d'aventures, du policier le mieux ficelé, il devient impossible de « décrocher »... Edgar Faure, thaumaturge, réussit son plus grand miracle en dépoussiérant l'histoire de la IV^e République. »

HENRI AMOUREUX
de l'Institut
« LE FIGARO MAGAZINE »

PLON

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

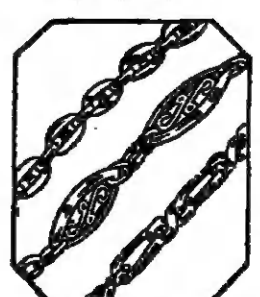
LE JEUNE TEL QU'ON LE PARLE!

Le langage des jeunes c'est 30 mots et jamais plus de deux syllabes. Enfin, c'est ce que les parents croient. Quel est ce nouveau langage ? Où en est l'argot ? Cette semaine, Le Nouvel Observateur ouvre l'enquête, dialogues et lexique à l'appui.

LE NOUVEL observateur
CETTE SEMAINE

Portez-les pour les fêtes avec le crédit

MP



Bracelet or dep. 2 510 F
Sautoir assorti dep. 9 280 F

Crédit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit (après acceptation du dossier)

MP 4 place de la Madeleine 260.31.44
86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette

Catalogue couleur gratuit sur demande

paco rabanne
exclusif à Paris

HOMME prêt à porter disparaît

liquidation totale
de ses collections à des prix de contrainte

démarque
30, 40, 50%

30, bd des Italiens - Paris 9^e - Tél. 770.51.47
30, rue de Berri - Paris 8^e - Tél. 256.08.38

Ouverture des portes 10 h à 19 h 30

L'ASSEMBLÉE NATIONALE ADOPTE LE PROJET
SUR LES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

La décentralisation à mi-chemin

M. Gaston Defferre a tenu ses engagements et gagné son pari. Neuf mois, jour pour jour, après la publication de sa « première loi sur les « droits et libertés des communes, des départements et des régions », l'Assemblée nationale a adopté en première lecture son texte transférant un certain nombre de compétences de l'État aux collectivités locales. Et comme il l'avait prévu, les élus locaux, quelles que soient leurs étiquettes, ont été ses meilleurs alliés pour mettre à mal les bastilles centralisatrices des ministères parisiens.

On l'a vu, ne sont pas toutes tombées, loin s'en faut : la formation professionnelle est transférée aux régions, mais l'État garde la tutelle de l'Association pour la formation professionnelle des adultes. La loi du 2 mars avait confié la responsabilité des services de secours et d'incendie au département, celle qui est en discussion précise que le directeur départemental de ce service, puisqu'il s'occupe aussi de protection civile (qui reste de la compétence de l'État), sera nommé par le ministre de l'Intérieur. Le gouvernement continuera à établir des « prescriptions » pour contrôler la protection des sites et des zones sensibles. Le préfet garde une possibilité d'intervenir dans l'établissement des documents d'urbanisme et, comme le département ne peut exercer de tutelle sur les communes, seul le commissaire de la République peut arbitrer au nom de l'État en cas de désaccord entre les uns et les autres.

Mais des brèches profondes ont été creusées dans les murailles centralisatrices. Quoi qu'on ait pu en penser — et faire — au ministère de l'urbanisme et du logement, il sera inscrit dans la loi — si la deuxième lecture

ne revient pas sur la première — que les services extérieurs de l'État qui travaillent depuis longtemps pour les collectivités locales devront à terme passer sous leur responsabilité : l'assistance sociale de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, le cantonnier et l'ingénieur des ponts qui entretiennent les routes départementales seront aux ordres du président du conseil général. C'en sera alors fini de la puissance des directions départementales de l'équipement, formidable instrument de centralisation.

La décentralisation est en marche : il sera bien difficile de l'arrêter. L'opposition l'a bien comprise qui après avoir durement critiqué la loi « droits et libertés » en utilité maintenant toutes les possibilités. Tant pis si la loi ne va pas aussi loin que certains l'auraient souhaité, tant pis si les ministères s'efforcent — non sans succès parfois — de retrouver par des biais une partie du pouvoir qui leur est retiré, la mise à mal du centralisme n'est pas tant affaire de lois, de décrets, de règlements ou de batailles contre les bureaux parisiens que d'actions concrètes dans les mairies, les hôtels des départements ou des régions. La décentralisation sera l'œuvre des élus locaux, des hommes de terrain.

Déjà, que le Parlement vote des textes qui ne retirent pas des prérogatives aux maires, aux présidents de conseils généraux ou régionaux, mais leur accordent au contraire plus de liberté, en France cela s'appelle une révolution.

THIERRY BRÉHER.

Jeudi 2 décembre, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.

A la demande du gouvernement, elle précise que « le directeur départemental du service d'incendie et de secours est nommé par le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, après avis du représentant de l'État dans le département et du président du conseil général ». Dans les mêmes conditions, elle décide que, sauf accord du représentant de l'État, l'affectation des bâtiments et des meubles appartenant au département, et actuellement affectés à l'administration préfectorale et aux régions, ne pourra être modifiée.

A la demande de la commission des lois, M. Defferre, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, accepte de retirer un amendement réformant le statut des caisses de Crédit municipal. L'Assemblée maintient le remboursement par l'État aux collectivités locales des dépenses qu'elles consentent au fonctionnement de la justice. L'article 135 prévoit que des lois spéciales adapteront la loi sur les transferts de compétences pour la rendre applicable aux territoires

d'outre-mer et à Mayotte. Enfin, l'article 137 précise que le gouvernement soumettra au Parlement quatre ans après la publication de la loi un rapport sur ses résultats financiers.

L'Assemblée reprend alors la discussion de l'article 132 réservé à la demande du gouvernement. Ce texte régit la répartition de la dotation culturelle créée par la loi de décentralisation ; le texte voté prévoit que 70 % de son montant seront distribués grâce à des conventions signées entre l'État et les collectivités locales. Celles-ci disposent librement du reste. Enfin, l'Assemblée modifie le titre de la loi qui devient « Projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ».

Intervenant pour une explication de vote, M. Frelaut (P.C., Haute-Saône) fait part de la satisfaction de son groupe, tout en souhaitant que ce premier transfert soit suivi d'autres et que la dotation générale d'équipement soit améliorée. M. Roger Machart (P.S., Haute-Garonne) appelle aussi de ses vœux une réforme des finances locales, mais insiste sur « le risque de politisation des collectivités locales ». S'adressant à l'opposition, il souli-

gne : « Ne nous faites pas regretter de poursuivre la décentralisation. »

M. Blanc, (U.D.F., Lozère) fait part de sa « profonde déception » et de ses « vives inquiétudes », et regrette que la majorité ait supprimé « les sécurités » prévues par les sénateurs. M. Guichard (R.P.R., Loire-Atlantique) explique que le petit nombre de députés présents pendant les débats « prouve le peu d'intérêt de nos collègues, maires, présidents de conseils généraux ou régionaux » pour ce projet que lui-même juge « tronqué, insuffisant et confus ».

M. Defferre, dans sa réponse, souligne qu'« un consensus est en train de se dégager autour de la décentralisation » : il se félicite que, sur 65 articles initialement en discussion, le Sénat et l'Assemblée soient pratiquement d'accord sur une vingtaine. Enfin, il fait remarquer que la discussion s'est déroulée dans un « climat » beaucoup plus calme que celui du premier texte sur la décentralisation. Il conclut en affirmant que la France sera devenue « une nation moderne » quand « le voyage à Paris ne sera plus nécessaire pour réussir ».

Le texte est finalement voté par 328 voix (P.S. et P.C.) contre 152 (R.P.R., U.D.F.).

AU SÉNAT

- Communication audiovisuelle : redevance télé et taxe sur les magnétoscopes repoussées
- Information et intérieur : rejet des crédits

Le Sénat a siégé toute la journée du jeudi 2 décembre, et jusqu'à 3 heures du matin, vendredi, pour examiner puis repousser les crédits du ministère de la communication, ceux des services généraux du premier ministre, puis du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, n'épargnant que quelques dispositions relativement mineures de ce dernier budget.

M. Fillioud provoque quelques réactions lorsqu'il observe qu'en dépit des campagnes de dénigrement et des critiques dont les rapporteurs se font l'écho « notre télévision ne se porte pas si mal ».

Contestat, comme précédents, les chiffres cités par les rapporteurs, le ministre indique que pendant les trois mois d'été les nombres de minutes d'écoute par personne et par jour sont passés respectivement à 119 contre 115 en 1980, à 113 contre 109 et à 105 contre 96. La baisse d'audience de France-Inter est due au succès de France-Musique, de France-Culture et à celui des radios régionales. Il faut juger, dit-il, sur l'ensemble des réseaux de Radio-France.

A propos du mouvement de grèves de la semaine précédente, M. Fillioud comprend les causes (peur de licenciements), mais condamne vivement la tentative des grévistes. « Il est hors de question, déclare-t-il, que les grévistes s'emparent de l'outil de travail pour le détourner de ses fins. »

Le rapporteur de la commission des finances, M. Cluzel (Un. cent., Ardennes), souligne que son jugement n'est pas d'ordre politique. Avant le 10 mai 1981, il avait déjà critiqué les faiblesses de la radiotélévision.

M. Cluzel reproche essentiellement à la télévision d'aligner ses recettes (publicitaires ou autres) sur ses besoins au lieu d'opérer inversement. Il lui reproche aussi de consacrer une part beaucoup trop grande de ses ressources à l'administration et à l'entretien, et, en conséquence, une part beaucoup trop faible à la création.

M. Pasqua, rapporteur de la commission des affaires culturelles (et président du groupe R.P.R.), ne ménage pas le ministre accusé de donner de bons conseils mais de ne point les suivre.

Dans la discussion générale, M. Caillaud (M.R.G., Lot-et-Garonne) félicite la télévision d'avoir diffusé en 1982 soixante films de moins qu'en 1981, et ce nombre, moins de films étrangers. Au nom des radicaux de gauche, il demande au gouvernement de budgétiser la redevance.

M. Miroudot (R.I., Haute-Saône) dénonce les abus de pouvoir des syndicats, tandis que M. Cluzel, reprenant la parole à titre personnel, estime que l'information audiovisuelle est assez comparable à ce qu'elle était avant le 10 mai 1981, « à cela près qu'elle est inversée ».

M. Fillioud : les Américains nous envient

Répondant aux orateurs, M. Fillioud déclare que la Télévision française est l'une des meilleures du monde et que « les Américains nous envient notre outil national de production, la S.F.P. ». Il réplique aussi à ceux, très nombreux, qui se sont élevés contre la redevance sur les magnétoscopes : « Leurs possesseurs ne sont pas tous riches, j'en conviens, mais les huit cent mille personnes qui, à partir du 1^{er} janvier 1983, seront exonérées de la redevance sur la télévision, je suis sûr qu'elles sont pauvres. »

Un dialogue s'instaure ensuite entre M. Edouard Bonnefous (gauche dém., Yvelines) qui pense que les journalistes « qui vivent de l'argent des contribuables » ne peuvent avoir le même statut que ceux de la presse privée et le ministre qui juge au contraire que les journalistes de la radio et de la télévision ont les mêmes obligations et les mêmes droits que ceux de la presse écrite.

Sur la proposition des rapporteurs, le Sénat se prononce alors sur l'article du projet qui autorise la perception de la redevance « radiotélé » et, par 187 voix contre 105 et 6 abstentions, il refuse cette autorisation. Par 206 voix contre 93 il se prononce enfin contre la redevance sur les magnétoscopes.

Pour quatre-vingt mille magnétoscopes « stoppés » par mois, avait indiqué M. Taubinger, la perte de recettes pour l'État sera annuellement de 165 millions de francs, soit le montant prévu pour un an de la redevance radio-télévision.

« Vos chiffres sont bons, répond le ministre, mais vous oubliez la dimension internationale de la mesure. »

L'aide financière à la presse

Le budget de l'information dont les sénateurs débattent ensuite est l'occasion, pour M. Fillioud, de reconnaître le caractère « irremplaçable » de la presse écrite. Il fait remarquer que ses difficultés ne datent pas du 10 mai 1981. « Avant cette date, souligne-t-il, les titres disparaissaient à moins que les grands requins ne les achètent. » Une réforme de la presse écrite sera soumise au Parlement l'an prochain après concertation avec la profession. Celle-ci commencera au plus tard en janvier prochain.

Le niveau de l'aide financière à la presse est critiquée par le rapporteur M. Goetschy (Un. cent., Haut-Rhin) qui estime que l'ajustement à 8 % de cette aide est loin de correspondre à la hausse réelle des frais.

Mme Brigitte Gros (Gauche dém., Yvelines) qui s'exprime ensuite au nom de la commission des affaires culturelles, accuse le gouvernement de compromettre le pluralisme de la presse écrite avec une télévision « à la carte... du parti socialiste ».

M. Louis Perrein (P.S., Val-d'Oise) réclame une réforme globale de l'aide à la presse. « Il ne faut plus, dit-il, que l'on traite ici des tarifs postaux, là de la T.V.A., plus tard de l'investissement, avec des responsables qui relèvent de ministères différents. »

Les crédits de l'information et ceux qui relèvent des services généraux du premier ministre sont repoussés.

M. Franceschi : fonder un climat de peur est une faute

Les sénateurs abordent immédiatement l'examen des crédits du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, qu'ils reprennent en séance de nuit pour les repousser vendredi à 3 heures du matin dans leur presque totalité. C'est M. Joseph Raybaud (Gauche dém., Alpes-Maritimes) rapporteur de ce budget pour la quinzième fois depuis 1967, qui ouvre le débat par une critique modérée qui porte sur les finances locales et la formation des personnels de police, sans conclusion, toutefois, au sujet des crédits.

M. Defferre, d'entrée de jeu énonce les deux priorités de son action : réaliser la décentralisation, améliorer la sécurité des Français. Le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, analyse point par point comme il l'avait fait devant l'Assemblée nationale (le Monde du 12 novembre) les secteurs où sa politique s'exerce, insistant sur la lutte contre le terrorisme et le contrôle des frontières. Au Sénat qui a combattu vivement l'intégration de la « dotation instituteurs » dans la dotation globale de fonctionnement, il précise que la « dotation instituteurs » restera bien individualisée.

M. Franceschi, secrétaire d'État chargé de la sécurité publique, in-

siste à son tour, sur l'effort accompli dans la lutte contre le terrorisme.

Il dénonce le « curieux rapport » de la commission d'enquête sénatoriale. « Je sais bien, déclare-t-il, que les élections municipales approchent, mais c'est une faute grave contre les Français que de fomenter un climat de peur dans l'espérance d'en tirer un profit politique. »

M. Siquet (Un. cent., Val-d'Oise), exprimant l'avis de la commission des lois, oppose au secrétaire d'État les statistiques qui, affirme-t-il, montrent que la criminalité a augmenté de 10 % entre 1980 et 1981 alors que les années précédentes elle avait augmenté de 9,4 % dans le même temps. « La criminalité des immigrants, précise le rapporteur, représente 14,55 % du total. »

M. Paul Girod (gauche-dém., Aisne) traite, pour la même commission, de la protection civile, qu'il estime « toujours négligée ».

M. Tomasini (R.P.R., Eure), qui a été le rapporteur de la commission d'enquête critique par M. Franceschi, réagit vivement aux propos du secrétaire d'État, comme le fera ensuite M. Giraud (R.I., Calvados), qui a présidé cette commission.

Pour M. Tomasini, « aucun moyen nouveau n'est mis à la disposition des policiers. Certains sont même obligés d'utiliser leur voiture personnelle. Il n'y a pas assez de gilets pare-balles (...). La situation est encore aggravée par l'introduction de la lutte des classes au sein de la police... »

Le secrétaire d'État : « Ne dites pas n'importe quoi ! »

M. Tomasini : « Il y a quatre mille gilets pare-balles pour combien de policiers ? »

Le secrétaire d'État : « Et combien avant ? »

M. Tomasini : « Peu importe ! » Avec M. Maurice Schumann (R.P.R., Nord), le débat se reconcentre sur la décentralisation. L'orateur s'interroge sur le niveau des moyens financiers, qui n'est pas, estime-t-il, à la hauteur de l'ambition des auteurs de la réforme.

Les compétences transférées, fait remarquer M. Defferre, représentent une charge d'environ 2 milliards 750 millions de francs. Leur financement sera assuré grâce au transfert aux régions de la taxe sur les cartes grises et par les versements d'une dotation aux régions, couvrant la différence, soit 1 milliard 600 millions de francs.

Les sénateurs repoussent ensuite successivement la presque totalité des crédits. Deux ou trois « articles » sont néanmoins « sauvés » : le 62 bis notamment, qui rééquilibre les coefficients de la part par habitant de la dotation de péréquation entre les communes de la dotation globale d'équipement. — A. G.

■ M. Jacques Pelletier, sénateur de l'Aisne, a été élu, mercredi 1^{er} décembre, président du groupe de la Gauche démocratique du Sénat, où il remplace René Touzet, sénateur de l'Indre, décédé le 18 novembre dernier.

[M. Jacques Pelletier est né le 1^{er} août 1929. Il a été élu pour la première fois sénateur le 26 juin 1966 et il a été secrétaire d'État à l'Éducation nationale d'avril 1978 à octobre 1980. M. Jacques Pelletier a présidé le conseil général de l'Aisne de 1964 à 1979.]

UN AN APRES,
REAFFIRMONS NOTRE SOLIDARITE
AVEC LE PEUPLE POLONAIS.



"MÉDECINS DU MONDE"
ORGANISE LE CONVOI DU 13 DÉCEMBRE

Depuis un an, Médecins du Monde a envoyé 17 missions en Pologne. Elles ont distribué du matériel médico-chirurgical et des médicaments directement aux hôpitaux civils dans de nombreuses villes du pays.

Quelle que soit la situation actuelle les médecins et surtout les malades nous attendent.

Grâce à vous, le 13 Décembre prochain, un autre convoi pourra repartir à destination de Varsovie.

"MÉDECINS DU MONDE" AGIR EN MÉDECINS ET EN HOMMES LIBRES.

Je participe avec MÉDECINS DU MONDE au "convoi du 13 Décembre" et je vous envoie un don de :

Nom :

Adresse :

MÉDECINS DU MONDE 17, rue du Fer à Moulin, 75005 PARIS
CCP PARIS 11 66907 H

U.R.S.S. : la fraude pour survivre

Patrick MENEY
La Kleptocratie



"L'un des meilleurs ouvrages à ce jour qui se soit intéressé à la vie économique et sociale en Russie soviétique, celle bien réelle de la vie quotidienne des gens et non celle faussée, d'un bout à l'autre, des statistiques officielles."

La Presse Française

EDITIONS DE LA TABLE RONDE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

LA STRATÉGIE ÉLECTORALE DU PREMIER MINISTRE

Une campagne de grand notable

M. Mauroy s'est rendu vendredi matin 3 décembre à Chartres où il a inauguré, en présence de maire, M. Georges Lemoine (P.S.), secrétaire d'Etat à la défense, un parking souterrain pouvant servir d'abri anti-atomique. L'après-midi, le premier ministre devait se rendre à Dreux, dont le conseil municipal est dirigé par M^{me} Françoise Gaspard (P.S.), pour y visiter notamment un laboratoire.

Pas de meeting à grand spectacle, ni de débats à sensation ou de « coups » de marketing. Mais, pour bien occuper le terrain, tout ce qu'il faut d'inaugurations, commémorations ou autres visites de circonstances, agrémentées, au besoin, de quelques faveurs gouvernementales opportunément distillées. Avec un leitmotiv : mettre en valeur la gestion des maires socialistes sortants.

En évitant le terrain choisi par l'opposition qui va s'employer à polluer au maximum l'enjeu du scrutin de mars. Sans négliger, pour autant, de poursuivre, en toute occasion, par le canal des médias, la campagne d'explication de sa politique économique et sociale. Telles sont les grandes lignes de la stratégie que M. Pierre Mauroy se propose de suivre pendant la campagne pour les élections municipales.

Cette stratégie est très différente de celle que le premier ministre avait choisie avant les élections législatives de juin 1981. Cette fois, la campagne du chef du gouvernement

s'apparentera plus à celle d'un grand notable qu'à celle d'un militant, sauf si la direction du P.S. lui demande ultérieurement de s'engager de nouveau en première ligne.

Pour l'instant, M. Mauroy prévoit de se rendre dans une vingtaine de villes, mais il n'a guère envie de s'exposer davantage, estimant qu'il l'est déjà bien assez en tant que responsable de la politique conduite depuis la mise en œuvre du blocage et de ses suites dont il fut l'initiateur.

Les réserves et les critiques que cette politique a suscitées à l'intérieur du P.S. n'ont fait que conforter M. Mauroy dans cette attitude qui laisse aux dirigeants du parti le soin d'organiser la riposte directe à l'opposition.

Problèmes de communication

Bien entendu, M. Mauroy se réserve le soin de répliquer personnellement aux attaques de ses adversaires chaque fois qu'il le jugera nécessaire. Il le fera, toutefois, sans modifier son style, n'en déplaçant à ceux qui continuent d'estimer, parmi les dirigeants socialistes, que le gouvernement « vend » mal sa politique. Le premier ministre pense, au demeurant, que les difficultés de communication que rencontre la gauche tiennent, en grande partie, aux caractéristiques de l'appareil d'information français.

« Tous les gouvernements ont eu des problèmes de communication », déclarait-il, le 20 novembre, devant le comité directeur du P.S. « Même du temps où les gauchistes avaient le contrôle total de l'audiovisuel ils rancônaient des difficultés. Il ne faut donc pas avoir une vision trop noire de notre situation. Il n'en demeure pas moins que notre présence dans les médias reste faible et qu'on a l'impression que si la presse de droite se défoule depuis mai 1981, la presse de gauche a presque mauvaise conscience à nous soutenir, comme si elle trahissait ainsi une sorte de vocation oppositionnelle. Pour ma part, touchait-il à ce sujet, je demeure convaincu qu'il nous faut conserver une communication

naturelle et non apprêtée. C'est en tout cas ce que je ferai car je ne crois pas souhaitable de brider son naturel. »

Ce jour-là, pour illustrer sa volonté d'assumer les risques des aspects impopulaires de sa politique, le premier ministre avait aussi recours à une métaphore : « Pour franchir certains caps, on n'évite pas d'affronter les saixantièmes hurlants ni même les quarantièmes rugissants. Mais notre cap, ce n'est pas le cap Horn, ce serait plutôt le cap de Bonne-Espérance. » La colère des sidérurgistes de Denain, vendredi 26 novembre, a révélé qu'à bord du « bateau » de la gauche certains « soudiers » sont au bord de la mutinerie électorale.

Il est peu probable que l'attitude des sidérurgistes lorrains, que le premier ministre doit rencontrer samedi matin 4 décembre à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), contredise cette impression. M. Mauroy mise sur les résultats de sa politique de lutte contre le chômage et l'inflation pour conjurer, avant l'échéance de mars, tout risque de « contagion ». Quitte à donner des accents nouveaux à son discours... et à adapter sa stratégie initiale aux circonstances si la tendance de la « météorologie » politique reste au coup de grain à l'approche du scrutin. Car chez M. Mauroy le « naturel », c'est toujours, avant tout, le pragmatisme.

ALAIN ROLLAT.

« M. Paul Quilès, candidat socialiste à la mairie de Paris, considère que la bataille « sera rude », dans la capitale, mais qu'« aucun combat n'est perdu d'avance ».

Dans une interview à l'hebdomadaire socialiste l'Unité, publié le vendredi 3 décembre, il affirme que la gestion de M. Chirac « ne cherche pas à résoudre en profondeur les problèmes des Parisiens ». « C'est une gestion typiquement de droite en ce sens qu'elle privilégie les dépenses à court terme à visée électoraliste par rapport à l'investissement, seul capable de préparer l'avenir et de sceller durablement la solidarité entre les habitants d'une même ville », ajoute le député de la capitale.

M. Delors conduira la liste de la majorité à Clichy

Le bureau exécutif du parti socialiste, qui s'est réuni le 1^{er} décembre, a pris acte de l'accord intervenu entre MM. Jacques Delors et Gilles Catoire, et a désigné le ministre de l'économie et des finances comme tête de liste de la majorité à Clichy. M. Catoire, conseiller technique au cabinet de M. Louis Mermée, ministre des P.T.T., qui avait été investi le 3 octobre par la section socialiste de la ville. Il sera candidat

au poste de premier adjoint et figurera en deuxième position sur la liste.

L'annonce, le 24 octobre, de la candidature de M. Delors, soutenu par la fédération départementale du P.S., avait suscité des remous à Clichy, et le comité directeur du parti socialiste, réuni le 20 novembre, avait mandaté le bureau exécutif pour trancher le différend entre les deux candidats.

● **Franconville (Val-d'Oise).**

Une violente altercation a opposé, le 2 décembre, deux colleurs d'affiches de la C.G.T. à M. Francis Delattre, conseiller général U.D.F. du canton de Franconville et tête de liste de l'opposition. M. Delattre souffre d'une fracture du nez et l'un des col-

leurs d'affiches, M. Patrick Noël, a été blessé au bas-ventre. Le maire de la ville, M^{me} Anne-Marie Brunet, P.C., a précisé que les deux militants de la C.G.T., qui sont des employés communaux de Franconville, n'étaient pas en service le 2 décembre.

LES BONNES SURPRISES DE L'IMMOBILIER EN 1983

ACHETEZ MIEUX

Sans payer plus cher, devenez propriétaire à part entière d'un appartement entièrement équipé et meublé et, sans charges supplémentaires, profitez de tous les services intégrés d'une Résidence-Club. Bénéficiez gratuitement de l'accueil, piscine, discothèque, salle de jeux. Utilisez à la carte bar, restaurant, garderie d'enfants, club house, etc... Le tout au soleil de la Méditerranée.

DÉPENSEZ MOINS

Dès aujourd'hui, vous récupérez la totalité de la TVA cumulée des murs et du mobilier. Mis en gestion locative, votre appartement vous rapportera un revenu annuel indexé pendant 9 ans. De plus, la situation exceptionnelle des Résidences-Club vous assure la perspective d'une forte plus-value. Enfin, l'entretien et le gardiennage sont assurés tout au long de l'année. C'est tout bénéfice.

Faites vite, les offres sont limitées.

Ex : 2 pièces entièrement meublées et équipées à partir de 230.000 F.

SERITOUR 15, avenue Gourgaud, 75017 Paris - Tél. : (1) 766.04.33

Pour recevoir notre documentation complète, retournez ce bon à : SERITOUR - 15, avenue Gourgaud - 75017 Paris - Tél. : (1) 766.04.33.

Nom : Adresse : Tél. :

AVIS

Ouverture d'un conseil consultatif de la Jamaïque à Paris

Le gouvernement de la Jamaïque a le plaisir d'annoncer qu'il a confié à M. Albert Pickel, 60, avenue Foch, 75116 Paris, tél. : 500.62.25, la fonction de conseil consultatif de la Jamaïque à Paris. Tout renseignement pourra être obtenu en téléphonant au numéro ci-dessus mentionné.

Gulf Air: l'envergure.

Gulf Air vient d'être élue la compagnie préférée des voyageurs sur le Moyen-Orient.

Quatre fois par semaine, nos luxueux Tri-Stars partent de Paris vers le Golfe avec des vols directs à destination de Abu Dhabi, Bahrein, Doha, Muscat, et Dubai via Bahrein. Ils partent de Londres vers le Golfe deux fois par jour, et vers le Caire deux fois par semaine. Enfin, des vols directs partent du Golfe vers Karachi, Bombay, Delhi, Colombo, Bangkok, Hong Kong et Manille.

Gulf Air a d'autres atouts. Notamment celui de parler français à bord. Que vous voyagez en 1^{re} classe ou en classe économique sur nos Tri-Stars, vous bénéficiez du « Golden Falcon Service ». Toutes les prestations à bord sont gratuites. Vous aurez même le choix entre plusieurs menus. Les spécialités Arabes les plus raffinées ou la cuisine traditionnelle de la Chaîne des Rôtisseurs dont Gulf Air est membre.

Choisissez la 1^{re} classe et vous serez accueilli comme un invité d'honneur. Selon les coutumes locales vos mains seront parfumées à l'eau de rose, on vous offrira des dattes accompagnées de café Cardamome.

Asseyez-vous, vous avez plus de place pour vos coudes, plus de place pour vos jambes. Un véritable salon-bar est à votre disposition pour vous détendre.

A l'arrivée de ses vols en provenance d'Europe, Gulf Air assure les correspondances immédiates avec les principaux centres du Moyen-Orient.

Trois nouvelles escales : Aman, Athènes, Lamaca sont maintenant desservies au départ du Golfe.

Pour de plus amples informations, consultez votre agence de voyages ou le bureau de Gulf Air à Paris 1^{er} 9, boulevard de la Madeleine, réservation 261.61.20.

* 1982 magazine Executive Travel - Londres

طيران الخليج
GULF AIR
Spread your wings

ABU DHABI AMMAN ATHENS BAHRAIN
JEDDAH KARACHI KUWAIT LAMACA

BANGKOK BEIRUT BOMBAY CAIRO COLOMBO DELHI DHAKA DUBAI HONG KONG
LONDON MANILA MUSCAT PARIS RAS AL KHAIMAH SALAH SHAJAH TUNIS

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

M. BERNARD PONS (R.P.R.) :

La stratégie d'entente de l'opposition marche bien

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a indiqué, jeudi 2 décembre, qu'il s'était entretenu avec M. Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., et qu'ils étaient convenus « d'un commun accord », déjà depuis quelques jours, de se rencontrer prochainement pour régler les problèmes en suspens concernant les élections municipales. M. Pons a ajouté : « Si l'U.D.F. a quelques réticences à faire, le R.P.R. en a aussi. Et il a cité notamment le cas d'Alaccio, où M. José Rossi, qui n'a toujours pas été exclu de l'U.D.F., aurait l'intention de ne pas tenir compte des accords nationaux entre les deux formations de l'opposition (1). »

A propos des déclarations de M. Léotard, secrétaire général du parti républicain, M. Pons a estimé qu'elles ne sont pas acceptables dans le cadre des rapports entre le R.P.R. et l'U.D.F., et il a ajouté : « Je crois savoir qu'à l'U.D.F. on le lui a fait savoir. » Le secrétaire général du R.P.R. a indiqué que pour la plupart des communes « les choses marchent normalement ».

Il a précisé : « Sur les deux cent trente et une communes de plus de treize mille habitants, un accord a été conclu pour une liste unique de l'opposition dans cent cinquante-deux cas. La liste sera conduite par »

« Le P.S. et le M.R.G. ont décidé, mercredi 1^{er} décembre, au terme d'une rencontre entre MM. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste et Roger Gérard Schwartzberg, président du mouvement des radicaux de gauche, de mettre en place un groupe de travail pour la préparation des élections municipales. Ce groupe de travail se réunira mercredi 8 décembre et examinera les cas d'une quinzaine de villes qui font litiage entre les deux formations. »

un R.P.R. dans soixante-treize de ces communes, par un U.D.F. dans soixante-sept et par un « divers opposition » dans douze. Les négociations se poursuivent normalement dans les soixante-dix-neuf autres villes de plus de treize mille habitants, à part quelques cas particuliers. »

M. Pons a poursuivi : « Il semble qu'il y aura des primaires dans trois villes : Metz, Nice et Lyon. On est loin des difficultés que rencontre la majorité, comme le révèle la lettre que M. Marchais vient d'adresser à M. Jospin. » Il a affirmé : « La stratégie d'entente de l'opposition marche bien. »

Enfin, à propos du cas de Lyon, M. Pons a déclaré qu'il ne s'agit pas de rivalité entre le R.P.R. et l'U.D.F., mais d'une sorte d'incompréhension entre deux hommes. Il a souligné que la fédération du Rhône de l'U.D.F. avait fait remarquer que les difficultés lyonnaises ne perturbaient en rien les accords conclus avec le R.P.R. dans les autres villes du département.

M. Pierre Méhaugier, président du C.D.S., a déclaré, jeudi 2 décembre devant la presse : « Le R.P.R. est allé trop loin dans certaines villes. Il doit en tirer les conséquences. »

Au parti républicain, à propos de la situation dans la capitale, on estime que les discussions ne peuvent pas évoluer tant que le problème du dix-huitième arrondissement, où M. Roger Chénaut souhaite conduire la liste de la majorité municipale alors que M. Alain Juppé (R.P.R.) l'espère également, ne sera pas réglé.

(1) Lors des élections régionales, M. Rossi avait conduit une liste malgré les accords conclus entre R.P.R. et U.D.F., qui avaient constitué une liste commune.

DES ÉLUS LOCAUX DE L'OPPOSITION DÉNONCENT LES PROMESSES INCONSIDÉRÉES DU GOUVERNEMENT

Le M.N.E.L. (Mouvement national des élus locaux) organise, le lundi 6 décembre, une réunion d'information pour faire le point sur la décentralisation et lancer un appel afin que « partout se constituent des listes de large union avec un programme sérieux de gestion locale, comportant en particulier le refus d'une démagogie financière, dont la persistance finirait par mettre en péril l'ensemble de l'économie ».

M. Pierre Carons (R.P.R.), président du M.N.E.L., sénateur, maire de Valenciennes, a tenu, dès le 2 décembre, à donner un ton critique aux travaux auxquels doivent participer quelque mille cinq cents élus locaux. Évoquant la question des ressources des collectivités, M. Carons a relevé que l'actuel gouvernement « multiplie les commissions, aggravant la crise de « réunionite » qui sévit [en France] », de ce fait, augmentant les charges de ces collectivités. « En contrepartie, a-t-il ajouté, les contributions financières en provenance de l'État [...] sont inférieures à ce que l'on espérait ». Pour M. Carons, « une fois de plus, les promesses inconsidérées du gouvernement aboutissent à une impasse financière ».

M. Michel Giraud (R.P.R.), président du conseil régional d'Ile-de-France, sénateur, maire du Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne), a estimé que les prochaines municipales devraient permettre à l'opposition sinon la reconquête du pouvoir du moins la reconquête de la confiance.

A l'extrême droite

M. LE PEN, CANDIDAT DANS LE XX^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

M. Jean-Marie Le Pen a annoncé, le jeudi 2 décembre, que le Front national, qu'il préside, présentera des listes dans les principaux arrondissements de Paris. Ces listes sont déjà arrêtées dans les onzième, quatorzième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième arrondissements.

M. Le Pen, qui conduira la liste du vingtième arrondissement, a dénoncé « l'extrême sévère » de l'opposition à son égard. Il a rappelé que les lettres qu'il avait envoyées à MM. Chirac et Lecanuet, au mois de juin, sont toujours sans réponse (le Monde du 29 octobre). Il a estimé que « pour la deuxième fois, M. Chirac, en refusant une union très large de l'opposition prend le risque de faire triompher les socialistes. Il va bien décevoir ses électeurs, car cinquante pour cent d'entre eux pensent comme nous », a-t-il ajouté.

« Nous allons entrer en campagne très rapidement », a précisé M. Le Pen. Malgré le machiavélisme de la loi électorale, le Front national sera en mesure d'obtenir des élus qui mettront en cause le monopole de la bande des quatre (M.M. Mitterrand, Marchais, Chirac et Giscard d'Estaing).

M^{me} Marie-France Garaud, ancienne candidate à la présidence de la République, estime dans une interview publiée par Libération du 3 décembre : « Qu'il y ait des communistes au conseil des ministres, c'est déjà grave, mais il ne faut pas leur céder. »

Les femmes de l'opposition veulent être « présentes »

Les représentantes des principales associations de femmes dans l'opposition (voir encadré) se sont réunies le jeudi 2 décembre à Paris. Elles ont affirmé leur volonté d'être « présentes » sur les listes municipales et « bien placées ». Elles ont souligné leur volonté de « s'unir » pour élaborer « une plate-forme commune de propositions ».

Elles ont notamment souligné, à propos du quota de femmes sur les listes municipales : « Certes, le quota n'est pas un système satisfaisant en lui-même puisqu'il traduit un échec, celui de la progression de la participation des femmes à la vie politique, mais il représente le seul moyen efficace d'accélérer une évolution trop lente. »

A la suite de la décision du Conseil constitutionnel qui supprime l'obligation de respecter un tel quota, elles demandent « fermement » aux têtes de liste de l'opposition de « respecter le principe de cette mesure, même si ce n'est plus une obligation légale ».

A propos du remboursement de l'I.V.G. par la Sécurité sociale, qui « choque un grand nombre de Français », elles demandent aux parlementaires « si, malgré tout, ce projet était adopté, de voter en même temps la prise en charge de toutes les dépenses liées à la maternité et à la lutte contre la stérilité ».

M^{me} Monique Pelletier, présidente de Dialogue des villes de France, qui a récemment démissionné du parti républicain, s'est félicitée qu'une des adhérentes de son mouvement, M^{me} Xénia Konowaloff, ait obtenu la

tête de liste de l'opposition à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne). Elle a cependant regretté que « les partis politiques n'aient pas encore perçu l'enrichissement que pourraient leur apporter les femmes ».

● Association des femmes démocrates, fondée en 1987, regroupée des femmes centristes, proches du C.D.S. (205, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris ; tél. : 544-72-50).

● Femmes libérées, fondée en décembre 1981 (48, avenue Marceau, 75008 Paris ; tél. : 720-04-37).

● Dialogue des villes de France, créée en mai 1982 (2, rue de la Baume, 75008 Paris ; tél. : 563-39-81).

● Fédération des amicales et des associations d'élus des collectivités locales, fondée en 1958 (181, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris).

● Femmes avant, fondée en 1965, se réfère à « l'idéal spirituel du général de Gaulle » (6, cité Marignac, 75007 Paris ; tél. : 551-02-68).

● Femmes responsables, fondée en mars 1980, proche du C.N.I.P. (106, rue de l'Université, 75007 Paris ; tél. : 705-49-84).

● Union européenne féminine, section française, crée en 1957 (Maison de l'Europe de Paris, 35, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris ; tél. : 481-40-81).

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL DÉCLARE NON CONFORME LA LOI SUR LA DÉCENTRALISATION OUTRE-MER

Le Conseil constitutionnel a décidé, jeudi 2 décembre, de déclarer non conforme à la Constitution l'ensemble du texte de loi adaptant la loi de décentralisation du 2 mars 1982 aux départements et aux régions de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion. Le Conseil avait été saisi d'un triple recours émanant de M. Alain Poben, président du Sénat, des sénateurs et des députés de l'opposition.

M. Giscard d'Estaing, actuellement en déplacement à Singapour, n'assistait pas à la réunion de la Haute Juridiction. Avant son départ, il avait rencontré, lundi 29 novembre, M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel.

● M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du Centre mondial d'information, a été reçu, le jeudi 2 décembre, par M. Mauroy, avec lequel il s'est entretenu notamment de la modernisation de l'appareil industriel français et de l'utilisation des nouvelles techniques informatiques dans la formation professionnelle. « Le premier ministre est passionné par ces questions, a-t-il déclaré à sa sortie de l'hôtel Matignon. Nous sommes convenus de nous revoir régulièrement, avec des membres de son cabinet, afin d'étudier l'utilisation à l'échelle nationale des nouvelles possibilités de la science pour la formation des hommes. »

● La confédération du RE-COURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer) organise son congrès annuel le samedi 4 décembre à Bordeaux. Son porte-parole, M. Jacques Roussau, a été reçu, jeudi 2 décembre, à l'Élysée, par M. Jean-Claude Colliard, directeur du cabinet du président de la République, auquel il a notamment exprimé la satisfaction des rapatriés d'Afrique du Nord après l'adoption du projet de loi visant à effacer définitivement les « séquelles » de la guerre d'Algérie.

CORRESPONDANCE

Marx et Marks

M. Herbert R. Southworth, de Saint-Benoît-du-Sault (Indre), nous écrit au sujet de la conclusion de l'article de Lucien Sève sur le Dictionnaire critique du marxisme, paru dans le Monde du 25 novembre :

Je crains que M. Lucien Sève ne soit victime d'un humoriste. Lorsque le « journaliste britannique » lui demandait : « Pourquoi donc tant d'insister pour Marx et si peu pour Spencer ? », le journaliste ne se référait ni à Herbert Spencer, ami de Darwin et Huxley, ni à son contemporain Karl Marx — curieusement, Spencer et Marx sont enterrés dans le même cimetière de Highgate, à Londres, — mais à l'alliance de ces deux homonymes dans le nom de l'un des grands magazines britanniques, Marx and Spencer. Cette union commerciale des noms des deux philosophes a depuis longtemps été un sujet de plaisanterie britannique. Le marxisme est certainement un thème sérieux, mais comme un poète l'a écrit : « A little nonsense now and then/It relieves the wisest men. » (1).

(1) « Un peu de bouffonnerie de temps en temps flatte le goût des plus réfléchis. » — (N.D.L.R.).

● Le parti communiste internationaliste (trotskiste) organise le samedi 4 décembre à Paris une manifestation pour inviter les députés socialistes et communistes à « respecter le mandat du peuple ». Cette manifestation partira de la Bastille, se dirigera vers l'Assemblée nationale et prendra fin à l'Opéra.

● Le bureau politique du parti communiste marxiste-léniniste (pro-chinois) a critiqué, le jeudi 2 décembre, dans une lettre adressée au bureau exécutif du P.S. l'« attitude générale de domination et d'hégémonie du parti socialiste qui va, dit-il, de la volonté de marginalisation des organisations qui, comme le P.C.M.L., représentent un courant réel du mouvement ouvrier et populaire (...) au refus de rencontre entre nos organisations, comme à Paris ».

TEKSID: UNE ENTREPRISE LEADER POUR LES COMPOSANTS METALLURGIQUES.

Un géant de la métallurgie

Teksid, appartenant au Groupe Fiat, est l'un des principaux fournisseurs de produits métallurgiques semi-ouvrés et finis destinés à l'industrie des transports. Elle compte parmi ses clients de grandes sociétés industrielles mondiales: Aeritalia, Agusta, Alfa Romeo, Boeing, Bosch, Chrysler, Cummins, Fiat, Ford USA et UK, General Motors France, Getrag, Girling, Glanzer, Lamborghini, Lemforder

Lombardini, Opel, Piaggio, P.S.A., R.N.U.R., SEAT,...

Une stratégie de développement

Le 1^{er} octobre 1982, l'activité sidérurgique de Teksid qui occupait le tiers de ses effectifs, a été intégrée au Groupe Finsider. Teksid concentre maintenant

tous ses moyens au bénéfice de la production des composants métallurgiques, secteur dans lequel elle joue déjà un rôle de premier plan pour la fabrication de produits tels que: pièces en fonte, pièces en aluminium et autres alliages légers, pièces en acier estampées à chaud et à froid, boulonnerie, et composants mécaniques. Elle réalise ainsi un chiffre d'affaires de quelques 650 millions de dollars avec un effectif de plus de 15.000 personnes.



TEKSID, LE SECTEUR DES PRODUITS METALLURGIQUES DU GROUPE FIAT.

LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE EN 1983

Elections municipales et crise économique mondiale

- Sous la conduite de M. Alfred GROSSER, avec le concours de plusieurs professeurs de l'Institut d'Études Politiques
- Cycle de 20 séances de 2 heures, à partir du 10 janvier 1983 (lundi et jeudi de 18h 30 à 20h 30)
- Destinée à tous ceux qui souhaitent une meilleure compréhension des fondements et des mécanismes de la politique en France
- Principaux thèmes: le Président, le gouvernement, les partis en 1983, économie et politique, les médias, les syndicats, les comportements électoraux, la décentralisation, les élections municipales, la politique extérieure...

Programme détaillé et inscriptions:
INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS
Service de formation continue - 27, rue Saint-Guillaume
75341 PARIS CEDEX 07 - Tél. 260.39.60 - P. 950

HENRI FESQUET.

**Le nouveau
copieur Canon.**

**Quand
son petit cœur
est usé, on
le remplace.
Soi-même.**

COLLOQUE

Le quatrième centenaire de l'arrivée en Chine de Matteo Ricci

La rencontre d'un homme de la Renaissance avec l'empire des Ming

Peut-on aujourd'hui tirer des leçons d'une tentative de contacts entre un occidental chrétien et la Chine des Ming à la fin du seizième siècle ? Cette question se pose au colloque qui vient de se tenir au Centre Sèvres (facultés jésuites de Paris) pour célébrer le quatrième centenaire de l'arrivée en Chine du jésuite italien Matteo Ricci. Les différents aspects de la vie et de l'œuvre de Ricci y furent abordés : humaniste (P. Corradini), religieux (Y. Raguin et J. Shih Hsing-San), sociologue (J. Gerret), philosophe (C. Larre), scientifique (J.-C. Martzloff), ainsi que son actualité notamment en Chine populaire aujourd'hui.

Le christianisme était déjà entré en Chine avant Matteo Ricci : au septième siècle, d'abord, des moines nestoriens, puis aux treizième-quatorzième siècles, la dynastie Yuan (Mongols) des missionnaires franciscains. Quand Ricci arrive, il ne reste pratiquement plus rien de ces chrétiens, qu'il ignore. Homme de la Renaissance, il aborde ce pays avec une mentalité et des yeux différents de ceux de ses prédécesseurs.

C'est en scientifique et en humaniste qu'il découvre et fait découvrir la Chine.

Une nouvelle mentalité

La question de l'apport de M. Ricci au point de vue scientifique a été débattue. La science chinoise n'était pas aussi en retard qu'on a voulu parfois le dire, mais Ricci arrive à une époque où certaines techniques de calcul avaient été oubliées. Ses méthodes n'étaient pas plus simples que celles des Chinois. Ce n'est donc pas en science, plus avancée qu'on peut juger l'œuvre de Ricci, mais plutôt en science de nouvelle mentalité, action scientifique, plus, n'est-ce pas, sa présentation du christianisme : il y avait pour lui un lien entre la raison scientifique et la vérité du christianisme.

Ricci avait-il une tactique ? Ce mot a été récusé à plusieurs reprises, et on a préféré présenter Ricci comme un homme se laissant ins-

truire par l'expérience. Ainsi, à son arrivée en Chine, il revêt l'habit des moines bouddhistes. Cela lui donne un statut dans la société chinoise, mais l'écarte des lettrés qu'il veut toucher, le faisant dépendre trop étroitement des autorités locales. S'habiller de lettré confucéen, il s'en rend compte, devait lui permettre de pénétrer la société des intellectuels et des hauts fonctionnaires de l'Empire : c'est ce qu'il fait dès que l'occasion lui est donnée de quitter la province de Canton pour remonter vers la capitale, Pékin.

Un christianisme à la chinoise ?

A travers ses nouvelles relations avec les lettrés, Ricci perçoit l'importance des « académies », associations d'intellectuels où s'exprimaient les différentes écoles de pensée de l'époque — qui fleurissaient un peu partout. Il prend modèle sur ces académies pour fonder non une église mais, comme il dit, « une école à prêcher ».

C'est dans ce cadre qu'il présente le christianisme. Il ne s'agit pas pour lui de combattre les valeurs de la religion chinoise, mais de parler de morale, de manière de gouverner, en s'appuyant sur le confucianisme et les livres classiques chinois. Il s'oppose alors au néo-confucianisme de l'époque pour montrer que la pensée confucéenne originelle était, selon lui, plus pure, et plus proche des principes chrétiens.

Ricci était-il un manipulateur, voulant faire passer les Chinois par leur porte pour les faire sortir par sa fenêtre ? La question a été posée. Si certains le voient ainsi, pour d'autres, au contraire, il était plutôt un représentant de l'humanisme de la Renaissance : son respect pour une culture étrangère le conduisit à penser que Dieu a parlé par la culture chinoise. Cette perception de l'homme universel comme image de Dieu constitue d'ailleurs plutôt un retour aux sources de la théologie qu'une innovation.

Son optimisme n'a-t-il pas exposé Ricci à décevoir le christianisme ? On a rappelé qu'il avait fait de l'Occident chrétien une présentation

idyllique, passant sous silence les guerres de religion et les troubles de la Réforme, s'en tenant davantage à un christianisme facteur d'ordre. N'était-ce pas trop vouloir s'adapter à la Chine pour être accepté de l'empereur ? Revenant, dans la pensée confucéenne, les cinq relations fondamentales (seigneur-sujet, père-fils, mari-femme, fils cadet, ami), il privilégia la dernière. A l'usage de son ouvrage *De l'amitié*, on lui a fait une idée de sa pensée, mais peut-on présenter uniquement son foi chrétienne dans laquelle l'élément subversif et critique de la culture aurait complètement disparu ?

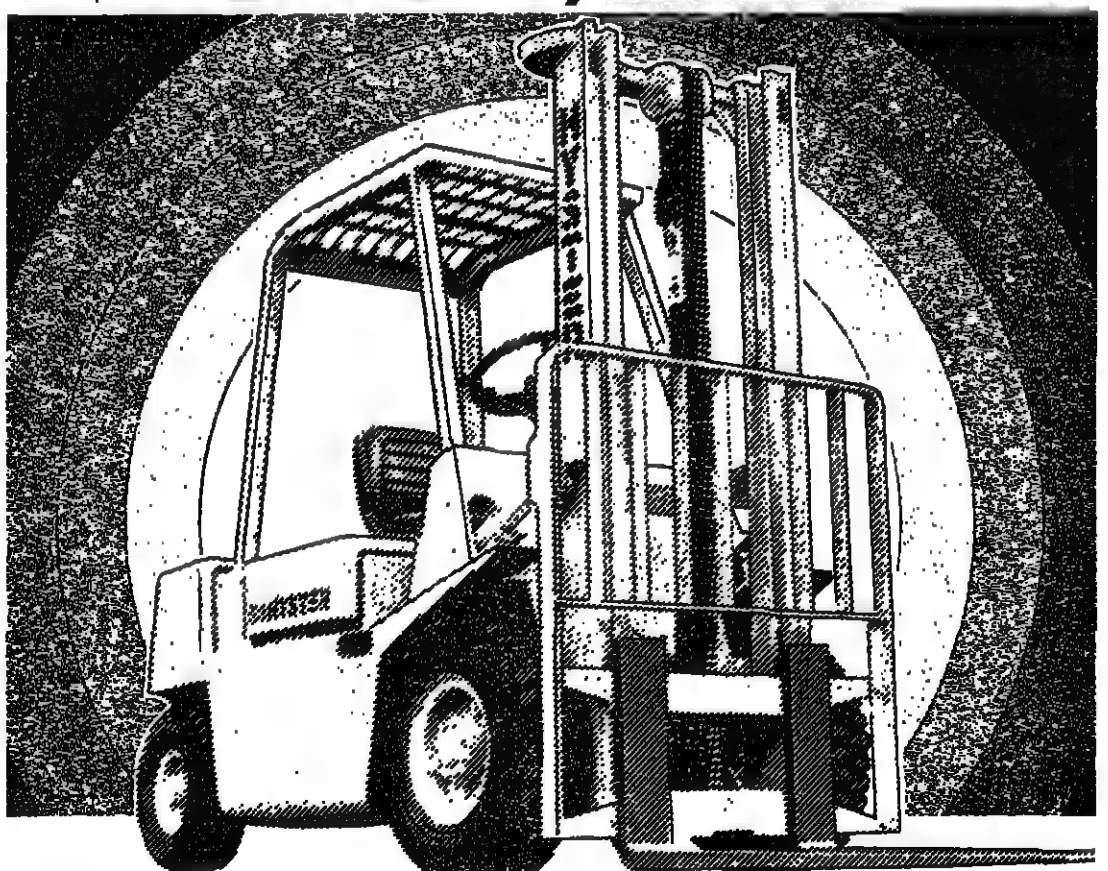
Ricci n'a pas suivi par ses disciples cette ligne. S'il avait réussi à faire passer la naissance d'un christianisme confucéen où les notions d'ordre et de morale auraient été privilégiées, l'aspect de la Révolution et de la nouveauté qu'elle apporte, et qui en rupture avec un monde ancien ?

L'opinion a été émise que l'entreprise de Ricci était le départ d'un échec. Il aurait fallu que le christianisme soit plus chrétien pour qu'il puisse réussir. Les limites de l'action de Ricci sont claires. Il était marqué par son époque et il lui était difficile de présenter à un monde chinois, ignorant des cultures, un Occident chrétien dans toute sa vérité.

Il reste qu'il a tenté une première approche, critiquable sans doute, mais respectueuse de la culture qu'il rencontrait. La prudence a toujours guidé son action. Il savait qu'il fallait pas aller trop vite et c'est pour qu'il n'a fait que très peu de conversions. Ses disciples n'ont probablement pas suivi dans son exemple. C'est, pour cela que la Chine populaire, qui a marqué cet anniversaire par la publication d'articles sur Ricci et son œuvre, veut garder de lui l'image d'un homme, sans doute lié aux puissances occidentales coloniales, mais surtout à la Chine, et un homme dans le domaine des relations entre l'Orient et l'Occident.

YVES NALET.

HYSTER, BIEN PLUS QUE L'EXPERIENCE



Hyster fabrique des chariots élévateurs depuis un demi-siècle.

La nouvelle série XL, chariots thermiques de 2 à 3 tonnes, est le fruit de cette expérience, mais aussi bien plus.

En effet, pour la production mondiale de cette seule série, Hyster a investi l'équivalent de 330 millions de francs dans une nouvelle usine européenne où robotisation et automatisation permettent un important volume de production d'un chariot de qualité élevée et constant.

XL, c'est un chariot Hyster hautement productif et fiable, de faible consom-

mation, d'une simplicité d'entretien exceptionnelle, facile d'accès, d'un confort irréprochable et dont le prix n'est pas la moindre qualité.

XL, c'est l'expérience Hyster, bien plus. Pour en savoir plus, contactez-nous dès aujourd'hui.

HYSTER La Division Distribution, 29 rue Arago, 93100 La Courneuve, Tél. 775.30.18 Telex 620.822

Agences Hyster : Paris, Lyon, Marseille, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Lille, Dunkerque, Valenciennes, Roubaix, Calais, Arras, Amiens, Compiègne, Reims, Metz, Mulhouse, Colmar, Belfort, Besançon, Dijon, Yverdon, Lausanne, Genève, Zurich, Bâle, Berne, Lucerne, Fribourg, Neuchâtel, Vevey, Yverdon, Lausanne, Genève, Zurich, Bâle, Berne, Lucerne, Fribourg, Neuchâtel, Vevey.

FOURRURES DU NORD



NOEL en FOURRURE

Du Samedi 4 au Samedi 18 Déc. inclus

-20%

sur tous les prix marqués

MANTEAUX

Rat d'Amérique	2250 F	5800 F
Murmel	2850 F	5450 F
Queue de Vison	3250 F	5400 F
Pehmi	2650 F	6100 F
Wessel	2750 F	4800 F
Canada	12250 F	11000 F
Zorinos	2850 F	4850 F
Castor	11250 F	9400 F
Opossum d'Amérique	2350 F	3450 F
Astrakan pleines peaux	2850 F	3850 F
d'Astrakan	2550 F	2100 F
Chevrete	2250 F	2600 F
Lapin Castorette	2450 F	1950 F
Lapin naturel	1250 F	1400 F
Vison dark	16200 F	12900 F
Vison ranch	12500 F	14250 F
Vison pastel	10750 F	15800 F

VESTES

Renard	2250 F	2600 F
Vison dark	3450 F	2750 F
Vison	2250 F	7800 F
Lapin naturel	1250 F	1050 F

PELISSES

Intérieur flanc Marmotte	2550 F	3050 F
Intérieur Lapin	2450 F	1950 F
Intérieur Lapin	1850 F	1450 F

escompte effectué directement à nos clients sur tout achat

CREDIT GRATUIT 12 MOIS

115, 117, 119, rue La Fayette
PARIS 10^e
Près Gare du Nord

100, Av. Paul-Doumer
(angle rue de la Pompe)
PARIS 16^e, métro Muette

MAGASIN OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H
SAUF INTERRUPTION

Nos magasins seront
ouverts dimanche 5 Déc.
de 10h. à 19h.
sans interruption.

**Toutes les 2000 copies,
il repart avec un cœur tout neuf.**

Tambour, système de développement, dispositif de nettoyage, réserve d'encre... Tout ce qui s'use dans un copieur, Canon l'a rassemblé dans une petite cartouche, le cœur du copieur personnel.

Vous remplacez vous-même son cœur toutes les 2000 copies, et votre Canon repart en pleine forme: adieu, petites pannes surnoises!



**Son cœur copie sur papier ordinaire.
Et extraordinaire!**

Parce qu'il reproduit sur papier machine, papier musique, papier cadeau ou papier doré, de 40 à 128g, le nouveau copieur personnel Canon fait de chaque copie une œuvre originale.

**Quand on veut changer de couleur,
on change son cœur.**

Avec le nouveau Canon, c'est la fin de la copie monotone. Avec ses trois cartouches à encre, noire, bleue, ou sépia, immédiatement interchangeables, jetez-vous à cœur perdu dans la couleur.

Premier copieur personnel à cœur interchangeable, premier copieur personnel à papier ordinaire, premier copieur personnel à copie couleur, le nouveau Canon n'est pas plus grand qu'une machine à écrire. Mais à l'ouvrage, il a un cœur gros comme ça!

PC 10, le copieur personnel de

Canon
Grand Public

L'ILE BLANCHE DU FRIOUL

- Réservations: Agences de voyages et ...
- Renseignements: Office National Suisse du Tourisme
11bis, rue Scriba, 75009 Paris, Tél. (01) 742 45 45
- Office du Tourisme du Canton de Vaud (Région du Léman)
la Gare, CH-1001 Lausanne, Tél. 1941-21-22 77 82

Partir

Avion + fermes + ski

Le relais départemental des gîtes ruraux de l'Isère et la maison du tourisme ont mis sur pied avec la compagnie Air France un séjour de neige original du 4 au 12 février, qui s'adresse aux enfants de six à treize ans.

Les enfants, transportés à l'aéroport, seront accueillis par des familles d'agriculteurs du massif du Vercors ou du massif de l'Étiolonne. L'avion et la pension complète coûtent 95 francs.

Les jeunes vacanciers souhaitent pratiquer le ski, il convient d'ajouter à cette somme 600 F, représentant le coût des remontées mécaniques, deux heures de cours collectifs par jour pendant sept jours et la location du matériel.

* Date limite d'inscription : 15 janvier 1983. Maison Alpes-Dauphiné, 2, place André-Maître, 73001 Paris. Tél. : (01) 292-00-43 et 292-00-50.

En haut du Haut Doubs

Tous et Liliens souhaitent rester au pays, le Haut Doubs. C'est l'un des coins les plus froids de France, qui rappelle les splendeurs de la neige nantaise. Alors, ils ont aménagé une belle ferme du dix-septième, Crêt-Agneau. L'année, son pain et ses confitures. Tous entraînent au ski de fond ses dix hôtes (au maximum) dans les forêts environnantes. Pas de télévision, mais les sentilles franco-comtoises qui rythment le cortège de la pendule.

1.850 F par semaine et par personne (sans aucun transport) incluant le petit-déjeuner, les salades et la pension. M. et Mme Jacques-Henri, Le Crêt-Agneau, La Longeville, 25630 Montbéliard. Tél. : (03) 38-12-51.

Raid en Laponie

Un raid, au maximum, conviendrait aux skieurs en Laponie. C'est un des grands moments de la vie d'un fondeur. — 30° d'accord, mais il s'agit d'un froid sec et d'un ciel bleu. Tout le monde prépare la tambouille ? Mais la montagne française et le guide lapon veulent à ce que les refuges et les huttes soient bien chauffées. Un scooter des neiges transporte les bagages et le ravitaillement.

Sept jours du ski nordique le plus pur et vraiment très, très loin des villes.

5.500 F de Paris à Paris tout compris. Départ chaque semaine à partir du 18 février 1983 et jusqu'au 15 avril. Montagne corse in liberta, parc Biello, Immenhies Girolata, avenue Napoléon - III, 20000 Ajaccio. Tél. : (05) 27-17-12.

Chasse

Francolins et pigeons du Sénégal

L'ouverture de la chasse vient d'avoir lieu au Sénégal, l'un des pays d'Afrique où le gibier se révèle abondant.

Si toutes les espèces africaines que l'on considère comme antiques de brousse — lions, éléphants, antilopes — sont protégées au Sénégal ou font l'objet de plans de chasse très restrictifs, le petit gibier peut être chassé dans des conditions comparables à celles que l'on connaît en France. Tant au nord, près de Saint-Louis, qu'au sud, aux frontières de la Gambie, de vastes zones de chasse représentant plusieurs millions d'hectares sont ouvertes à ceux qui tentent de biers d'eau, oiseaux de plaine et phacochères, ce sanglier d'Afrique.

On choisira de préférence les zones de chasse, les sentilles tirées au oeil levé ou à la passée et l'on optera pour les camps de brousse du Sud pour perdreaux ou francolins, pintades, petites outardes et les multitudes de pigeons qui séjournent dans ces régions.

La petite chasse est librement

ouverte à qui possède permis, droit de détention d'armes et possède l'assurance dans la limite d'un quota et à des dates d'ouverture définies chaque année. En général, l'ouverture pour le francolin court du 15 novembre au 30 avril, pour les perdreaux du 15 janvier au 15 avril, la quête des autres petits gibiers — canards, oies, etc. — étant autorisée du 15 décembre au 30 avril.

La plupart des zones à gibiers de plaine sont situées dans des régions agricoles (arachide et mil) : c'est dire la densité des oiseaux qui s'y trouvent, mais aussi la nécessaire discipline qu'exige de la part des chasseurs la marche devant soi à la recherche des compagnies habiles à se faufiler dans les pailles.

L'expérience prouve qu'il est préférable dans ces conditions de tir d'avoir affaire à des organisations cynégétiques qui fournissent guides et porteurs, plutôt que d'aller à l'aventure, ce qui n'est pas impossible dans la mesure où l'on évolue dans des zones agricoles et où l'on connaît les dangers exigés.

Le succès d'une organisation repose sur la discipline, les formalités, mais aussi évite

les risques d'accidents. En outre, une pression de chasse raisonnable, par rotation des terrains, notamment, est assurée.

Pour ce qui concerne l'hébergement, il ne faut pas oublier que l'on chasse dans un climat dur, très souvent une chaleur étouffante et des marches pénibles. Le retour vers les camps de brousse, bien aménagés quelque rustiques, où douche, lavabos, réfrigérateur et commodes sont à disposition des chasseurs, est un grand avantage. Instants sereins, le départ au petit matin quand éclatent dans le ciel les gerbes de palmiers multicolores et la brume du matin fait-il que les sentilles s'y prêtent.

Du côté du Nioko-du-Rip et de Kaolack, à Dabail, à Saboya et à Sali, dans les campements pimpants proches des petits villages de terre sèche et de paille, on voit les longues

CLAUDE LAMOTTE.

Jet Tours chasse, pêche, la maison du Tourisme, 1000 Paris (l'importation des munitions d'armes à canon dans l'armée interdite, en vertu des lois relatives à la sécurité qui ne peuvent intervenir au don- tés aux prix pratiqués en France.)

Le 4 décembre 1982, le restaurant Taishin sera ouvert au public à déjeuner et à dîner. Cuisine exclusivement japonaise, à base de produits naturels.




Restaurant TAISHIN
Hôtel du Mont-Thabor
4, rue du Mont-Thabor
75014 PARIS
Tél. : 33-32-77
250-32-77

GARDEN BUFFET AU PRINCE DE GALLES

C'est la dernière mode lancée par le PRINCE DE GALLES. Ni trop guindé, ni trop relax, c'est un nouveau style de déjeuner qui allie les qualités de la grande cuisine française à la décoration d'un buffet où l'on peut se servir et se resservir à volonté.

Garden Buffet ?
Un prochain déjeuner à inscrire sur votre agenda !



150 F
(taxes et service compris)
Tous les jours de 12 à 15 h.
Hôtel PRINCE DE GALLES
33 avenue George-V PARIS 8 Tél. 723 55.11

Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro de décembre (84 pages)

PHILATÉLIE BELGE EN ANTARCTIQUE
RÉPERTOIRE ET BILAN DES ÉMISSIONS DE 1982

Les grands prix du Salon d'Automne

Belgique 82

En vente dans les kiosques : 10 francs

11 bis, bd Diderot, 75005 Paris
Tél. (1) 444-7111

CIBOT EN HIFI ET EN VIDEO



L'ÉVENEMENT C'EST CIBOT

Un événement unique Des prix spectaculaires
Les meilleures productions mondiales en représentation permanente Des spécialistes
Maitres du son et de la vidéo Auditeurs

136, bd Diderot 75005 CEDEX PARIS (XII)
17, rue du Mont-Thabor 75014 CEDEX PARIS (XII)

Tel. 340.63.76 (lignes multiples)
Mardi ouvert tous les jours (sauf dimanche de 9 h à 19 h et de 14 h à 19 h)

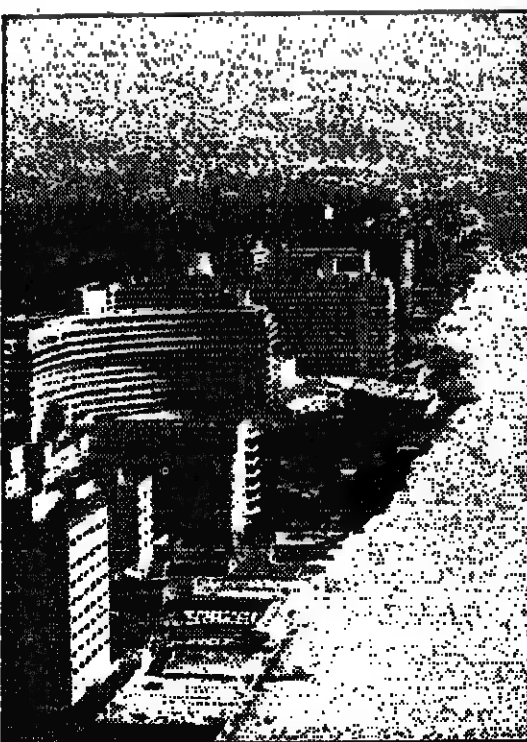
DECouvrez L'EXTREME ORIENT ET LA CHINE A BORD D'UN PALACE FLOTTANT



Pearl Cruises of Scandinavia

Le PEARL OF SCANDINAVIA est particulièrement adapté aux mers d'Asie. Sa structure lui permet des escales pittoresques dans des ports habituellement inaccessibles. Spacieux, climatisé et stabilisé, le PEARL OF SCANDINAVIA possède tous les équipements du confort et des croisières de luxe. Les croisières du PEARL OF SCANDINAVIA ont des escales qui gardent tout leur mystère : Singapour, Manille, les Philippines, les îles de l'Indonésie (Java, Sumatra, Bali), les ports chinois, Eché et la Mer du Japon, Fusan en Corée du Sud, Hong-Kong.

Agence Générale de la région parisienne
Tél. 288.55.40



Une semaine Pan Am avion/voiture. Découvrez la Floride pour 4 057 F seulement.

Une mer d'un bleu profond, les plages noyées de soleil, le célèbre Disneyworld, EPCOT, le parc national des Everglades sont quelques-uns des attraits de la Floride. Terre de vacances par excellence.

Et la formule idéale pour explorer la Floride, c'est le séjour Pan Am Fly/Drive. Le prix comprend le vol aller/retour sur



Pan Am, une voiture et 7 bons pour 7 nuits à l'hôtel (prix par personne pour un couple et 2 enfants de moins de 12 ans partageant la chambre).

Mais pour plus de détails sur ce voyage-découverte, consultez la brochure gratuite "Pan Am Fly/Drive" chez votre Agent de Voyages ou écrivez à Pan Am, 1 rue Scribe 75009 PARIS.

Pan Am. L'Expérience Avion.

Plaisirs de la table

Semaine helvétique

TOUTES les vitrines des librairies de Suisse romande paraissent avec le bouquin de Gérard, la Cuisine spontanée (Robert Laffont). C'est le grand homme d'Helvétie, le Guillaume Tell de la poésie, le rival international de Bouc. Bien avant qu'il fasse les délices de la presse gastronomique, j'avais été à Crissier goûter son saumon façon Troisgros et un canard sauvage savoureux. C'était avec Catherine Michel, la Miss Oliver de la radio suisse, qui, justement, vient de recueillir propos et recettes du chef Gérard pour cette édition. Ils ont fait un bon livre, qui sera utile aux ménages. Pour moi, j'ai gardé de ma première rencontre avec le bon Languet, le souvenir d'une admirable variété de pains et de non moins admirables charcuteries suisses dans la salle rustique de la « Maison de Ville » de Crissier.

Le R.G.I. a été un succès et les trois repas de cuisine marocaine une merveille ! Il m'a d'ailleurs remercié M. Claude Tamer-

et Mohammed Chab, animateurs de la Mamounia de Marrakech, ainsi que la nombreuse équipe des cuisiniers du I'Bahia qu'ils avaient amenés. Le chef de l'Hôtel du Rhône, François Gillos-Carru (qui, notons-le entre parenthèses, occupe deux « commises », Monika Syss et Monika Keller, futures dames d'ABO), m'avait son admiration pour le travail de la « stilla ». En dehors de celle-ci, les sommets furent le couscous royal au poulet, le tagine de poulet au citron et olives confites, et le pagot à la mode de Saff.

Les amateurs se posent la question : le thé à la menthe convient-il au cigare ? Pas de réponse pour l'instant, mais Genève, qui est la capitale des livres, le parle (Davidoff ayant vendu) que d'un nouveau « roi ». Le pagot, puisque M. Gérard, père et fils, en leurs « boutiques », triomphent avec, notamment, les odorants « Lusitanias ». Ils vendent même

un humidificateur à voyage ou poche absolument merveilleux.

Une boutique Gérard est au 119, quai du Rhône (Blanc), où les diners du Cygne sont toujours de qualité. Et c'est aussi le meilleur service de qualité du Tour-Geneve, ce qui plaît aux jolies femmes. J'ai, quant à moi, admiré plus encore la préparation, au chariot des desserts, du pain perdu, devenant ici un grand moment de douceur.

Genève remue. Les travaux de l'hôtel terminent et, à l'annuelle, le Lion d'Or. Coligny va rajouter sa salle (j'y ai mangé avec Margaux, un perdreau aux choux succulent). Le Métropole (rive gauche), rénové, ouvre ses portes. Il ferma en 1977, et il a fallu bien longtemps pour choisir les tapis de Hongkong, les lustres d'Espagne et les marbres d'Italie. Mais la cuisine ?

Enfin, la vieille Lan-dolt (2, rue Candolle), vient d'être reprise par un bon cuisinier et un journaliste gourmand, à surveiller.

Au restaurant du Parc des Eaux (Le Lac de Genève), j'ai tenu un chapitre de la Confrérie du gruyère, récemment créée. J'aimerais mieux pour titre « Confrérie du gruyère » la Gruyère, le gruyère qui par protestation contre le gruyère il est vrai que la Suisse se venge, les plateaux de la Gruyère nous donnent des petits morceaux de raves, camembert helvétique infâme !

Donc, à ce repas, la crêpe au vacherin et la frittata genevoise au gratin de raves, le ton, arrosé de faves de blanc.

Mais la cave de François et Liliane Perret est si riche en cépages au fole gras, j'ai ainsi pu que les vins de la Gruyère (Vieux Certain, Cheval blanc, Laitour), mais que les 76 (notamment le figaro) soient « déjà partis ».

J'ai dit ailleurs le gras-double du Bœuf français (10, rue des Poirées) et les attraites au papet de poireaux du Grand Chaudron (18, rue du Cendrier) ; enfin, j'ai découvert une cuisine d'exception au restaurant Le Cerf-Volant (7, chemin des Mûres, à Genève-Collin) : tel : 88-07-57. Une salle minuscule sur un jardin de potées, et M. Huser, quand seule en cuisine pour m'offrir un poisson de truffes et choux vert au gratin, me sert une crème de noix, des aiguillettes de merguez au beurre d'agrumes et brocoli, etc. Excellent !

LA REYNIERE.

CROISIÈRE D'HIVER AUX ANTILLES

SUR NEW LIFE :

volier de 13 mètres (Gib Sea IVM)

Croisière 1 ou 2 semaines

Renseignements et documentation

AIRCOM (S.E.T.)

25, rue La Fayette

75008 Paris

Tél. : 268-15-70

L.A.O. 988

CADEAUX SPORTIFS CHEZ ATHLETIC ATTIC

Déjà un grand succès, le briquet marqueur

Le marquage des initiales sur les balles de tennis, les ballons, les accessoires de sport (sacs, housses...) le briquet marqueur "Fireprint" (fonctionne gaz). Une exclusivité Athletic Attic. Le "Fireprint" : 75 F initiales comprises.



athletic attic

LES MAGASINS LA PISTE
120, RUE DE MONTMARTRE - PARIS
CENTRE COMMERCIAL

LA TOUTOUTERIE

Accessoires parisiens et chapeaux
TOILETTAGE

43, rue de la Harpe - Paris - Tél. : 260.82.20

ON N'A PAS TOUT DIT SUR LE MEURICE

Le MEURICE, un des dix ou douze derniers grands palaces du monde, viell hôtel neuf par des aménagements constants, se maintient grandement les portes de son restaurant.

Il les ouvre d'une façon originale, très contemporaine, de 12 à 23 heures, sans arrêt, en non-stop.

Le MEURICE a confié l'agence de sa nouvelle salle à manger à une jeune décoratrice de talent, charmante magicienne, Micheline Lefebvre qui lui a donné une atmosphère de jardin intell, un air de fête tout en respectant les boiseries.

C'est donc l'endroit idéal pour donner un dîner d'apparat, réussir un déjeuner d'affaires... ou simplement traiter ses amis avec élégance. Il va sans dire que la cuisine y est particulièrement soignée et raffinée. Il serait trop long d'énumérer la belle carte

très variée que propose le MEURICE. Dans une maison de haut luxe, il faut compter 350 F environ par personne les vins aussi de très grande origine. Il y a un menu à 160 F plus service.

Le parking, commode et proche, celui de la place Vendôme.

PAUL DE VILLIERS

Menu du jour à 160 F S.N.C.

Suggestions extraites de la carte :

Pêches de Saint-Jacques au citron vert
Délices de sole cuites à la vapeur de petite nage
Palate de mignons de bœuf dix couleurs
Fenilles fraîches aux poires sauce Williamine

RESTAURANT LE MEURICE

230 rue de Rivoli 75001 Paris - tél. 260.38.60

(Ouvert tous les jours de 12 à 23 heures - 350 F environ - menu à 160 F S.N.C.)

En l'honneur de Bordeaux

Un grand dîner dégustation à l'attention des convives en vin sera lieu à Bordeaux, le lundi 13 décembre prochain, au Phœnix des vins bordelais.

Organisé par l'Académie du vin et la « Revue des Vins de France », ou y assisteront les millénaires 1981 des châteaux Sud-Ouest, Chateau-Blanc, Cote d'Estournel, Duccu-Bonacelles, Margaux, Petit Village et Pichon-Langeville. Puis, au cours d'un repas par François Gérard (restaurant Clavel, à Bordeaux), et après la champagne Gonet, on pourra comparer le Margaux 1978 sur la brique de grives aux châteaux, les Petit-Village 1978 et Pichon-Langeville 1978 sur la grappe de cépages, les Duccu-Bonacelles et Cote d'Estournel 1978 sur la palette de palmiers au fumet de chasseur, plateau de caviar aux truffes, le Chateau Blanc 1980 sur un vieux fromage des Pyrénées et enfin un sélect 1981 sur des quenelles de bœuf aux truffes. Après le café, le fameux cognac Quintessence. Renseignements : « Revue du Vin de France », 18, rue Odéon-de-Montparnasse (92). Tél. : 743-91-34.

L. R.

CARNAVAL DE RIO

8950 F.

SENEGAL GAMBIE

2380 F.

MEXIQUE 4300 F
PEROU 4380 F
USA 2600 F
RIO 5290 F

UNICLAM VOYAGES

63 rue Monsieur le Prince
75006 PARIS tél. 329.12.3619 Quai Romain Rolland
69005 LYON tél. 718.42.75.85

Rive gauche

BISTRO DE LA GARE

43,90 F - 2^e zone

30, rue St-Denis - 2^e zone
58, boulevard des Capucines - 2^e zone
105, bd du Montparnasse - 2^e zone
76, rue des Capucines - 2^e zone
et BISTRO ROMAIN
128, Champs-Élysées - 2^e zone
105, bd du Montparnasse - 2^e zone
Tous les jours jusqu'à 1 h du matin

le bar à huîtres

le seul bar à Paris où vous pouvez déguster même une huître

SPECIALITES DE POISSONS ET CRABES

112, M de Montparnasse 19^e - Tél. : 328.71.9

Tous les jours de 12 h à 1 h, de 12 h à 1 h

possibilité de parking

Rive droite

la MAISON DALSACE

33, Champs-Élysées, Paris 8^e - Tél. : 359.44.24

LE CHALUT

LA PLUS BELLE CARTE DE POISSONS

Salle climatisée 2^e ét. et 1^{er} étage

CAMBRIDGE

DÉJEUNERS - DINERS

Salle pour cocktails et déjeuners d'affaires

21, AVENUE DE WAGRAM (17^e)Jazz le soir au 1^{er} étage

jusqu'à 2 h du matin

339-34-12

Le Relais de Neuilly

BRUNCH - Déjeuners et dîners d'affaires - Thé - Réceptions

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

1007 PARIS - Réservation : 878-57-37

BRASSERIE DE L'EST

SA FABULEUSE CHOUROUTE

LE DÉLICIEUX JARRET DE PORC - CONFIT DE CANARD POMMES SAUTES

7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin7, rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 007-00-94 - De 9 h du matin à 2 h du matin

La côte de bréif

4, rue de la Harpe - 10^e - Tél. : 227-73-504, rue de la Harpe - 10^e - Tél. : 227-73-504, rue de la Harpe - 10^e - Tél. : 227-73-50

4, rue de la Harpe -

NOUVEAU THEATRE DE BESANCON



TEP

nadine alari
jacques alric
bernard ballet
benoist briane
claudie brosse
maria casares
franck delorme
huguette domini
jean-paul farre
martine froment
remy kirch
denis lloca
hervé lloca
jean-paul moye
gerard ortega
catherine retore
gilles retore
roselyne sarazin
andré serré
pierre simon
nada strancar
françoise thuriès
michel vitold

EUX
LES POSSEDES
DE DOSTOIEVSKI
AU MILIEU
DU MONDE



IRCAM
ven. 3 - sam. 4 - lun. 6
mar. 7 - dim. 8
deux créations
mondiales
ensemble
intercontemporain
Denis Cohen
dirige
Jukka Tiensuu
P = Pinocchio ?
avec **von Osten** soprano
Jonathan Harvey
Bhakti
ESPACE DE PROJECTION
loc. 278.79.95

ATEM Théâtre des Malassis
1^{er} au 19 décembre
del Tango
CRÉATION
CARLOS ALSINA
CARLOS WITTIG
Bagnolet 364-77-18

100% DERNIERES
THEATRE POCH
FLOCK
une personne...
Le... de Boris VIAN en
pensée chez Noël COWARD.
L'EXPRESS
rhumeur et mystère...
info...
TEMOIGNAGE CHRETIEN
un...
LE PARISIEN
On ne se...
ne s'ennuie pas un instant. Je vous
jure, quand on va au théâtre tous les
soirs, c'est plutôt rare.
NOUVEL OBS
LOUEZ POUR LES REVELATIONS

RÉCITAL DU PIANISTE
ALAIN LEFEVRE
Grand Prix du Concours...
LE 7 DECEMBRE, à 20 h 30
Œuvres de Rameau, Beethoven, Chopin
Claude Champagne, André Messiaen, Debussy
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantine (7^e) - 551-35-73
Métro Invalides
Entrée libre

théâtre 13 24, rue Devail (13^e) - 741-588-16-30
MAIRIE DE PARIS
COMPAGNIE MORIN TIMMERMAN
LORENZACCIO

ODEON
THEATRE NATIONAL
direction Jacques Lecoq
12 décembre

BULLE OGIER
GRAND
et
PETIT
BOTHO STRAUSS

CHATELET
THEATRE MUSICAL DE PARIS
lundi 13 décembre à 20 h 30
raina kabaivanska
orchestre colonne
maurizio arena
prix des places - 30, 35, 50, 100, 140 et 160 francs
lundi 13 décembre à 18 h 30
nadine denize
tibere raffalli (ténor)
yves henry (piano)
prix des places 20 et 35 francs
aux caisses du théâtre - place du Châtelet 75001 Paris de 11h à 18h30
par téléphone : 261.19.83 de 11h à 18h (sauf dimanche)

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ARMAGUEDON - Lierre (586-55-85), 21 h : ...
LA POULE A JUPITER - Montargis (296-04-06), 21 h : ...
LES PETITES OISELLES - Valmery (584-14-18), 20 h : ...
ENJEUX LA VIE - ...
LES POSSEDES - TEP (636-91-02), 20 h : ...
LE CONGRES DU FEUTRE - ...
LES SOUPERS DU LAPIN - L'océan (544-57-34), 22 h 30 : ...

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50), 20 h : ...
LA FAVART (296-12-20), 19 h 30 : ...
CHAILLOT (727-91-15), 20 h : ...
ODÉON (325-70-32), 19 h 30 : ...
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : ...
BEAUBOURG (727-12-33), 20 h : ...
CAMERIC (258-67-55), 20 h : ...
THEATRE DE LA VILLE (274-23-77), 20 h 30 : ...
LA BRUYERE (874-76-99), 21 h : ...

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h : ...
ALLIANCE FRANÇAISE (544-41-42), 20 h 30 : ...
ANTOINE (208-77-11), 20 h 30 : ...
ARTS HEBERTOT (387-23-23), 21 h : ...
ASTELLE - THEATRE (238-35-53), 20 h 30 : ...
ATELIER (606-49-24), 21 h : ...
ATHINÉE (742-67-27), 20 h 30 : ...
BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : ...
BOUFFES PARISIENS (296-60-34), 21 h 30 : ...

Pour renseignements concernant l'ensemble des programmes ou les salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 3 décembre

CARTOUCHERIE - Th. de l'Agarisme (374-99-61), 20 h 30 : ...
THEATRE DE L'AGARISME (374-24-08), 18 h 30 : ...
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52), 20 h 30 : ...
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (271-82-20), 20 h 30 : ...
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), 20 h 30 : ...
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : ...
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : ...
COMÉDIE ITALIENNE (321-23-22), 20 h 30 : ...
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h 30 : ...
DAUNOU (261-69-14), 21 h : ...
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : ...
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : ...
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : ...
ESPACE-GAÏTE (327-85-94), 22 h : ...
ESPACE-MARIS (271-10-19), 20 h 30 : ...
LE MARIAGE DE FIGARO (278-46-42), 19 h : ...
MEURTHE (258-67-55), 20 h : ...
CAITÉ (322-16-16), 18 h 30 : ...
HUCHETTE (326-38-99), 19 h : ...
LA BRUYERE (874-76-99), 21 h : ...
MADELINE (263-07-09), 20 h 45 : ...
MAIRIE DE PARIS (256-04-11), 21 h : ...
MATHURINS (265-90-00), 21 h : ...
MICHEL (265-53-02), 21 h 15 : ...
MONTMARTRE (742-95-22), 20 h 30 : ...
MONTMARTRE (320-49-00), 21 h : ...
RENAUD (770-52-76), 21 h 30 : ...
RODIER (266-49-93), 20 h 30 : ...
PALAI ROYAL (297-59-81), 20 h : ...
PENICHE-THÉATRE (245-18-20), 21 h : ...
PLAISANCE (320-00-06), 21 h 30 : ...
POCHE-MONTMARTRE (548-92-97), 21 h : ...
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : ...
QUAI DE LA GARE (583-15-63), 21 h 30 : ...
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : ...
TAI (278-10-79), 20 h 30 : ...

L'éléphant d'Or
Texte français Lily Denis, du 9 novembre à 18 heures
THEATRE DE GENNEVILLIERS
Centre Dramatique National
41, avenue des Minimes, 92230 Gennevilliers - Tél. 793 26 30

Pour la joie de vos enfants
LOUIS DE FUNES
raconte
"LES ARISTOCATS"
avec... chansons
et... du film
Un film de 30 cm
Disneyland
Le Petit Ménestrel
ST-3890F
(cassette DC-50F)
chez votre revendeur



SPECTACLES

LES FILMS NOUVEAUX

CAMP DISCIPLINAIRE, film américain de Robert J. Siegel. V.O. : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Ermitage, 8 (359-15-71); V.F. : Rex, 2 (336-83-93); U.G.C. Opéra, 3 (261-50-33); Montparnasse-83, 6 (544-14-27); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Magic-Convention, 15 (828-20-64); Images, 19 (522-47-94); Secrétan, 19 (241-77-99).

DEUX DÉBILES CHEZ LE FANTÔME, film américain de Lang Elliott. V.O. : Quintette, 5 (811-79-38); Ambassade, 8 (359-19-08); V.F. : Maxville, 9 (770-72-86); Français, 9 (770-33-88); Paramount-Bastille, 12 (343-79-17); Mistral, 14 (539-52-43); Paramount-Galaxie, 15 (580-18-03); Montparnasse, 14 (327-52-37); Convention-Saint-Charles, 15 (579-33-00); Clichy, 19 (522-46-01).

E.T. L'EXTRA-TERRÊTRE, film américain de Steven Spielberg. V.O. : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70); U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Hautes-Seines, 6 (633-79-38); Marignan, 6 (359-92-82); George-V, 8 (562-41-46); Normandie, 8 (359-41-18); Parnassien, 14 (329-83-11); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79); Kinopanorama, 19 (306-50-50); Mayfair, 19 (525-70-66); V.F. : Richelieu, 9 (233-56-70); U.G.C. Opéra, 3 (261-50-33); Mercury, 3 (362-75-90); Lumière, 3 (246-49-07); Paramount-Opéra, 3 (742-56-31); Nations, 12 (343-04-67); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Faubourg, 13 (331-56-86); Paramount-Galaxie, 14 (580-18-03); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Montparnasse-Patbé, 14 (322-19-23); Bienvenue-Montparnasse, 15 (544-14-27); Paramount-Majoli, 17 (728-24-24); Secrétan, 19 (241-77-99); Wepler, 19 (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

SPEED DRIVER, film italien. V.O. : Massi, 1 (v.f.), Max-Linder, 9 (770-40-04); Maxville, 9 (770-72-86); Paramount-Opéra, 14 (340-45-91); Convention-Saint-Charles, 15 (579-33-00); Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Richelieu, 9 (233-56-70); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Colisée, 8 (359-29-46); Français, 9 (770-33-88); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Fauvette, 13 (331-56-86); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79); Saint-Germain-Studio, 16 (633-61-20); Elysees-Lincoln, 8 (359-36-14); Olympia, 14 (542-67-42); Parnassien, 14 (329-83-11).

LA NUIT DE SAN LORENZO (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36); 14 Juillet-Racine, 6 (633-43-71); 14 Juillet-Parussee, 14 (326-58-00); Biarritz, 8 (723-69-23); 14 Juillet-Bastille, 11 (357-90-81); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79); V.F. : U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); Montparnasse, 14 (327-52-37).

L'OMBRE DE LA TERRE (Fr.-Tun.) : Studio de la Harpe, 5 (634-35-52); 14 Juillet-Parussee, 14 (327-52-37); Convention-Saint-Charles, 15 (579-33-00); Clichy, 19 (522-46-01).

LA PASSANTE DU SAHARA (Fr.) : 80-40.

PETIT JOSEPH (Fr.) : Arts, 6 (326-48-18).

PHILADELPHIA SECURITY (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Ermitage, 8 (359-15-71); v.f. : Rex, 2 (336-83-93); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); Tourlens, 3 (364-51-98).

PINK FLOYD THE WALL (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

BEAU CÔTE MOI TU MEURS (Fr.) : Beniz, 17 (742-60-33); Richelieu, 9 (233-56-70); Cluny-Palace, 3 (354-07-76); Bretagne, 6 (222-57-97); Marignan, 6 (359-92-82); Français, 9 (770-33-88); Maxville, 9 (770-72-86); Fauvette, 13 (331-56-86); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Montparnasse-Patbé, 14 (322-19-23); Bienvenue-Montparnasse, 15 (544-14-27); Paramount-Majoli, 17 (728-24-24); Secrétan, 19 (241-77-99); Wepler, 19 (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

POLTERGEIST (A. v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-71-08); U.G.C. Marbeuf, 8 (235-18-45); V.F. : Paramount Opéra, 3 (742-56-31).

QUERELLE (All. v.o.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

LE QUART D'HEURE AMÉRICAIN (Fr.) : Arcades, 2 (233-34-58); U.G.C. Opéra, 3 (261-50-33); Bretagne, 6 (222-57-97); Biarritz, 8 (723-69-23); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24).

LES GRANDES REPRISES

LES ARISTOCRATES (A. v.f.) : Rex, 2 (336-83-93); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); La Royale, 8 (265-82-66); Ermitage, 8 (359-15-71); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Miramar, 14 (329-83-11); Mistral, 14 (539-52-43); Magic-Convention, 15 (828-20-64); Images, 19 (522-47-94); Secrétan, 19 (241-77-99); Wepler, 19 (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

LE BAL DES MAUDITS (A. v.o.) : Action-Christie, 5 (325-71-08).

LE BAL DES VAMPIRES (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60); A. Bazin, 13 (337-74-11).

LES CHARIOTS DE FEU (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8 (235-18-45).

CHÉRIE, JE ME SENS RAJEUNIR (A. v.o.) : Action-Christie, 5 (325-71-08).

LE CHIEN ENRAGÉ (A. v.o.) : Studio Olympe, 6 (633-97-77).

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ À EBOLI (It. v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15 (374-95-04).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A. v.o.) : Action-Christie, 5 (325-71-08).

DELIVRANCE (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

EMMANUELLE (Fr.) : City, 11 (562-45-76).

LES ÉTAPES DU PARADIS (Fr.) : Bastille, 11 (357-90-81).

L'ÉPOUVANTAIL (A. v.o.) : Quar-Latin, 3 (326-84-65).

ERASERHEAD (A. v.o.) : Eclair, 13 (707-28-04).

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.o.) : Mac-Mahon, 17 (380-24-81).

L'HOMME À LA FÊLE DE SERPENT (A. v.o.) : Olympia-Halles, 9 (278-34-15).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A. v.f.) : Hansmann, 9 (770-47-55); Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25); Paris-Latin, 18 (606-34-25).

LES FILMS NOUVEAUX

QUE LES GROS SALAIRES LEVENT LE DOIGT (Fr.) : Paramount Odéon, 6 (325-71-08); Paramount City, 9 (562-45-76); Paramount Opéra, 3 (742-56-31); Paramount Marignan, 6 (359-92-82); Paramount Montparnasse, 14 (327-52-37); Paramount Majoli, 17 (728-24-24).

SUPERVIXENS (A. v.o.) : Studio Caïus, 2 (354-89-22); Elysees Lincoln, 8 (359-36-14); V.F. : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

THE THING (A. v.o.) : Normandie, 8 (359-41-18); V.F. : U.G.C. Opéra, 3 (261-50-33); Marseille, 9 (770-72-86); Miramar, 14 (329-83-11).

TIR GROUPE (Fr.) : 2 (233-67-06); Paramount Opéra, 3 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (327-52-37).

UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE (Fr.) : Marais, 4 (278-47-86).

UN TUEUR DANS LA VILLE (A. v.o.) : V.F. : Paramount Opéra, 3 (742-56-31); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Gobelins, 13 (336-23-44); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79); V.F. : Impérial, 8 (742-72-52); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-35-43); Maxville, 9 (770-72-86); Aubert, 12 (343-04-67); Fauvette, 13 (331-56-86); Montparnasse, 14 (327-52-37); Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Forum, 12 (297-53-74); U.G.C. Opéra, 3 (261-50-33); Biarritz, 8 (723-69-23); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79); V.F. : U.G.C. Opéra, 3 (261-50-33).

LES UNES ET LES AUTRES (Fr.) : Parnassien, 14 (329-83-11).

YOL (Tur. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Biarritz, 8 (723-69-23); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79); V.F. : U.G.C. Opéra, 3 (261-50-33).

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 3 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Équipement neuf. Appelez POT.32.32 (700.32.32) MIDAS 45 centes en France.

20 h 15 **Variétés** : Patrick Sébastien.

21 h 15 **Madame S.O.S.**

Réal. A. Dhénat, avec A. Cordy, J.-P. Daras. *Ante Cordy, bon cœur et bon fût, il fait un bébé dans un massif de géraniums. Heureusement qu'il y a les riches pour les pauvres et des pauvres pour distraire les riches.*

22 h 35 **Histoires naturelles** : L'Espadon volier à Dakar.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Aujourd'hui chez SINGER 12 APPAREILS MINI MÉNAGER Ex. Four à raclette. 310 F.

20 h 35 **Téléfilm** : Les tribulations de Manuel.

D.H. (première partie). D'après l'œuvre de M. Skouliou. Avec I. Papis, M. Katrikis, P. Solinas, M. Benichou, A. Paltazi. *Comment naissent les enfants ? Telle est la question que se pose un jeune homme de vingt ans dans un petit village de montagne en Grèce.*

21 h 55 **Apostrophes**.

Magazine littéraire de P. Pivo.

Le temps comme il passe.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Avec J. J. (Jubel), G. Lapange (le Singe de la montagne), J. Mangin (les égoïstes), D. Arpas (les Pénalités de Malin), J. Attali (Histoires du temps).

22 h 15 **Journal**.

23 h 05 **Ciné-club** (cycle Sternberg) : Fièvre sur Anatahan.

Film américain de J. von Sternberg (1933), avec A. Negishi, T. Suganuma (v.o., sous-titré, N.).

Des marins japonais, rescapés du bombardement de leur navire, échoués sur l'île d'Anatahan, le Pacifique. Un homme et une femme y vivent déjà. Poussés des autres, ignorant que la guerre est finie, les « Robinsons » se disputent la femme. Transposition géniale, par Sternberg, d'un fait divers authentique, en fantasmes et en question de Meville. Devoir par la création, dans un petit studio, d'un univers.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Le nouveau vendredi** : Kadhaï ou le défi permanent.

Journalistes de FR 3. *Le nouveau vendredi* : Kadhaï ou le défi permanent.

21 h 30 **Téléfilm** : Ton vieux ami.

Réal. M. Gérard, avec F. Getreuer, Y. Gamy, C. Robin. *L'histoire émouvante et drôle du mineur marillais Stéven, qui, à la fin du siècle dernier, fit une brillante carrière nationale.*

22 h 30 **Journal**.

23 h **Français à la nuit**.

La Petite symphonie, de Gounod, par les Philharmoniques de Châteauroux, dir. Janos Komives.



FRANCE-CULTURE

20 h, Émission musicale : naissance et qualité de la vie.

21 h 30, Black and blue : Le festival annuel de New-Orléans.

22 h 30, Nuits magiques : Rencontres, technologies du futur.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Concert (émissions de Stuttgart) : « Concerto pour violon et orchestre » : Quatuor pour piano et cordes, de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la Suisse de Stuttgart, dir. O. Kubla, A.S. Mutter, violon.

21 h 15, La nuit sur France-Musique : les notes de F. Xenakis.

23 h 5, Zorana ; 0 h 5, Musiques traditionnelles : T. Vasiliuk.

Samedi 4 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h **Variétés** plus.

10 h 25 **Accordéon, accordéons.**

10 h 35 **La séquence du spectateur.**

11 h 15 **La maison de TF 1.**

12 h **Journal.**

13 h **Pour changer.**

Série : la Conquête du Texas les Incorruptibles : 16 h, Stalles et toilettes ; 17 h, Mégabertz.

18 h 30 **Archibald le magicien.**

18 h 35 **Trente millions d'amis.**

19 h 10 **Journal.**

19 h 15 **Emissions régionales.**

19 h 45 **Si vous pleurez.**

20 h **Journal.**

20 h 15 **Drôle de réponse.**

Emission de Michel Polac.

21 h **Journal.**

21 h 15 **Dallas.**

Réal. L. Katzman. Le boot du chemin.

DANS « L'ÉCHO »

CETTE SEMAINE

Un sondage exclusif

ce que pensent les Français du

des médias

En vente chez tous les marchands de journaux : 10 F.

22 h 45 **Magazine d'actualité** : Sept sur sept.

De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.

« Connaissez-vous une enquête sur les nouveaux clochards » : deux Vietnamienues ; « Saigon : la révolution des autres » : celle du Danemark, et le grand marché de la semaine : Jean-François Kahn.

23 h **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 15 **A.N.T.I.O.P.E.**

10 h 30 **Journal des sourds et des malentendants.**

11 h 30 **Idées à suivre.**

12 h **La vérité est au fond de la marmite.**

12 h 45 **Journal.**

13 h 30 **Journal.**

14 h 15 **Journal.**

14 h 50 **Les jeux du stade.**

Gymnastique : championnats de France ; Judo féminin : championnats du monde ; Boxe : la rentrée de Borg.

17 h **Récor A 2.**

17 h 15 **Les secrets de l'aventure.**

18 h 30 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**

19 h 10 **D'accord, pas d'accord (I.N.C.).**

19 h 30 **Journal.**

19 h 45 **Journal.**

20 h **Journal.**

20 h 35 **Variétés** : Champe-Élysées.

De M. Bruckner.

Avec Hervé Vilard, Colette Renard, Thierry Passer, Jacques Martin, Henry Escudero, Aldo Mascione, etc.

21 h 15 **Journal.**

21 h 30 **Journal.**

21 h 45 **Journal.**

22 h 15 **Journal.**

22 h 30 **Journal.**

22 h 45 **Journal.**

23 h **Journal.**

23 h 15 **Journal.**

23 h 30 **Journal.**

23 h 45 **Journal.**

23 h 55 **Journal.**

24 h **Journal.**

24 h 15 **Journal.**

24 h 30 **Journal.**

24 h 45 **Journal.**

24 h 55 **Journal.**

25 h **Journal.**

25 h 15 **Journal.**

25 h 30 **Journal.**

25 h 45 **Journal.**

25 h 55 **Journal.**

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

23 h 05 **Histoires courtes.**

23 h 25 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

12 h **Objectif entreprise.**

12 h 30 **Les pieds sur terre.**

13 h 30 **Horizon.**

14 h 30 **Entrée libre (C.N.D.P.).**

15 h 30 **Pour les jeunes.**

16 h 30 **Journal.**

17 h 30 **Journal.**

**JOURS
DE
FRANCE**



LA DOUBLE DISSUASION NUCLÉAIRE

Les pays qui possèdent la technique de la bombe nucléaire, en particulier les États-Unis d'Amérique, la Russie, la France et l'Angleterre, ont construit des fusées balistiques stratégiques qui ont eu pour résultat entre eux d'assurer une dissuasion parfaite.

Si un jour un chef d'État voulait se servir de sa fusée dissuasive comme d'une fusée offensive, il déclencherait l'apocalypse. Tous les pays impliqués dans le conflit subiraient des pertes cruelles, et ceux dont la surface est la moins importante risqueraient de disparaître complètement, notamment l'Allemagne, la France et l'Angleterre.

Si un pays veut en attaquer un autre avec ses forces conventionnelles et si le pays attaqué répond en déclenchant l'apocalypse, c'est au bénéfice de personne.

Au contraire, si le groupe de puissances dont dépend le pays attaqué répond à l'offensive par la défensive, une bataille peut s'engager dont l'issue reste incertaine comme dans toutes les batailles de l'Histoire.

Au surplus, ces forces conventionnelles ne sont plus tout à fait conventionnelles du fait qu'elles sont équipées d'engins nucléaires de faible puissance.

Un de ces engins peut détruire une division de chars, sans pour autant dévaster l'environnement au-delà du champ de bataille.

Si un jour un équilibre était réalisé entre les forces tactiques de l'Alliance Atlantique et celles du Pacte de Varsovie, il n'y aurait plus lieu d'entrer dans la bataille, car la dissuasion tactique existerait comme existe déjà la dissuasion stratégique.

Ainsi, grâce à la double dissuasion nucléaire — tactique : l'arme de la bataille — stratégique : l'arme de la terreur sur les villes et les campagnes — un jour viendra, mais ce jour-là seulement où on pourra utilement parler du désarmement progressif et parallèle.

Marcel DASSAULT

Député de l'Oise

Pet
des l
onta
et la
zième
tendu
tenir
jésuit
quatr
Chin
Ricci
vie m
cerné
religi
Hsing
net),
scien
que
Chin

Le
en C
septi
moi
treizi
la d
avec
Quar
quen
tient
Rena
une
de ce
C
niété
la CI

L
M.
fiqu
chin
qu'o
Ricci
tain
été
pas
Chir
de
peut
plut
lité
n'est
tion
lui
fiqu

R
mot
et
com

ur
3
bi
se
m
et
m
vi
qi
pi



Why is the financial director of a Greek shipping company phoning Hamburg about today's edition of an English-speaking newspaper?

Well, he knows his colleague in Hamburg will have the same newspaper on his desk, because the Financial Times is now hand-delivered direct to offices in 35 major cities.

And he knows it will already have been read. As businessmen, they both need to know what is happening in the world, why it is happening and what is going to happen next.

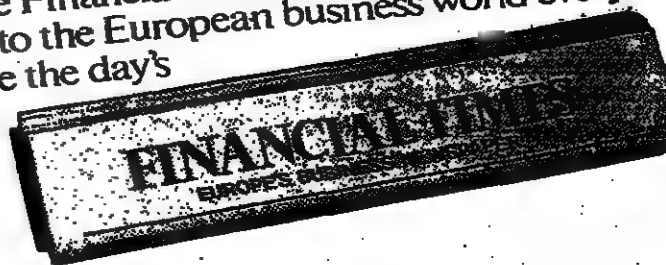
The FT's daily coverage of business news in Europe, the Middle East, the United States, Japan and

the Far East is not only earlier than other newspapers, it is reported for Europeans by Europeans.

World news. News of European companies. Currency exchange rates. Freight rates and shipping news. All these, together, build a picture of the whole.

The Financial Times interprets the world of business to the European business world every day. It is where the day's business begins.

Everyone speaks the Financial Times.



For more information about how to receive a regular copy of the Financial Times, contact: Total, Financial Times (Europe) Ltd, Centre d'Affaires de Louvre, 100 Rue de Rivoli, F-75004 Paris, Cedex 04, tél: 207 3000, Telex: 220044.

ÉTRANGER

Le recul du dollar favorise la baisse concertée des taux d'intérêt

(Suite de la première page.)

Jeu 2 décembre, M. Delors a déclaré qu'il « espérait » que les banques suivraient « dans les prochains jours » le mouvement engagé en Europe. Tout porte à croire que ce « espoir » est probablement comblé, en dépit des réticences des établissements.

Sur le front des changes, en revanche, la situation est plus confuse, moins brillante pour la France. Comme prévu, la baisse accélérée du dollar soumet le Système monétaire européen (S.M.E.) à des fortes tensions, les monnaies fortes (mark et florin) aux dépens des monnaies faibles, essentiellement le franc belge, qui est tombé au plancher du S.M.E., ce qui oblige les partenaires, la R.F.A., et même la France, dont la monnaie se trouve

au voisinage du plafond, à le soutenir.

Le français ne s'en trouve pas moins défavorisé par rapport au mark, la Banque de France devant intervenir, à l'initiative irrégulière, pour défendre le cours pivot à 2,93 F. Le coût de cette défense se traduit par une baisse continue des réserves de devises de la Banque (1,5 milliard de francs de pertes pour la semaine du 25 novembre), et contraint la France à tirer régulièrement sur sa ligne de crédit internationale de 4 milliards de dollars récemment mise en place. Confrontée à un déficit commercial qui entraîne des sorties de devises « mécaniques », le gouvernement, semble-t-il, préfère aujourd'hui, tirer sur ses réserves plutôt que d'augmenter l'endettement extérieur.

FRANÇOIS RENARD.

EN AUSTRALIE

La sécheresse a provoqué une diminution considérable des productions agricoles

Canberra (A.F.P.). - L'Est australien ravagé par la sécheresse la plus sévère qu'il connaisse depuis le début du siècle, selon les propos du ministre de l'Industrie, M. Ralph Hunt, a catalysé la baisse d'une diminution considérable des productions agricoles, notamment de céréales, de viande et de laine.

Les pertes directes de revenus agricoles totalisent quelque 2,5 milliards de dollars australiens (environ 2,4 milliards de dollars américains). Parmi les récoltes, celle de blé devrait diminuer de moitié cette année par rapport à 1981, pour passer à environ 8,6 millions de tonnes.

La Fédération des agriculteurs es-

time que la sécheresse entraîne une diminution de la richesse nationale de 7,5 milliards de dollars australiens. Le gouvernement a dû allouer 100 millions de dollars pour financer une série de mesures d'urgence, notamment la subvention de la fourniture de fourrage afin de prévenir les abattages systématiques des troupeaux et préserver au maximum d'animaux vivants pour l'après-sécheresse.

Les perspectives pour la laine, autre grand produit d'exportation, sont également médiocres pour la prochaine saison, qui devrait donner lieu à une production très inférieure à celle de l'année en cours (709 000 tonnes), estiment les observateurs. Les exportations agricoles ont représenté l'année dernière 41 % (soit 18,4 milliards de dollars américains) du total de la valeur des exportations australiennes.

ÉTATS-UNIS

Les recettes des douanes américaines au titre des droits d'importation, taxes, amendes, etc., se sont élevées à 5,98 milliards de dollars au cours de l'année budgétaire terminée le 30 septembre dernier, soit 8,5 % de plus qu'au cours de l'année précédente. Le département du Trésor a précisé que les douanes américaines ont ainsi « rapporté » 18 dollars pour chaque dollar dépensé pour leur fonctionnement. (A.F.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
\$E.-U.	6,8880	6,8910	+ 170	+ 210
£	5,5570	5,5600	+ 30	+ 75
Yen (100)	2,7785	2,7810	+ 145	+ 145
DM	2,2265	2,2290	+ 130	+ 165
Fr.	2,5465	2,5465	+ 125	+ 160
F.R. (100)	14,3330	14,3320	- 70	- 70
F.S.	3,3085	3,3035	+ 235	+ 275
L. (1 000)	4,8850	4,8885	- 400	- 390
£	11,2860	11,2975	+ 210	+ 295

TAUX DES EURO-MONNAIES

SE-UL	8	7/8	9	3/8	9	3/16	9	9/16	8	7/16	9	13/16	9	7/8	10	1/8
DM	8	6/8	9	6/8	9	5/16	9	11/16	8	5/16	9	11/16	9	3/8	10	3/8
Florin	8	5/4	6	3/4	12	3/4	12	3/8	8	5/4	9	11/16	9	6/8	10	3/8
F.S.	12	3/8	12	1/2	13	3/8	13	3/4	3	7/16	3	13/16	3	3/4	4	1/4
L (1000)	17	1/2	19	1/2	19	3/4	22	22	3	21/4	22	3/4	3	1	22	1/4
£	9	7/8	18	5/8	18	5/8	18	5/8	9	7/8	18	5/8	9	9/16	10	3/16
F. francopie	14		15	1/4	16	3/4	17	17	17	5/8	18	5/8	17	9/16	20	3/16

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 4 décembre

Légère hausse
Indifférent à la pause observée mercredi soir à Wall Street, le marché a poursuivi son avance. Nombreux étaient les gains sur les actions françaises qui ont permis à la cote d'afficher, jeudi, une hausse de 0,6 % environ, portant à plus de 2,4 % la progression de ces titres depuis la dernière liquidation.

Selon les professionnels, les achats de Sicav Monory reprennent de la vigueur et de nombreux gestionnaires s'ouvrent un peu rassurés. Si le rythme des souscriptions nouvelles, pour l'ensemble de l'année 1982, sera sans nul doute inférieur à celui de l'année dernière, les calculs les plus récents traduisent un redressement de la situation.

En baisse, par contre, de 50 % sur les obligations de 1981 au cours des sept premiers mois, ces souscriptions attendues à présent de 60 à 80 % selon les gestionnaires, et une nouvelle progression est attendue en décembre.

Au fil des comparaisons, les grandes vedettes — au moins celles qui restent — sont encore affaiblies et ce sont surtout les titres de second rang qui donnent de la voix.

SCOA et Moulins... à 10 % tandis que SFIM, Jean Lefebvre, Saunier et Gorce, Jacques Borel et Saurat s'adjoint aux alentours de 5 à 6 %.

Général... à 10 %... à l'œuvre, un vif recul (- 8 %). Métallurgique Navale Dunkerque, YIS, Primegac, Géophysique, SAT et Pompey sont également en repli de 3 à 5 % selon les cas.

De cours de l'or international... ramené de 440 à 435,75 dollars l'once, mais, le lingot a progressé à 200 F, 98 050 F. La napoleon, l'ind. cède 9 F, à 636 F.

Le dollar-titre... guère varié, à 8,53/56 F.

NEW-YORK

Léger mieux

La forte demande qui s'est confirmée jeudi sur les valeurs-vendues et les actions à forte capitalisation a permis à l'indice Dow Jones des Industriels de regagner un peu de terrain pour conclure la séance à 1 033,11 points, en hausse de 2,02 points sur la veille.

L.B.M., A.T.T. et Exxon se sont particulièrement distingués avec des volumes d'échanges largement supérieurs au million de titres pour les deux premières. Les transactions ont cependant été un peu plus calmes sur le reste de la cote, si l'on en croit le chiffre d'affaires finalement réalisé (77,6 millions d'actions contre 107,8 millions mercredi).

« Le fait important est que Dow Jones se maintienne au-dessus de la barre des 1 000 points », confie un familier du Big Board, admettant toutefois que les valeurs de plus-values sont un peu plus difficiles à discerner au fil des jours.

Sur un plan général, la baisse concertée des valeurs-vendues, qui s'est produite au cours des dernières vingt-quatre heures en Allemagne fédérale, en Suisse, en Autriche et au Japon, a été notée.

Si l'on admet que l'impulsion à cette décollation générale en Europe vient des données par la Réserve fédérale américaine, on n'en attend pas moins un nouveau « coup de pouce » du Fed en retour pour les prochains semaines et l'essentiel est que cette séquence de sous-orchestre des deux côtés de l'Atlantique... fait-on valoir.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

BOURSE DE PARIS Comptant 2 DECEMBRE

Main table of stock prices for Paris Bourse. Columns include Valeurs, Cours, Différence, and various stock names.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Marché à terme

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

COTE DES CHANGES

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various currencies and their exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various gold and silver prices.

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE TEMPS ET L'ESPACE : « *Le temps est un lieu de subir* », par Roger Sue ; « *Peut-on encore habiter ?* », par Maurice Le Lannou.

ÉTRANGER

DIPLOMATIE

- Signature de la Convention sur le statut des réfugiés.

4. EUROPE

- ITALIE : l'enquête sur l'attentat contre le pape.

6. AMÉRIQUES

- BRÉSIL : M. Reagan dénonce la « *dictature* » protectionniste pour l'économie.

8. PROCHE-ORIENT

- LIBAN : la grève générale de protestation contre le régime d'un seul parti.

6-7. ASIE

- La Chine : le budget 1983 doit permettre un développement équilibré sans inflation.

POLITIQUE

- Les élections parlementaires, 9-10. La préparation des élections municipales : M. Mauroy en campagne.

SOCIÉTÉ

11. L'I.V.G. et ses risques.

- Un village du Vaucluse par l'insécurité.

- JUSTICE : le baron Empain face à ses anciens gendres.

12. ÉDUCATION.

13. ÉCOLOGIE : le quatrième centenaire de l'écologie en France.

LE MONDE
DES LOISIRS
ET DU
TOURISME

- 17 à 19. DOSSIER : le cheval.

18. L'ÉPIQUE.

- 20-21. Carpe diem. Partir. Chasse.

- 22 à 24. Plus tard. Plus tôt. Plus vite. Plus loin. Plus... Jeux.

CULTURE

25. EXPOSITIONS : le bouddhisme XII-XIX.

30. COMMUNICATION.

- SPORTS.

ÉQUIPEMENT

32. A la recherche de la commission d'enquête sur les maisons de retraite.

ÉCONOMIE

- CONJONCTURE : le prix des matières premières en octobre, + 0,5 %.

33. SOCIAL : les salaires des immigrés (II), par Jean Benoit.

36. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION

- INFORMATIONS : « *SERVICES* » (16).

- Documentation : « *Journal* » (16) ; « *Loto* » ; « *Météorologie* ».

- Annuaire des programmes (31-32) ; « *Carnet* » (16) ; « *Programmes des spectacles* » (16 à 28) ; « *Marchés financiers* » (37).

CADEAUX
EN
TISSUS

- Etamines et soies

- Châles et panneaux

- Métrages "couture"

- Carrés et foulards

- Tissus extraordinaires

- Métrages "décoration"

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

AU CENTRE MÉDICAL DE SALT-LAKE-CITY

Le cœur artificiel greffé sur un Américain
fonctionnait normalement

vingt-quatre heures après l'intervention

Le cœur artificiel greffé le 11 décembre sur M. Barney B. Clark, à Salt-Lake-City (Utah), fonctionnait normalement vingt-quatre heures après l'intervention. L'équipe de chirurgiens et de cardiologues du Centre médical de l'Utah, dirigée par le Dr William C. Vries, a pu ainsi surmonter plusieurs difficultés. La date de l'intervention avait dû être avancée à cause de l'état de santé critique du patient. Un des éléments défilant du cœur artificiel a dû être remplacé au cours de l'intervention. Celle-ci a, de plus, été compliquée par l'apparition d'un infarctus pulmonaire par les soins de l'organisme de M. Clark d'un traitement prolongé aux corticoïdes.

M. Clark a repris conscience quelques heures après l'opération. Il a ouvert les yeux, indiqué d'un mouvement qu'il ne souffrait pas, avant d'être endormi par des doses massives de morphine.

Tous les paramètres enregistrés vendredi matin étaient normaux. Les membres de l'équipe chirurgicale demeuraient néanmoins inquiets, la machine dans une période considérée comme critique. Les risques majeurs sont d'un dysfonctionnement de la pompe ou d'une éventuelle complication infectieuse.

M. Clark a pu bien, M. Clark pourrait quitter le Centre médical de Salt-Lake-City dans deux à trois semaines. Il serait alors transféré dans une maison spécialement aménagée. Commencerait alors, pour lui, une nouvelle existence particulièrement pénible. Sa vie serait, en effet, au Centre médical de Salt-Lake-City, au Centre national de la recherche scientifique (C.R.N.S.) (hôpital Broussais, Paris), un coût pourrait, lorsque la méthode sera développée, être ramené à une somme comprise entre 25 000 et 30 000 francs. M. Clark, deux à trois cents personnes pourraient, chaque année en France, justifier la pose d'un cœur artificiel. Il reste, cependant, à améliorer considérablement le prototype actuel qui ne constitue pas, lui-même, un véritable outil thérapeutique. En France, les difficultés de financement limitent actuellement les possibilités de recherche des deux équipes qui, à Paris et à Marseille, sont spécialisées dans ce domaine.

Pour le professeur Carpentier, compte tenu du stade actuel de développement des machines à contacts établis avec des industriels, il serait indispensable que l'Etat continue à assurer le financement total des recherches pour que le modèle français de cœur artificiel soit à l'avenir compétitif.

JEAN-YVES NAU.

20 000 dollars

Le fils de M. Clark a déclaré qu'il ne pensait pas que son père croyait à la réussite de l'opération. « Son intention, a-t-il dit, était d'apporter sa contribution à l'histoire de la médecine. Les chirurgiens restent prudents sur les chances de succès ».

LE CONFLIT DE RADIO-FRANCE

L'apaisement ?

L'intersyndicale de Radio-France a décidé, jeudi 2 décembre, de retirer le préavis de grève qu'elle avait déposé pour ce vendredi 3 décembre. Cette résolution a été votée par une assemblée générale du personnel après que la direction ait accepté de négocier sur les principales revendications. (Voir nos dernières éditions datées 3 décembre.)

Pour la première fois, nous avons trouvé le marteau pour frapper sur le bon clou. Nous n'avons encore rien obtenu mais le climat a changé. Les recommandations de la grève, les risques de perdre les bénéfices de l'opération. Il faut maintenant d'autres moyens d'action. Cette intervention venue de la radio, très applaudie par elle, résume l'état d'esprit de l'assemblée générale qui a décidé de suspendre la grève d'ordre. Une décision votée à l'unanimité, une semaine auparavant, le personnel de Radio-France s'était engagé dans une action « dure ». Personne ne s'y est trompé — ni la direction ni les pouvoirs publics — le mot d'ordre à grève lancé par l'intersyndicale a trouvé le 11 novembre une large audience, au-delà des simples militants syndicaux. Et cette énième « piratage », qui a soulevé de polémiques, s'est imposé à la radio malgré les scrupules de chacun, c'est que la volonté de se battre est plus forte que les attaches à une certaine conception du service public. Lorsque la direction a pris la responsabilité de couper l'antenne, les grévistes ont décidé de ne pas couper la publicité mais de la laisser toucher le public.

Pourquoi aujourd'hui les grévistes relâchent-ils la pression, de l'aveu même de l'intersyndicale, n'ont obtenu qu'une promesse de négociations ? Probablement parce que tout le monde a conscience, ici, que la grève des ondes est une arme à double tranchant, que cela leur fait, mais surtout que, au-delà des revendications catégorielles, le conflit de Radio-France repose sur une inquiétude plus générale : la perte d'audience. Les professionnels de la radio ont l'impression que la loi sur la communication audiovisuelle, taillée à grande échelle pour les nouvelles technologies, va leur aller à l'encontre, les laissant, eux, quelque peu à l'arrière, oubliés, sans mission. La succession rapide des directeurs (neuf en six ans à France-Inter), les responsables de l'information, les valse des conseillers techniques, des chargés de mission, s'est ajoutée à la perte d'audience. France-Inter a vu porter à 100 000 le nombre de décrochages.

Après le 25 novembre, M. Jean-Noël Jeanneney, le P.D.G. de la chaîne, a multiplié les efforts de négociations sur tous les terrains, et le personnel de Radio-France a l'impression que, pour la première fois, il entend du personnel de la direction qui consulte sur l'avenir de la radio. Cela a permis d'apaiser les esprits et de donner au nouveau président un capital de confiance. Il peut profiter. Mais rien n'est tranché, la malaise reste profonde. Au moins pas, le conflit peut reprendre.

J.-F. L.

TRECA Venez essayer le CAD

CAD, le sommier à télécommande électronique ne demande aucun effort pour se réajuster.

du ensemble séparément

111 Av. de la République - 93111 - Paris

CAPELOU DISTRIBUTEUR

Tél. 357.46.35

CONTROVERSE A PROPOS

D'UNE DÉCLARATION
DE M. EDMOND MAIRE
AU « FINANCIAL TIMES »

Un article (très élogieux) de M. Edmond Maire dans le *Financial Times* du 2 décembre provoque une controverse dans le quotidien britannique et la C.F.D.T. Le *Financial Times*, M. Maire a déclaré, a reçu : « La baisse des salaires est la seule position sérieuse possible si l'on veut garder une industrie compétitive. » M. Maire, un ancien journaliste, est maintenant au service de presse de la C.F.D.T., un propos, qui risque de provoquer une réaction de la centrale, ne correspond absolument pas à ce que le secrétaire général a déclaré au *Financial Times*.

« Edmond Maire et la C.F.D.T. », ajoute le communiqué, « considèrent comme nécessaire — en cas de réduction de la durée du travail — le maintien du pouvoir d'achat jusqu'à deux fois le SMIC revendiqué, mais ils ont l'occasion, à plusieurs reprises, d'affirmer que la baisse de la consommation globale n'est pas une solution, qu'il fallait maintenir celle-ci à un niveau conduisant à une répartition différente conduisant à privilégier les plus basses rémunérations. »

LE CONFLIT DES « DÉPÊCHES » A DIJON

Les pertes de M. Lignel

De notre correspondant régional

Lyon. — Dans la nuit de mercredi 30 novembre au jeudi 1^{er} décembre, un commando a intercepté un camion de livraison des *Dépêches* à Dijon à la hauteur de l'usine de la R.N. 6, au nord de Lyon. Les *Dépêches* du quotidien n'ont pas été détruits mais emportés par le commando. « Pour obtenir les adresses des abonnés » (pour le *Bourgeois républicain* ?) (le *Monde* du 27 novembre), la direction du Progrès dans une nouvelle note d'information adressée au centre d'impression de Chassieu. Le préjudice de cette dernière opération est estimé à 35 000 F.

La nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre, en effet, la carte de l'information de son personnel à propos des incidents les plus fréquents qui ont touché la distribution des éditions du groupe, notamment des *Dépêches* de Dijon. Deux notes récentes, datées 11 puis 22 novembre, informent « tout le personnel » de la direction du commando, de la présence de « *agresseurs* » contre les camionnettes de livraison. Au cours de l'une d'elles, on a « *obligé le chauffeur* », « *menacé d'une arme blanche* », « *conduit son véhicule dans un chemin* », peut-on lire.

La direction du Progrès évaluait déjà à 104 000 F le coût de la première livraison et à 24 300 celui de la deuxième. Au total, depuis le début des « *exactions* », les pertes du Progrès sont, de même source, estimées à plus de 3 millions de francs. Une vingtaine de plaintes ont été déposées. Des procédures de flagrant délit sont en attente dans les parquets concernés.

Toutes ces actions peuvent être situées dans le contexte du conflit qui oppose M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. du Progrès et propriétaire des *Dépêches*, au syndicat du Livre C.G.T. depuis l'abandon, le 19 août dernier, de l'impression des *Dépêches* à Dijon. En guise de riposte, les *Dépêches* de l'imprimerie, hostiles au transfert, occupent les locaux

PRÈS DE CHAMBÉRY

L'un des occupants d'une entreprise
est défenestré par des non-grévistes

De notre correspondant

Une centaine de non-grévistes de l'usine Caporal (Savoie), qui n'acceptaient pas l'occupation des locaux commencée le 29 novembre par une partie des salariés, ont pris d'assaut l'entreprise le jeudi 2 décembre, en début de matinée. Les assaillants, armés de pierres, de pioches et de barres de fer, ont expulsé les grévistes. Douze de ces derniers ont été blessés et l'un d'eux fut défenestré. Il se trouvait toujours vendredi matin dans un état grave à l'hôpital de Chambéry.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont protesté après cette opération. Les grévistes ont pris position depuis mercredi aux abords de l'entreprise à la suite d'une décision judiciaire. Le syndicat Caporal (Savoie) qui travaille dans les nombreux chantiers de montagne, avait été en règlement judiciaire en octobre, afin, entre la direction, de permettre l'apport d'un nouveau partenaire. Mais depuis cette date, cent vingt salariés ont été licenciés par le syndicat. A l'appel de la C.G.T. et de

la C.F.D.T., une manifestation a été organisée vendredi après-midi dans les rues de Chambéry, nous signale notre correspondant.

DUCELLIER : un médiateur

Quatre des cinq Ducelet (équipement électrique automobile), implantés dans le Puy-de-Dôme et la Haute-Loire, et qui emploient près de cinq mille personnes, étaient occupés jusqu'à vendredi matin 3 décembre par plusieurs centaines d'ouvriers, à Verneuil, Sainte-Florine, Brasseles-Mines, Issoire, dans le cadre d'une grève lancée le 24 novembre par la C.F.D.T., majoritairement par la C.F.D.T. La C.G.T. demande une revalorisation des salaires pesant par l'instauration d'une échelle mobile. Le médiateur a nommé un médiateur en la personne de M. Roger Salmon, inspecteur général du ministère, et la C.G.T. a demandé l'évacuation des ateliers.

Reprise du travail, jeudi 2 décembre, à l'après-midi à l'usine La Chiers à Verneuil-Molain (Ardennes), où l'intersyndicale était intervenue auprès du syndicat pour demander le départ des forces de l'ordre. Reprise également à l'usine Éclair-Pretil du Petit-Quevilly, dans la banlieue de Rouen, où l'intersyndicale générale des industries du textile a obtenu le retour du personnel — y compris les licenciés — à leur poste de travail.

Normaliens mécontents. — Deux mille élèves de l'école normale d'instituteurs et institutrices de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) ont bloqué, vendredi matin 3 décembre, la R.N. 13 à la sortie de Saint-Germain, en direction de Paris. Depuis trois jours, les occupants des locaux de l'école pour protester contre la nouvelle réglementation du versement des indemnités de résidence ou de logement des élèves-maîtres. L'école dispose de treize chambres pour quatre cents élèves. Pour les trois cent soixante-dix qui doivent être « *externés* », la suppression de l'une des autres indemnités, selon qu'ils sont célibataires ou vivent en couple, ampute le traitement de 700 à 945 F.

Un contrat de plus
de 2 milliards de francs
en Algérie pour Francorail

Les chemins de fer algériens ont informé le groupement économique Francorail de leur intention d'acquiescer quatre millions de voyageurs en acier inoxydable et lui confier la réalisation d'extension de transformation de ses matériels. Les voitures seront livrées par la Carrel et Fouché, qui possède des usines à Mans (Sarthe) et à Gailly (Eure).

Le montant total du contrat atteint 2,5 milliards de francs, la part algérienne des travaux s'élevant à environ 400 millions de francs. Comme conclusion à ce contrat, le 1^{er} décembre l'Assemblée nationale, M. Charles Fiterman, ministre des transports, a expliqué qu'il représentait 4 millions d'heures de travail et 7,5 millions en comptant les emplois induits.

14^e SALON
des
ANTIQUAIRES
NOVEMBRE 6 DÉCEMBRE 1982
pavillon spodex
PLACE DE LA **BASTILLE**
de 11 h à 20 h
mardi et jeudi jusqu'à 23 h
samedi et dimanche
de 10 h à 20 h

PRESS/BOOK
BRITONS AND AMERICANS
how they are living with it

de perfectionnement
anglais et américain
usuel/spécialisé - niveau
BTS, I.E.A., grandes écoles,
etc.). 35 leçons de presse
GB/US avec notes d'étude,
exercices d'application, traduction
+ 1 cassette audio-active.
« *News* » et exercices.
La méthode complète : 153 F.
Doc. gratuite à ADEME, inf. 12,
Plessis-Cocharmoy, 71160 PROVINS.

PIANO: LE BON CHOIX

• Location à partir de 220 F par mois.
• Vente à partir de 270,60 F par mois.
(Crédit souple et personnalisé).
• Le plus vaste choix : 25 marques,
plus de 200 modèles exposés.

Reconnu par le Conservatoire National Supérieur de Musique
et du Théâtre de l'Opéra.

hamm
La passion de la musique.

Service après-vente garanti.

135-139 de Rennes, Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

BAUME & MERCIER
GENÈVE 1830

Modèle déposé

J. BERNARD
JOAILLIERS
Grande Rue de la République St-Honoré
PARIS 8^e 4377

CASSE-CROUTE A SANDOUILLE

Ni officiels ni clandestins, des « conseils d'atelier » se réunissent aux heures de pause. Leurs propositions sont reçues avec intérêt... et prudence. (Lire page IV.)

DES ORDINATEURS « VIVANTS » ?

Transistors à protéines, microprocesseurs biologiques, infiniment petits et ultra-rapides vont-ils bientôt bouleverser la vie quotidienne ? (Lire page VII.)

LE PASTEUR ET LES PACIFISTES

L'Allemand Helmut Gollwitzer, militant de la paix, a longtemps prêché dans le désert. (Lire page IX.)

Le Monde

D I M A N C H E

Coopératives agricoles : les servantes maîtresses

Elles ont maintenu le revenu des paysans et les ont fait entrer dans l'économie moderne, mais elles ont accru leur dépendance, sans réduire leur insécurité.

L'ECONOMIE sociale est la mode. Coopératives ouvrières de production, associations, le tout pour le bien. Parfois plus dans la réalité que dans la théorie. Mais la branche d'activité la plus remarquable fait peu parler d'elle : la coopération agricole. Elle forme pourtant le quart environ de l'industrie agro-alimentaire française. Au total, plus de quatre mille coopératives, dont plus de 150 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1981.

Ce succès n'est pas étranger au peu d'intérêt porté à la coopération agricole. La coopération agricole ? On n'en parle que ce que c'est : un groupe de notables beaucerons, installés au pied de la colline en attendant le bon moment pour vendre leurs céréales. Pas vraiment un lieu de rendez-vous pour innovateurs sociaux. Pas de quoi justifier un numéro d'Autrement. « Ne vous fiez pas aux apparences », rétorque Hugues Sibille, spécialiste de l'économie sociale, la coopération agricole, c'est d'abord l'effort du monde paysan pour prendre en main ses conditions d'existence, en contrôlant l'approvisionnement et en transformant la production (1).

On n'aurait jamais pu s'en sortir rien qu'avec la terre : pour Noëlle Izard, qui exploite son mari 70 hectares de mauvaise terre, à 10 kilomètres au sud de Castelnaudary, la CAL (Coopérative agricole lauragaise), c'est un peu la providence. « Ça nous a permis de demeurer sur l'exploitation, voilà tout. »

À la fin du siècle dernier, un groupe d'agriculteurs du Lauragais fondait un premier syndicat-boutique, comme on disait à l'époque, pour acheter directement les engrais à l'industrie et se soustraire au racket des négociants. Aujourd'hui, la CAL est devenue une puissante coopérative polyvalente qui rassemble près de dix mille adhérents dans l'Aude et la Haute-Garonne, un des leaders de l'aile marchande de la coopération agricole.

Derrière la ferme des Izard, deux longs hangars sont flanqués chacun d'un silo métallique à l'enseigne de la CAL : ici, on élève des dindons et de poulets (2). On est une association. La CAL nous donne les poussins, l'aliment, nous, on a notre charge la litière, le gaz, la lumière, le bâtiment, l'eau. Quand on livre les animaux, le technicien vient, fait les

comptes et nous dit combien on a gagné par animal.

Les d'ailleurs CAL plusieurs mois dans une semi-obscure, quelques milliers de dindons partent de la ferme pour être aussitôt abattus, préparés, emballés par la coopérative. Evidemment, il a fallu s'entraîner pour construire et équiper les bâtiments. Et maintenant, il faut rembourser, avec les prix du gaz et des aliments qui grimpent. « Aujourd'hui, on est tranquille, la situation se va bien », reconnaît Noëlle Izard, pourvu que ça continue. Mais il faut travailler. Ces bâtiments, s'y passe les huit jours de ma vie. On a un peu l'usine. Mais ça tourne, ça l'argent rentre.

Jean-Pierre Bonhoure possède avec son frère une exploitation de taille moyenne dans la vallée. Militant syndicaliste chez les « jeunes » du C.D.J.A. (3), coopérateur actif, il a trente ans, de l'ambition, du courage. « Quand nous avons repris l'exploitation, il y a sept ans, mon père faisait 100 tonnes de céréales, moi je n'en faisais que 50. Pour vivre convenablement, on a développé des cultures porte-graines et, depuis trois ans, on se lance, avec l'aide des techniciens de la CAL, dans la culture de légumineuses de plein champ. On ne connaît pas trop d'erreurs, si bien que le revenu, effectivement, progresse. À quel prix ? Aujourd'hui, on travaille de janvier à décembre, il n'y a pas de coupure comme avec les céréales. Mais si ça n'avait pas bougé, l'exploitation n'aurait pu faire vivre ma mère, mon frère et moi-même. »

S'adapter ou disparaître

« Notre projet n'a pas changé », affirme Louis Thomas, membre du bureau du conseil d'administration de la coopérative, défendre les intérêts des agriculteurs en améliorant au mieux leur production en fonction des contraintes générales de l'économie. Mais, depuis la loi d'orientation agricole de 1962, la France s'est engagée dans une transformation radicale de son agriculture. On connaît la suite : exode rural, intensification de la production, industrialisation des techniques. Il fallait s'adapter ou disparaître.

Dans le Lauragais, la taille des exploitations, la richesse des sols, ne permettaient pas d'abandonner la grande culture du blé. B parisien. Concentrer la terre ? La région n'était que peu touchée par le développement industriel : quitter l'agri-

culture, c'était le coup sûr l'exode.

La coopérative a donc introduit de nouvelles productions intensives qui, à surfaces égales, permettent de doubler le revenu agricole. Mais il faut aussi travailler plus et transformer les techniques de production. Semences, engrais, produits phytosanitaires, équipements divers : désormais, la production agricole suppose d'investir des sommes considérables à chaque cycle de culture sans que l'investissement du matériel inhérent au travail de la terre ne disparaisse pour autant.

Les agriculteurs sont coincés, entre un monde d'une

caisse régionale du crédit agricole. L'association leur donne les inconvénients du salariat mais aussi des avantages : la dépendance à la sécurité. Nous les poussés à s'endetter pour s'équiper, et, maintenant, ils assistent, impuissants, à la montée des coûts et à la stagnation de leurs revenus.

L'agriculteur associé connaît la situation des tisserands progressivement ruinés, les débuts du capitalisme, par le marchand qui contrôlait la fourniture des matières premières et l'écoulement de la production. Les tisserands se sont retrouvés à l'usine. Le paysan. Il n'y a

pas de plus chauds partisans de l'exploitation familiale que les grosses coopératives et les industriels, analyse un syndicaliste agricole. On les comprend. Le même agriculteur, une fois salarié, ne travaillerait plus que trente-neuf heures au lieu de soixante heures, prendrait des vacances, des congés de maladie... Mais, aujourd'hui, si les bêtes crèvent, c'est pour lui, il a son compte, après tout.

En cas de faillite, c'est l'agriculteur qui paye les pots cassés. Sans discuter : dans un monde rural marqué par la religion du travail et de l'effort, l'échec, c'est toujours la faute de

l'exploitant. Certains rembourseront avec peine parce qu'ils travaillent mal, voilà la vérité, accuse un éleveur. Mais l'accusation, parfois justifiée, n'est pas généralisable.

Les coopératives vulgarisent des techniques de production qu'elles n'élaborent pas, analyse Hugues Sibille. Dans le grand mouvement moderniste et productiviste de l'après-guerre, elles n'ont rien remis en cause, ni même seulement tenté de réfléchir à des alternatives possibles. On peut regretter qu'elles n'aient pas encore pris conscience de leurs responsabilités dans le développement agricole. C'est que la CAL profite de l'évolution technique : les fournitures aux agriculteurs s'accroissent, les productions commercialisées progressent, tout le chiffre d'affaires de la coopérative.

C'est le groupe entier qui décide

La CAL serait donc devenue un industriel comme un autre ? L'accusation soulève l'indignation d'Eloi Mario, ancien aide familial, devenu responsable des relations avec les sociétaires : « Un capitaliste peut décider de retirer ses billes du jour au lendemain. Pas nous. S'il y a un incident de parcours, des changements à apporter, c'est le groupe entier qui décide. »

Même de cloche auprès de Bernard Devic, chef du département des produits avicoles. Bernard Devic a été cédé à la CAL dont il déplore trop souvent l'absence chez les cadres des coopératives, jugés trop tournés vers la production. A travers lui, la CAL contrôle la filière volaille. Les poulets sont tout emballés de l'abattoir construit sur des 10 hectares qu'occupe la CAL sur la petite zone industrielle de Castelnaudary. Le prix déjà mentionné sur l'étiquette, les hypermarchés de la région toulousaine n'ont plus qu'à mettre leur rayon.

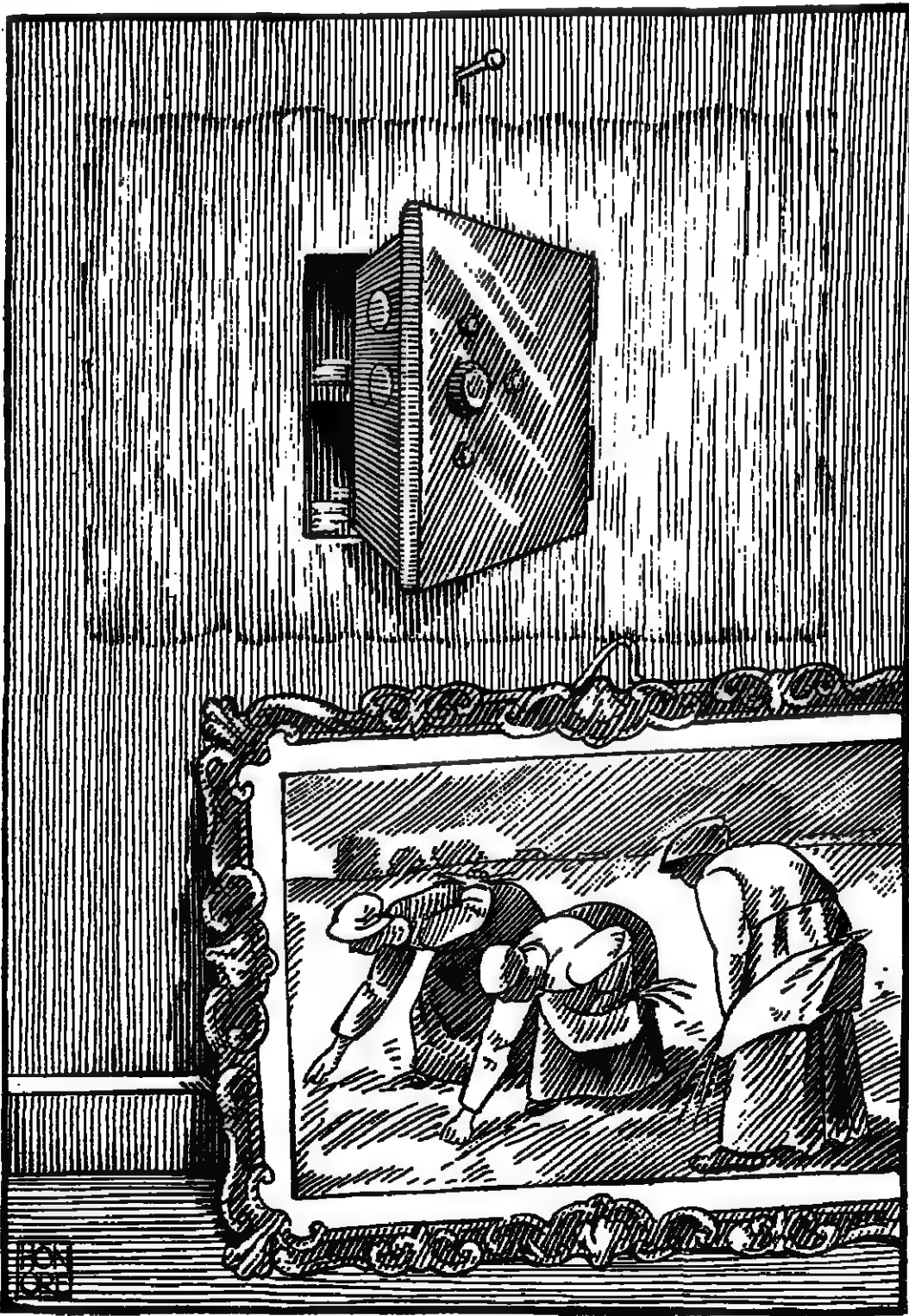
Bernard Devic est un industriel, ses contraintes : coûts de production, autofinancement. Mais lui aussi affirme sa foi coopérative : tenir les prix, vendre avec efficacité, c'est assurer des débouchés à la production. Noëlle Izard, défendre les revenus des producteurs.

PHILIPPE FRÉMEAUX.
(Lire la suite page V.)

(1) Hugues Sibille vient de publier une analyse de la coopération agricole à partir de l'exemple de la C.N.A. : Des paysans se lèvent à l'Ouest, éditions Syros, collection « Ten ». Voir le Monde du 8 septembre 1982.

(2) On appelle hors sol, les élevages où les animaux, confinés en permanence dans un bâtiment, sont nourris exclusivement d'aliments industriels.

(3) Centre départemental Jeunes Agriculteurs.



HONORÉ

AUJOURD'HUI

Copies conformes

Aux États-Unis, simili-Reagan et sosies de Robert Redford envahissent les spots publicitaires et même les réunions publiques. Le jeu gagne lentement la France.

C'EST le partage d'un paquet de cigarettes mentholées qui est à l'origine de l'accord de Camp David, du moins si l'on en croit la publicité où l'on voit Anouar-Sadate, Menahem Begin et Jimmy Carter se pencher sur le nom de leur présélection commune pour la même marque. Pendant ce temps, Napoléon déguisé en verre de brandy et l'on voit l'ingénieur, n'est-ce pas, de l'écoulement. Il n'a pas pu être pas perdu à Waterloo. De son côté, Gerald Ford anime un club local de tennis, aux côtés de Candice Bergen et de Raquel Welch, tandis que Jésus-Christ préside la diète annuelle d'une ligne aplocoïque.

L'utilisation de sosies semble en passe de devenir aux États-Unis, sinon un phénomène de société, du moins une véritable industrie. La nation qui est passée maîtresse dans l'exploitation du « star system » aujourd'hui inventé les moyens d'en récupérer jusqu'aux plus infimes retombées.

La diversité de la copie conforme est si grande en Californie qu'il y a six ans, de l'imitation d'un ancien acteur qui possédait un nez en bois, à l'imitation d'un scientifique économique.

Les professionnels de la publicité lui accordent alors six mois pour déposer son bilan. Aujourd'hui, si Ron Smith, Celebrity Look, double son client d'imitation, les six ans — tout en devenant très vagues — quant à l'importance de son travail — et surtout en lui faisant passer la télévision, les journaux, les plus diverses, réalisateurs de films, magazines, et surtout, la publicité. L'entreprise a été créée à Los Angeles, en 1964, au Japon, au Canada, en Amérique du Sud... Jusqu'à la France où elle s'est installée par le phénomène du simili-star.

Il est vrai que le catalogue proposé par Ron Smith est plus qu'un simple répertoire de nouveaux visages. Who, où l'on

découvre cette frange du gotha mondial qui a acquis le privilège d'être copiée. « L'imitation est la forme la plus achevée de la flatterie », dit Ron Smith, qui ajoute : « Ces grands noms tournent — ont fait tourner — le monde. Je ne fais qu'offrir au public leur plus parfait succédané ».

Seulement possède un stock de personnalités étrangères : Winston Churchill au pape Jean-Paul II, au président par Richard Wagner, Mona Lisa et l'ayatollah Khomeiny. La France y est représentée par ses valeurs sûres, général de Gaulle en tête, suivi de Maurice Chevalier et de Brigitte Bardot. Mais c'est naturellement la mythologie américaine qui se taille la plus large part : Garçonnette Superwoman, Frank Sinatra ou Robert Redford, Walt Disney ou Bo Derek. Si Ron Smith n'est pas encore vainement un Alain Delon acceptable, il possède déjà cinq Ronald Reagan et huit Lady Di.

Par simple hasard génétique

Loin d'être rebués par le caractère quelque peu dérisoire de cette entreprise avec une célébrité due à un simple hasard génétique, les candidats sosies se bousculent et se disputent leur place pour force course de dictée ou leçon de chant. Tous ont conservé leur profession antérieure, bien que leur activité de doublure à temps partiel soit devenue lucrative : ils peuvent gagner 10 000 à 150 000 francs par an, sous forme payée, sans, à la fin, l'obligation de leur leur « original ».

Quant aux entreprises clientes, elles voient là le moyen de faire passer leurs produits un peu de la magie qui surpasse les célébrités. « Elles récupèrent un publicitaire, je mais prétendre obtenir le succès du personnage. Le public n'est pas dupe, il sait qu'il s'agit d'un sosie. Mais l'effet de sur-



JAN

prise, l'amusement nous créons, nous produisons, nous vendons des produits, nous sommes des hamburgers ».

L'opération présente l'avantage d'être réaliste : l'imitation fraie, puisqu'un sosie est facturé à 10 000 francs du jour où la copie est utilisée. En fonction de la demande : la location d'un simili-Reagan coûte aujourd'hui 100 000 francs et 150 000 francs.

Passe à l'acte jusqu'où les jeux de miroirs peuvent aller, le sosie parfait l'illusion, le sosie parfait, pour renouveler l'indispensable effet de surprise, d'être imité vers l'acte. Quand la doublure de Burg-Lancaster inaugure un nouveau restaurant ou quand une copie de Henry Kissinger dépose d'un chèque impérial la banque, les citoyens chassés de leur vedette représentée n'est pas impliquée au même degré.

Certes, Ron Smith se dit « mouler » par ses sosies. Il dit : « Je suis très fier de mes prestations et en fait lui-même les imite par son caractère : « Je m'impose de ne jamais nuire à l'original ou aux convictions profondes des personnes imitées. Je refuse toute publicité qui ne soit pas digne de leur goût. J'exige que l'on indique clairement qu'il s'agit d'un sosie ».

Mais, outre cette dernière obligation à pu parfois être « oubliée » par le client annonceur, il y a le système de sous-vêtements qui a dû interrompre, il y a quelques années, une publicité présentant, sans l'autorisation du véritable, de faux Johnny Hallyday en robe dans un couloir d'hôtel, avec la mention : « Méfiez-vous des imitations ».

Résultat, l'utilisation des doublures dans France dans un registre remarquablement prudent : on cultive la suggestion plus que l'affirmation d'une ressemblance (par exemple, dans un spot montrant une personnalité chinoise commandant 100 millions de points-feuilles, on sur-

crations publicitaires. Non le cadre législatif n'est, en lui-même, plus contraignant : les États-Unis possèdent une loi sur le droit de l'article 9 du Code civil, qui défend l'atteinte à la vie privée, ainsi qu'à l'article 1382, qui prévoit une réparation en cas de préjudice moral ou financier causé aux individus. Il n'y a pas de système juridique qui s'est développé autour de ces deux aspects inférieurs plus couple outre-Atlantique, en harmonie avec une société depuis longtemps habituée à l'omniprésence des médias.

En sous-vêtements, dans un couloir d'hôtel

En France, sans parler des hommes politiques, les chanteurs demeurent très vigilants vis-à-vis de leur image, qu'ils ne prêtent eux-mêmes qu'avec réticence aux publicitaires. Tenant à ne pas en perdre l'individualité au profit d'un sosie, les vedettes jusqu'à présent n'ont pas tous les textes à leur disposition pour opposer leur veto aux publicitaires qui tentent l'aventure. On se souvient ainsi d'une marque de sous-vêtements qui a dû interrompre, il y a quelques années, une publicité présentant, sans l'autorisation du véritable, de faux Johnny Hallyday en robe dans un couloir d'hôtel, avec la mention : « Méfiez-vous des imitations ».

Résultat, l'utilisation des doublures dans France dans un registre remarquablement prudent : on cultive la suggestion plus que l'affirmation d'une ressemblance (par exemple, dans un spot montrant une personnalité chinoise commandant 100 millions de points-feuilles, on sur-

Très récemment, une marque de rhum a présenté un Ronald

Reagan et une reine Elizabeth trinquant au punch : la première exploitation réellement provocatrice du « sosie-système » en France. La campagne a suscité un très large débat au sein des professionnels du public. L'opération avait été soigneusement préparée : « Nous nous sommes entourés de tous les conseils juridiques et publicitaires possibles, notamment Bernard Magrez, responsable de la société concernée. On nous a successivement conseillé Léo-Lacoste Brejnev — trop risqué politiquement en tant que événement de Pologne — de même que Fidel Castro, — un sosie travestit pas un mythe en argument publicitaire — et Margaret Thatcher — dont les traits sont mal connus ».

Au-delà du succès ponctuel recueilli par ce pionnier, il est à apprécier l'avenir de ce type de publicité en France. Le Bureau de régulation de la publicité (B.V.P.) s'est récemment préoccupé de l'ampleur que prend le phénomène et marquant l'intention de préciser aux professionnels la norme juridique et déontologique à ne pas dépasser en matière de recours aux sosies.

Quant à la revue professionnelle Stratégies, elle exprime un certain scepticisme quant à l'efficacité future d'un tel « doping publicitaire » : « Une fois l'effet de surprise passé, les consommateurs ne peuvent se prolonger, même si le sosie est très bon. On peut imaginer que certains Guignol, par exemple, reviennent dans quelques mois nous offrir d'autres grimaces, mais risquent-ils de nous intéresser ? ».

Nombre de publicitaires semblent pourtant aujourd'hui décidés à poursuivre dans cette voie. Ils ont une vingtaine à avoir contacté Ron Smith lors de sa récente venue à Paris, manifestement prêts à faire l'impasse sur le risque juridique qui demeure une inconnue, mais avec les espoirs : après tout, ni Ronald ni Elizabeth n'ont encore adressé une protestation officielle aux industriels du rhum de France.

BÉATRICE D'ERCEVILLE.

CRONIQUE

Sécurité

Il nuit. Le silence règne sur les grands boulevards où chacun dort à sa place. Il l'abri des voitures. Soudain, des sifflements de pneus sur la chaussée lustrée par la pluie. Puis, des coups de frein précipités et on est dans la nuit pesante.

Aucun n'est permis : on bat au pied des immeubles, sur le parking du marché tout proche. Les aboiements claquent, sinistres et rageurs.

Au huitième étage du bloc 11, la lumière s'allume, rapidement suivie d'une autre. Quelques minutes plus tard une bonne partie du quartier est à l'écoute, épiant le silence qui se joue à quelques mètres plus bas.

Derrière les portes, on devine l'inquiétude. On imagine avec peine les commentaires, les questions, les jugements de ces dormeurs que la peur, autant que la curiosité, a jetés du lit à quelques heures du matin.

« Regarde, un sosie d'un berger allemand. » « C'est la police : il y a une voiture avec un gyrophare. » « Ça va, ça va, la main sur une lampe de poche, les regards se tournent vers la nuit pesante. »

En fait, il n'y a rien de vraiment inquiétant. Personne n'est en danger d'échapper aux policiers.

Le silence retombe. Les chiens se taisent, les immeubles retrouvent le sommeil, les lumières s'éteignent. Les locataires du bloc 11 sont rassurés. Ceux du bloc 12 aussi, ils se rassurent. Mais la preuve : on ne dort plus sur leur tranquillité, sur leur silence.

Seule son trois-pièces S... reste sur le qui-vive. Il attend le retour de son fils. Il avait promis de rentrer à une heure.

MARC CAPELLE.

La halte de Collioure

Il y a des monts de Collioure au pied de cette mer méditerranéenne qui, entre le fort Saint-Elme et le fort Miradoux, baigne le port coloré de Collioure. L'hiver mérite-t-il son nom ? En soi, la ville est belle, les rues, les places, on profite sans arrière-pensée d'un soleil qui, pour être moins triomphant, n'en caresse pas plus agréablement l'épiderme.

Le chemin du môle, un poème d'Antonio Machado aux doigts, je tapine un vrai catalan, son métier d'aubergiste oblige à ménager la cuisine comme l'indigène.

« Je vous vois venir, me dit-il, ces vers sur l'invasion étrangère ! Tout a quand même changé depuis... depuis... Au fait, il y a quand, il y a des poèmes de Machado ? »

Les vers en question ont été composés en 1938, quel-ques mois avant que, exténué, malade, poussé hors de son pays par Franco victorieux, le poète espagnol ne vint mourir à Collioure, l'hôtel Guzman, le 22 février 1939.

Trop jeune pour avoir connu de l'époque, mon ami a la tête quand je lui rappelle certains de nos compatriotes accueillis en réfugiés à l'Espagne républicaine. « Armée du crime », « Armée cosmopolite », étaient deux termes par lesquels les nationalistes français désignaient ceux de la misère, l'humiliation, les larmes et le sang. Ils étaient au long de ce chemin croix dont nous, Français, avions pour nous Figueras, La Jonquera, Le Perthus, Le Boulou, Argelès et Collioure.

La halte de Collioure, la quelle un petit livre de Jacques Les Derniers jours d'Antonio Machado, publié par la Fondation Antonio-Machado, environ cent-cinquante années et précieuses, l'es- de l'imaginer regardant mer violette claqueter môle. En se répétant : « lus à l'ami l'aubergiste :

Quelqu'un a vendu Pierre à foyers Au lourd Teuton, (Famine mûre, Et l'Italien la mer...)

am, réflexion faite, à raison. Serait-il honnête, en effet, sur le même pied l'occupation du par une arme étrangère, fut le cas des alliés Franco, et l'occupation pacifique des touristes résidents temporaires ? Il n'empêche. Sur la du fort Saint-Elme, je me demandais donner le tort jeunes Catalans qui pensent et disent que ni marks ni florins, jamais, ne conféreront le droit de commander ici qui ne pas d'ici... MAURICE CHAVARDÈS.

La Connaissance par la Graphologie et la Psychologie appliquée

Nos cours de psychographie ont été suivis par plus de 10 000 élèves depuis 25 ans.

- Cours de psychographie sur 1 à 3 années, votre choix.
- Cours par correspondance.
- Cours ORAUX (Paris).

L'enseignement CNPG offre une formation complète du niveau de l'enseignant jusqu'au stade du graphologue professionnel : graphologie, morpho-psychologie, caractérisation, psychologie des professeurs, orientation et sélection professionnelle.

- Enseignement diffusé sous contrôle pédagogique de l'Éducation Nationale. Agréé par le Syndicat des Graphologues professionnels.

- Membres de la Fédération Nationale des Graphologues professionnels.

Inscription permanente. Informations documentaires gratuites. Centre National de Psychographie et de Graphologie. CNPG-Service Cours LMD 2, 105, avenue Victor Hugo, 75116 Paris. Tél. : 553-41 50.

Four Ros BOURBO

Four Roses

Kentucky Straight Bourbon Whiskey

6 ans d'âge

Coopératives agricoles : les servantes maîtresses

(Suite de la première page)

Pour cela, il faut acquiescer la dimension qui permet de diminuer le coût des achats et d'assurer le contrôle des débouchés. Concrètement, cela veut dire développer la production des adhérents, investir et s'équiper pour la transformer et la commercialiser. Résultat, la CAL a grandi, jusqu'à devenir un groupe respectable et respecté. L'intérêt des agriculteurs ?

Éléments bureaux, silos ultra-modernes dont la silhouette domine la petite gare de Castelnaudary : c'est vrai, la CAL impose plus que la ferme du Lauragais, où le travail s'est intensifié progressivement. Et d'ailleurs d'affirmer que la CAL prend d'abord sa part, que la CAL étrangle l'agriculteur. L'adhérent de la CAL n'est pas un simple client, nos projets d'investissement, reconnaît Louis Dumont, directeur général adjoint, il voit s'édifier une véritable usine à sucre et, en face de ça, résout-on ses problèmes pour rien ? Mais, s'il veut éviter qu'on brade ses céréales, il nous faut bien un silo de plus.

Il faut de l'argent pour investir

Donc, il faut investir, et, pour cela, il faut de l'argent. L'argent, on sait où il y a : au Crédit agricole. Au niveau régional, trop de problèmes. Notre trésorier, président de la caisse régionale de Crédit agricole, signale Louis Thomas. Ça ne peut pas être mieux. Mais la CAL a également un impératif : des prêts de la caisse nationale, dont les technocrates sont plus difficiles à fléchir. Le Crédit agricole doit être la vache à lait des coopératives, dit-on à la caisse nationale. Mais, souvent, les fonds distribués aux agriculteurs sont trop élevés et les marges d'autofinancement trop faibles. Le rapport de l'endettement aux fonds propres est trop raisonnable.

Les responsables des coopératives se trouvent placés entre la caisse et l'enculme. Qu'ils soient les prix payés à l'adhérent, ou les moyens de jouer les banquiers, de ne pas qu'à s'enrichir. Qu'ils s'endettent dangereusement, c'est le Crédit agricole qui risque de fermer le robinet, menant au péril l'indépendance de la coopérative.

Les choix d'investissement sont un révélateur de la stratégie d'une coopérative. Passée une certaine dimension, celle-ci tend bien évidemment à penser au propre développement comme sa seule finalité.

Or la CAL est restée sur son « pays », attendant sa croissance de l'intensification de la production des adhérents et non d'une extension géographique. Aujourd'hui, plus de 100 des adhérents sont installés dans un rayon de moins de 10 kilomètres autour de Castelnaudary.

Corollaire de cette implantation limitée dans l'espace, la polyvalence : stockage de céréales, fabrication d'aliments, station fruitière, volaille, élevage porcin, ovin, etc., la CAL touche à tout, afin d'assurer un service complet aux agriculteurs du Lauragais. Nous sommes grands par le tout, mais petits par chaque activité, insiste Louis Dumont.

En ces conditions, pas question de faire tout ce qu'il faut en matière d'investissement. Il y a quinze ans, le Lauragais était la capitale du dur ;

15 % de la production française. Tout le monde disait : Il faut que nous soyons une semoulerie. Nous avons refusé : qui pouvait dire un jour que la CAL dur dix ans après ? Et puis, après la semoulerie, pourquoi ne pas faire les pâtes ? L'évolution a une raison. Aujourd'hui, il n'y a plus que des semouleries en France. La CAL a pu modifier progressivement l'orientation de la production et faire travailler pour amortir un appareil industriel.

Ce refus d'aller trop loin, l'aval n'est pas simple timidité. Dans le domaine orfèvre, la CAL, nous allons jusqu'à la distribution finale, car, le plan régional, nous nous sommes taillé conséquente, poursuit Denis Dumont. Mais, chaque fois qu'un problème échappe à notre dimension, nous cherchons à nous grouper avec d'autres. Ainsi, un G.I.E. d'approvisionnement concentre les achats d'engrais afin de dépasser les 100 000 tonnes annuelles. En aval, les multiples accords signés, pour les semences, la production laitière, etc.

C'est parfois héroïque de refuser de s'agrandir, comme Louis Thomas. On peut rêver d'une dimension plus grande en se concentrant sur un secteur, faire des céréales ou absorber d'autres groupes... On aurait l'air belle. Qui ça « on » ? Le conseil d'administration et les cadres.

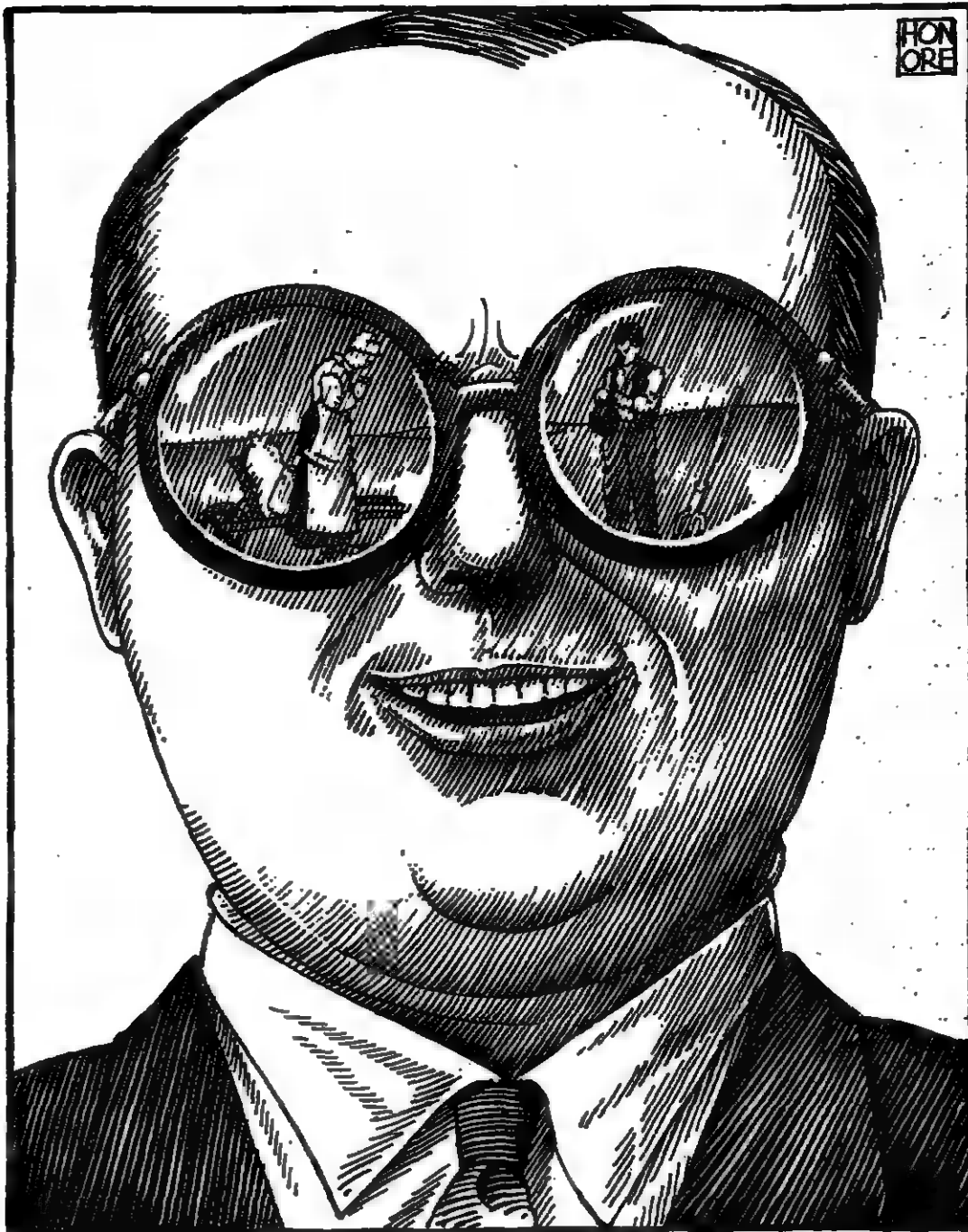
La CAL est révélatrice : la CAL, contrairement à la des coopératives, le olivage n'est pas une affaire agricole et technocrates, mais plutôt entre un dirigeant qui unit direction et administrateurs face à la société. La direction fait passer les idées, mais les administrateurs lui tiennent tête s'il faut. Le conseil d'administration administre et la direction gère. Elle veut aller plus loin, le conseil d'administration dit : « Ça, c'est mon problème », explique Louis Thomas.

Mais les administrateurs, responsables à plein temps, sont loin de la CAL et de ses préoccupations. Personnellement, j'ai les pieds sur la terre, se défend Louis Thomas, qui ajoute, souriant : « Et c'est pour ça que je suis ici aujourd'hui pour vous recevoir. Une chance ! Car les membres du bureau des notables, administrateurs de leur commune, administrateurs de la mutuelle, du Crédit agricole, par exemple, plus proches à Paris qu'à Castelnaudary. Enfin, la rotation des postes de responsabilité est loin d'être la règle : l'actuel président siège au conseil depuis vingt-cinq ans.

On se sent un peu éloigné

Un peu ? Un peu éloigné vu la taille de la coopérative, Jean-Pierre Bonhoure. On ne connaît pas tout de A à Z. En théorie, c'est nous les patrons, mais, dans la pratique, on n'est plus vraiment. Les investisseurs ? On entend parler une fois par an, c'est fait, rapporte Jean Gil, cinquante ans, qui exploite une soixantaine d'hectares dans la vallée. Mario reconnaît : « C'est vrai, les agriculteurs ne pas les décideurs. Il y a un petit peu de tête qui prend des responsabilités. »

Sur les mille sept adhérents actifs, plus de cinq as-



HONORE

HONORE

sistent cependant chaque année aux assemblées de section qui terminent souvent fort tard dans la nuit. Une bonne centaine participent aux comités spécialisés qui assurent la liaison entre les agriculteurs et les services de la coopérative. Peu de coopératives font un tel effort d'information

leurs adhérents : bulletin mensuel, bilan annuel qui rend compte avec sérieux de l'évolution de l'activité.

Mais l'initiative vient d'en haut. Et la base, la plus souvent, ne lui que suivre. Les jeunes, comme Jean-Pierre Bonhoure,

n'hésitent pas à se battre pour que « tel ou tel chef de service » ne livre pas ses comptes, mais les vieux, qui ont fait peu d'études, sont « plus humbles, plus réservés », comme dit Jean Gil. Et les femmes ? Elles laissent leur mari aller seul aux assemblées parce qu'elle a « trop de travail à la ferme ».

Une coopérative agricole, c'est avant tout une entreprise industrielle, et, comme telle, elle emploie de nombreux salariés : ouvriers, employés, techniciens. Plus de quatre cents personnes à la CAL, qui en fait le deuxième employeur du département. L'agriculteur ne retrouve ainsi son patron dans la CAL, mais parfois supérieurs aux siens. Quand on voit les belles voitures sur le parking de la coopérative, ironise Jean Gil, qui possède une vieille 403, on se dit que c'est sans doute pour venir plus vite chez eux mieux rendre service ?

Mais les salariés ? Leurs représentants siègent à la direction et lui présenter les problèmes comme des privilégiés.

« Quand on dit que les salaires des ouvriers ruinent l'agriculture », ne tient pas debout, s'exclame Mohamed Bouamama, délégué C.G.T. « Pour ajouter-t-il, le patron, c'est le conseil d'administration, la direction, pas les adhérents. Ils, leurs, avec l'évolution technique, l'agriculteur n'est-il pas devenu salarié de la coopérative ? »

Cette solidarité ouvrier-paysan, c'est des petits salaires représentés ici par l'institution CAL. « Si demain les salariés font grève de leurs raisons, je soutiendrai », affirme son Jean-Pierre Bonhoure.

Mais cette transformation des mentalités rencontre des résistances. Si la majorité des adhérents conservent des idées rurales, le lien n'est souvent distendu. Bien des adhérents, gagnant à peine le SMIC, trouvent privilégiés des salariés qui obtiennent trente-neuf heures et une cinquième semaine de congés payés. Mais il n'y a pas que des petits agriculteurs, l'impression inverse peut aussi être justifiée.

Avec la crise, le travail n'est pas devenu plus dur seulement pour les agriculteurs. La direction le reconnaît : aujourd'hui, on est plus exigeant avec les salariés. L'écart entre les salaires de la CAL, traditionnellement plus élevés, et ceux d'autres entreprises du Lauragais s'est sérieusement aminci. Pressions plus fortes des banques, progression réduite des prix agricoles, que les coûts grimpent et qu'il est toujours plus nécessaire d'être tiré pour améliorer la productivité et rester concurrentiel. Partout, l'agriculture française, les marges de manœuvre se réduisent.

Sans doute, la CAL organise l'auto-exploitation des agriculteurs. Mais, sur les bords du canal du Midi, dans les fermes massives aux toits de tuiles romaines, c'est aussi l'effort d'une communauté humaine pour faire face à une évolution qui la dépasse. Le Lauragais est la région du Grand Sud-Ouest où l'exode rural a le moins freiné. Les modifications de la société, c'est l'affaire du syndicalisme, pas la coopérative, dit la direction. Tant que les décisions sont prises à Paris, Bruxelles et Chicago, il est bien vivre à Castelnaudary.

PHILIPPE FRÉMEAUX.

Un poids important mais inégal

La coopération agricole, c'est 4 120 entreprises industrielles et commerciales qui assurent l'approvisionnement des agriculteurs : la commercialisation et la transformation de leur production. Mais c'est aussi mille coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), qui totalisent quatre agriculteurs sur cinq, qui assurent le mouvement coopératif.

La coopération agricole est multiforme : en 1977, elle présente 50 % des engrais achetés par les agriculteurs, 60 % des produits phytosanitaires, 45 % des produits vétérinaires. Elle fournit également une part importante des semences, organise l'utilisation en commun du matériel et l'industrialisation : la question des inséminations sont effectuées par les coopératives départementales spécialisées qui jouent un rôle déterminant dans la recherche et l'amélioration génétique des espèces animales.

En aval, l'intervention de la coopération est deux caractéristiques : une forte intégration « verticale » et une disparité d'implantation selon les branches. La CAL, qui est la plus consommateur, moins le poids économique des coopératives est important. Ainsi, les coopératives assurent 70 % des céréales, mais assurent seulement 20 % de la panification. L'observation pour les produits laitiers : la coopération assure 47 % de la collecte, 52 % de la production de beurre et de lait pour la fabrication de yaourts et fromages, produits à plus haute valeur ajoutée. Par crainte de trop

s'éloigner du producteur, la coopération est loin d'avoir la même importance dans toutes les branches. Les coopératives des céréales, implantées dans le commerce de gros de la viande et dans les produits laitiers, elle joue un rôle plus effacé sur les marchés de gros ou les fruits et légumes frais. Cette situation n'est pas étrangère aux difficultés d'organisation et de connaissance des marchés.

La coopération agricole présente aussi une grande diversité de structures. Il y a une petite cave coopérative du Midi dominée par les négociants, certaines coopératives céréalières qui opèrent sur le marché international, ou encore la puissante Union laitière normande (U.L.N.), qui peut rivaliser avec des groupes capitalistes aussi puissants que Bongrain, ou Danone.

Cette diversité n'est pas sans influencer sur le fonctionnement interne des coopératives. Certaines, certaines coopératives polyvalentes, comme la CAL, ont le lien d'expériences intéressantes. A l'inverse, les groupements ne jouent pas le même rôle capitaliste.

★ Données statistiques par l'Institut National de la Coopération Agricole et Coopérative, revue spécialisée dans les problèmes de la coopération, 18, rue des Pyramides, 75001 Paris. Tél. (1) 363-31-26.



DEMAIN

A chacun sa télévision

Avec les techniques du marketing et de la publicité, un peu d'électronique et une vision de l'avenir, l'équipe de M.M.I. invente les programmes de demain : un style pour chaque public.

En octobre 1981, Alain Sédoy veut restructurer la programmation des émissions après-midi de TF1 dont il est responsable. Cette fois-ci, il ne s'agit pas de permuter simplement une émission d'acheter une nouvelle série américaine, mais séduire un public très particulier : les jeunes de quatorze à vingt-quatre ans.

Trop âgée pour supporter en les émissions pour la jeunesse, trop indépendante pour adhérer complètement à la télévision, la jeunesse des années 80 est une catégorie de téléspectateurs défilée depuis longtemps par les programmeurs. On la soupçonne même de déserter le petit écran, le foyer familial pour leur préférer la sortie avec les copains, le cinéma. Alain Sédoy ne tient pas à les ramener de force devant les télévisions, mais, il estime que le service public doit répondre à leurs besoins spécifiques et qu'en prenant en compte de nouvelles aspirations culturelles la télévision pourrait profiter pour rajeunir un peu.

Pour résoudre ce délicat problème, Alain Sédoy et le service études de TF1 vont recourir pour la première fois aux services d'une société de conseil, Media marketing international (M.M.I.), animée par Christian Aznar et Christiane Boisselot, deux anciens responsables du Centre de communication avancée (C.C.A.) de Havas. Chez Havas, Christian Aznar s'est occupé des dossiers radios locales, de la télématique, de la télévision par satellite. Autant d'occasions d'évaluer le terrain des demandes d'information du public et de s'apercevoir qu'en multipliant les nouvelles formes de communication segmentent leur public et rapprochent ainsi des stratégies publicitaires.

La notion d'un grand public homogène que se disputent cha-

que jour trois chaînes nationales ne fait plus sens. La télévision générale, l'audience, les récentes vagues de mécontentement démontrent qu'à vouloir satisfaire le monde on ne contente personne. En visant un hypothétique téléspectateur moyen, la création s'est appauvrie, banalisée. Aujourd'hui, les vidéocassettes permettent de satisfaire les goûts de cinéma, ceux d'opéra, de sport : demain, les réseaux câblés généraliseront la télévision à la maison. On ne parle plus du public mais des publics, et les futurs programmes seront, dans leur contenu, dans leur style, aussi ciblés qu'une campagne publicitaire.

Les projets d'Alain Sédoy s'insèrent parfaitement dans ce contexte, et Christian Aznar décide d'adapter aux programmes télévisés les méthodes de la publicité. Il réalise pour TF1 une véritable étude de marché. Les programmes traditionnels du samedi sont testés par deux groupes « échantillon » de jeunes qui ménagent pas leurs critiques : « Trop vieux, trop long, trop familial, etc. » Puis on passe aux attentes : entre quatorze et vingt-quatre ans, on veut une télévision « branchée » qui incite à sortir de chez soi, mais aussi une télévision qui étonne et fait rêver.

La « grille » idéale

Peu à peu, l'équipe M.M.I. dessine la « grille » idéale panachant les fictions, les séquences musicales et les magazines spécialisés. Mais elle se prononce aussi sur le style : une articulation bien distincte, des mises en pages différentes pour chaque séquence, pas de présentateur, de l'humour et de la dérision. Et, terme logique de l'approche « marketing », M.M.I. propose enfin le nom de l'émission : « Pour changer » et ceux des différentes séquences : « Mégahertz », « Aller simple »,

« Chapeaux », « roue et bottes », « cuir ».

Alain Sédoy suit assez fidèlement les conseils de M.M.I. et, six mois plus tard, il lance une seconde « Pour changer » les mains de Christian Aznar pour vérifier l'impact de l'émission. Là aussi, c'est une grande première. Jusqu'à présent, les producteurs n'avaient eu que le retour d'information que les sondages du Centre d'étude d'opinions (C.E.O.), du Centre d'études supports publicitaires (C.E.S.P.) ou de France-soir. Dans tous les cas, un pourcentage lapidaire tombe sans sanction sans possibilité de correction.

Lorsqu'un programme d'audience baisse brutalement de quelques points, les producteurs savent l'émission lasser le public, si elle avait ce soir-là une concurrence redoutable sur une autre chaîne ou s'il s'agit de changer la générique ? Sans contact avec le public, la direction des programmes est réduite aux mesures sommaires : on supprime l'émission ou on change le producteur. L'étude de M.M.I., effectuée sur un dialogue entre le public et la télévision, permet de procéder à des aménagements plus fins.

« Juge box », l'émission de Mircea Alexandresco et Jean Sureau sur TF1, va permettre à M.M.I. cette approche « marketing » de la production télévisée. Les deux producteurs veulent traiter des problèmes juridiques, mais sous la forme d'un jeu qui les rende accessibles au grand public. Christian Aznar leur propose de réaliser une maquette en animation, une méthode importée directement du spot publicitaire. Au lieu de faire, à grands frais, une émission-pilote, grandeur réelle, M.M.I. enregistre le son, les questions de l'animateur, les réponses des candidats, y ajoute une série de dessins reprenant les principales situations. Les images de la caméra animent cette bande d'images fixes, et la maquette

est testée auprès d'une centaine de personnes. L'étude débouche sur un véritable cahier des charges, qui servira à concevoir le dispositif général de l'émission, le décor en forme de plateau, le rythme des questions, l'intervention des personnalités invitées.

Avec « Moi je », un nom inventé par M.M.I., la société de Christian Aznar va franchir une nouvelle étape : elle passe du rôle de conseil à celui de producteur d'images. Pascal Breugnot, un des idées très précises sur le contenu de son magazine, A mi-chemin, « Actuel », « Autrement », elle ouvre à la télévision un lieu où la parole subjective circule librement et laisse passer des signes précurseurs des changements sociaux. Mais pour ce contenu un peu difficile, il faut trouver un style, une mise en page originale qui soit l'image de marque du magazine. C'est ce qu'elle demande à M.M.I.

Un bureau de design audiovisuel

L'équipe travaille pendant des semaines sur le générique, image par image, peaufine la musique en y introduisant un peu d'accordéon. « Un clin d'œil bon enfant au grand public et un clin à l'esthétique postmoderne », résume le souriant Christiane Boisselot. Même minutie pour la mise en page, où l'on soigne particulièrement la ponctuation, les « respirations » avec des « Jingles », sortes de leitmotiv visuels et musicaux pour chaque séquence.

Très intéressée par les formes courtes, ces « brèves » en jargon de presse, Pascal Breugnot demande à M.M.I. de réaliser chaque mois une séquence. « Le mois », qui concentre la recherche d'écriture visuelle. Il s'agit pas pour autant d'art vidéo ou de recherche pure : les cadrages, les fonds électroniques

du style général du magazine et lui servent en quelque sorte de laboratoire esthétique. A terme, une image de « Moi je » devra reconnaître au premier coup d'œil comme une page d'Actuel.

« La proposition de Pascal Breugnot a conduit à créer un département », explique Hervé Nisic, réalisateur à M.M.I. On peut définir Advertronic un bureau de design audiovisuel. Mais les producteurs qui prennent le temps et les moyens de réfléchir à de nouvelles formes d'écriture sont rares à la télévision. La publicité télévisée s'ouvre bientôt à la réalisation vidéo, c'est un secteur plein d'avenir.

L'équipe de M.M.I. a trois premières expériences ont fait d'huile. Christian Aznar réfléchit aujourd'hui aux problèmes des journaux télévisés, des émissions à 19 h 45. Mais il s'intéresse aussi à certaines radios locales privées dont les grilles manquent cruellement de programmes originaux. « L'enjeu fondamental des dix prochaines années », explique Christian Aznar, c'est celui des programmes audiovisuels. Le gouvernement a lancé une mission interministérielle pour alimenter les futurs réseaux à la quatrième chaîne. C'est un grand pas en avant, mais la créativité, elle, se généralise pas. Elle naît toujours dans des petites structures, des bouts de ficelles alors que les grands groupes multimédias élaborent des stratégies de pachydermes à coup de rachat de catalogues, de prises de participations.

Pour répondre à ce défi, M.M.I. vient de créer un troisième département. « Téléastes », un bureau d'impression des créateurs audiovisuels. Il reçoit les projets de production, les adapte aux contraintes des chaînes ou du marché et en charge de les vendre aux programmeurs. « Nous récupérons des producteurs égarés

le labyrinthe institutionnel ou les frapper aux portes », raconte Christiane Boisselot. Ils sont les porteurs de projets passionnés, mais finissent par être complètement découragés par la lourdeur de l'audiovisuel. Et puis, il est plus facile de vendre une idée lorsqu'on n'est pas directement impliqué dans sa création. M.M.I. a déjà une dizaine de projets en portefeuille : d'une peinture contemporaine jusqu'aux musiques des immigrants de la deuxième génération.

Dernier secteur d'intervention de ce groupe touche-à-tout, les programmes de formation. Là, le marketing s'attaque au problème avec un regard neuf. « La plupart des entreprises utilisent la vidéo pour des raisons d'économie. Cela change en général les résultats sur le plan visuel. Pourquoi faut-il que les documents pédagogiques soient synonymes de bricolage ou d'amateurisme alors qu'ils ont un rôle de motivation essentiel ? Un programme de formation doit être aussi élaboré qu'un spot publicitaire. Mais pour amortir son coût de production, il faut pouvoir le vendre à plusieurs entreprises. Nous préparons une collection de vidéocassettes « haut de gamme » sur des problèmes généraux, des programmes en prêt-à-porter, que nous présenterons au Festival du film d'entreprise en juin prochain. »

A cheval sur le marketing, la production télévisée et la recherche d'une nouvelle écriture électronique, M.M.I. marketing international est le prototype de ces nouveaux producteurs audiovisuels qui alimenteront demain les réseaux de communication. Face à la paralysie du service public et à l'attentisme des grands partenaires du privé, ils inventent à la fois une esthétique et les règles du jeu commercial.

JEAN-FRANÇOIS LAUREL

CRIBLE

par Annie Battlé

A SUIVRE

Le téléphone vert

En appelant 828-15-15, les habitants de Paris et de banlieue peuvent avoir l'état de la qualité de l'air de leur environnement. Un répondeur automatique d'une minute leur indique les concentrations principales de polluants dans l'atmosphère : dioxyde de soufre (SO₂) rejeté par les chaudières au gaz, les installations industrielles et domestiques.

Énergie, 26, rue Cadet 75009 Paris, Tél. 770-33-76.

Synthèse de la voix

Une étude d'International Research Development, le marché mondial des systèmes de reconnaissance : la synthèse de la voix devrait atteindre 1,2 milliard de dollars en 1990 (contre 190 millions en 1984). C'est le marché de consommation (jeux non compris) qui verra le plus de ventes : 140 % en 1984, suivi de 21 % en 1985, 15 % en 1986, 10 % en 1987.

10 %), de l'industrie (8 % contre 9 %), du médical (16 % contre 10 %). D'après cette étude, en Grande-Bretagne, le secteur serait constitué d'un tiers par la reconnaissance vocale sous les auspices du National Physical Laboratory, regroupant une dizaine de fabricants dont Plessey, Ferranti et Quest Automation.

Minis micro, 41, rue de la Grange-aux-Belles, 75483 Paris Cedex 10, Tél. (1) 238-66-10.

L'étude des politiques

Un centre pour l'étude des politiques publiques européennes est en voie de création. Il sera officiellement mis en place à l'occasion d'une conférence organisée du 15 au 18 décembre 1981 à Bruxelles, à laquelle doivent participer une centaine de responsables politiques et économiques. Elle sera la première réalisation.

Le but du Centre for European Policy Studies) d'alimenter la réflexion et la discussion sur les affaires publiques en Europe, en particulier dans la Communauté européenne. Le CEPS envisage de mener des travaux sur des problèmes économiques et sociaux.

ensuite sur ceux politiques étrangers.

Nouvelles universitaires européennes, C.C.E., 200 rue de la Loi, Bruxelles (Belgique).

BOITE A OUTILS

Utopie télématique

Les Chroniques musiciennes constituent un petit ouvrage original : une utopie télématique quotidienne. Elles sont dues à un groupe de chercheurs du Centre de recherches en gestion de l'Ecole polytechnique (Vincent Dégot, Jacques Girin, Christophe Mollat) et un groupe de cadres de l'E.D.F. réunis à l'initiative de Marie-Joséphine Carrière-Costa et Jean-François Lallou.

Les scénarios d'introduction à la télématique en scène la vie de citoyens d'un pays imaginaire, confrontés à l'E.D.M. (Electricité Muxie). Agents ou employés de ce service public, ils sont amenés à utiliser des techniques qui ont une incidence sur leurs activités quotidiennes, leurs relations, leur travail, leurs difficultés d'une relation médiatisée à leur principal

fournisseur d'énergie. La participation des personnels de l'E.D.F. à l'élaboration de scénarios constitue une innovation intéressante. E.D.F. étudie actuellement les implications.

Editions Entente, 12, Honoré-Chevalier, Paris.

Le futur des climats

Les directions de la recherche en météorologie et climatologie sont présentées dans le volume 32 de l'Impact de l'UNESCO, qui est un numéro spécial. La prévision climatique, l'évolution de la composition chimique de l'atmosphère, le rôle des océans, les effets sur le climat humain, les femmes, la modification des climats... et les relations entre le climat international sont quelques-unes des questions abordées de façon rigoureuse.

Les données reflètent les phénomènes climatiques : la climatologie intervient dans des disciplines de plus en plus nombreuses. En conclusion, Jacques Bri, spécialiste d'anthropologie culturelle, souligne l'influence du climat sur la vie humaine des hommes, mais aussi leurs productions imaginaires. Une modification des conditions climati-

ques peut donc avoir des répercussions inouïes.

Impact, sciences et techniques, Unesco, 7, place Fontenay, 75009 Paris.

Le jobba de l'avenir

Le jobba, arbre à huile qui appartient à la famille des légumineuses, est une plante énergétique, qui produit des premières graines cette année en Afrique. Le jobba cultive le jobba depuis cinq siècles. Le jobba est différent. Forum développement, un long texte de John Madeley, qui présente les « arbres magiques », qui produisent des graines riches en huile, de 53 à 63 % de liquide et vendues actuellement 20 dollars la tonne. Le jobba constitue une ressource pour les pays en voie de développement, mais peut fournir une source d'énergie renouvelable. Cette culture est en voie de développement. Le jobba ouvre un champ d'action à une coopération technique entre pays en voie de développement.

Forum du développement, Palais des Nations, CH-1211 Genève.

Tests de recrutement

Herbert et Greenberg, président et vice-présidente de

Personality Dynamics Inc., ont, en cours de leur carrière, plus de 500 000 tests et salariés pour le compte de 11 000 sociétés. Ils démontrent l'efficacité de l'analyse de la personnalité, généralement utilisée pour proposer une approche plus systématique, dans le numéro d'automne de la revue Expansion. Les tests classiques cherchent à évaluer l'intelligence et non l'aptitude ; ils peuvent être « truqués » ; ils favorisent la créativité individuelle ; ils mesurent la dynamique de la personne. Enfin, ils s'appuient sur l'expérience passée et sur les facteurs comme l'âge, le sexe, voire la race, qui ne prédisent pas le succès d'un projet.

Les auteurs proposent une approche qui, estiment-ils, tient compte de la personnalité, des précisions d'un test et des facteurs et des facteurs du succès ; enfin, ils s'appuient sur un test, l'I.D.P. (Interpretative Dynamics Personality), conçu pour mesurer la dynamique de la personnalité.

★ Groupe Expansion, 26, rue Poncelet, 75017 Paris. Tél. (1) 763-12-11.

Vers des ordinateurs « vivants » ?

Transistors à protéines, micro-processeurs « biologiques » infiniment petits et ultra-rapides... De quoi bouleverser l'industrie électronique et la vie quotidienne.

L'ORDINATEUR biologique véritable molécule de mille milliards d'éléments au centimètre carré, pourra grandir, se reproduire. Doué de logique, et peut-être même de sensation, son ensemble de circuits organiques traitera les informations à la façon d'un réseau, comme le système humain.

Est-ce le sujet d'un prochain film de science-fiction ? Il ne semble pas. Les premiers brevets de base ont été déposés et les hommes d'affaires s'y intéressent aux États-Unis, au Japon et, une fois n'est pas coutume, même en France, où un projet de recherche vient de voir le jour à l'initiative d'un grand laboratoire pharmaceutique.

Vouloir faire toujours plus petit aujourd'hui la loi du progrès est électronique. Or, aujourd'hui, au moment où la micro-électronique buse sur le mur du micron (1), la biologie moléculaire progresse de telle manière qu'il devient possible de maîtriser les « circuits » biologiques. Dans ces conditions, ne faut-il pas abandonner le cristal et la physique du solide et se lancer résolument vers la biochimie et le vivant où se trouvent à tous les niveaux des récepteurs, des capteurs, des bascules, des convertisseurs, des amplificateurs... La feuille d'une plante verte, par exemple, contient dix milliards d'électrons de plus au millimètre carré qu'une « puce » au silicium.

Autrement dit, « un lieu d'introduction de l'information à l'intérieur du système qu'on cherche à transformer par usage, certains spécialistes de l'usinage submicronique proposent d'utiliser de préférence l'information interne des biopolymères », déclare Jean de Rosnay, directeur des applications à l'Institut Pasteur. C'est l'annonce d'une discipline nouvelle qui consistera à insérer dans la matière moléculaire une information suffisamment efficace pour que celle-ci s'en suive nécessairement : l'assemblage des circuits, leur fonctionnement, peut-être un jour, leur contrôle sinon leur préparation.

On peut ainsi imaginer un circuit de cinq à six mille fois plus petit que l'épaisseur d'un cheveu (60 environ) permettant de construire une « puce biologique » de 1 millimètre carré contenant plus d'un milliard de circuits et de superposer des structures biologiques reliées les unes aux autres. Elles pourraient obtenir des circuits à plusieurs dimensions avec une densité de composants de l'ordre de 10 milliards par millimètre cube.

300 kilomètres/seconde

Le « bio-ordinateur » ainsi conçu pourra se mesurer au centimètre humain. Il présentera une densité de circuits un million de fois plus grande que celle des cellules biologiques. Les protéines avec lesquelles il sera construit pourront opérer beaucoup plus vite que le cerveau humain : si la transmission du flux nerveux se fait à une vitesse de l'ordre de celle du son dans l'air, soit 330 mètres/seconde, celle des électrons dans les « puces » se rapproche de la vitesse de la lumière, soit 300 000 kilomètres/seconde. Le mariage de l'électronique et de la biologie ouvre ainsi une voie nouvelle.

Le pionnier d'un franc-tireur américain, James McAlear, qui a fondé une société, installée près de Washington pour étudier les semi-conducteurs organiques et le technique des biocircuits. Il a déjà fait breveter sa méthode qui

consiste à fabriquer des ultracircuits moléculaires à partir d'une couche de protéines synthétiques (des polylysines, résultat de l'assemblage d'un grand nombre de molécules de lysine, un acide aminé) et la formation des protéines vivantes). Cette couche de protéines recouverte d'un gel plastique isolant. L'utilisation d'un « canon à électrons » permet de faire le circuit. Ensuite le circuit électrique est développé sur une pellicule éthérique. Un dernier traitement au nitrate d'argent permet de réaliser le transistor à protéines.

Mais ces ultracircuits peuvent-ils avoir des propriétés intéressantes pour l'électronique ? Peut-être en somme devenir de nouveaux « composants » ? Beaucoup de chercheurs le pensent. La protéine est en effet au début une architecture moléculaire qui peut être un « site » actif.

Dans les enzymes, par exemple, c'est seulement une petite partie de la molécule qui joue le rôle de catalyseur : la structure de la molécule agit comme un « site » qui tient la « site » dans une position qui lui permet d'opérer ; en même temps elle oriente la co-enzyme de manière à ce que celle-ci se présente de façon correcte. Composée d'un « site » manipulateur qui dirige l'action dans l'espace et d'un outil qui l'exécute, la protéine est donc un véritable robot.

Dans le crâne des aveugles

Reste à trouver des protéines qui puissent être configurées adaptées aux exigences des électrons. On peut désormais faire la synthèse de protéines originales, qui n'existent pas dans la nature, et leur donner des propriétés « sur mesure ». affirme Jean de Rosnay. On peut donc imaginer une protéine qui aurait la capacité de devenir des circuits ultra-miniaturisés, capables d'être utilisés dans les ordinateurs... Ainsi donc, après le transistor à protéines, voici l'ordinateur biologique.

Mais ce n'est pas le plus étonnant. Car, puisqu'il s'agit d'éléments biologiques, les micro-processeurs pourraient être associés étroitement à la matière vivante et implantés dans le corps humain bien plus facilement qu'ils ne le sont actuellement : des protéines artificielles qu'on peut y placer.

James McAlear veut réaliser une prothèse implantable dans le crâne des aveugles pour leur rendre des éléments de vision. Chez certains sujets atteints de cécité, on peut en effet provoquer des impressions lumineuses en appliquant des sollicitations électroniques ; il devrait donc être possible d'utiliser des circuits logiques « biocompatibles » pour faire la connexion entre le signal d'une caméra miniaturisée, et l'œil, le nerf optique.

Plusieurs projets de fabrication de « transistors » de « composants » biologiques ont déjà été réalisés. E.M.V., la société de James McAlear vient de négocier un marché avec un groupe japonais, la Mitsui Corporation de Tokyo, faite de pouvoir exploiter les brevets qui ont été déposés. Une occasion pour la dernière, qui a de gros intérêts en biotechnologie et en microélectronique, de marcher dans un train en marche.

Les Américains de la Genex Corporation, pour leur part, sont plus intéressés par le développement de la technologie nécessaire à la biologie. Ils souhaitent par

exemple mettre au point des ultracircuits organiques qui mesurent pour répondre aux besoins du bio-ordinateur de demain. Ils ont même d'implanter pour cela un groupe en Belgique. (2).

En France, Jean-Pierre Raymond, directeur de l'innovation chez Roussel-Uclaf, et Pierre Merle, professeur d'électronique à l'université des sciences techniques du Languedoc (Montpellier-II), viennent de lancer deux projets de recherche-développement sur le traitement moléculaire de l'information.

Pour ces deux derniers projets, on compte sur l'aide d'ici la fin du siècle. Les chercheurs s'attaquent à la réalisation, d'une part d'ultra-microcircuits moléculaires ayant les mêmes caractéristiques que les semi-conducteurs classiques - c'est l'ordinateur biologique - et, d'autre part, d'« interfaces » entre le système nerveux central et les systèmes physiques environnants pour réaliser des prothèses motrices et sensorielles. Les projets associent des laboratoires publics et privés : Roussel-Uclaf et Thomson pour le développement, le Collège de France pour la chimie, l'École nationale supérieure d'électronique et de radioélectricité de Grenoble, l'École nationale supérieure d'aéronautique de Toulouse (Sup'aéro) et l'université des sciences techniques du Languedoc pour l'électronique, enfin l'Institut Pasteur pour la biologie moléculaire. Les projets nécessitent des postes de chercheurs, frais de fonctionnement : les firmes privées qui participent au projet souhaitent en effet obtenir aussi un engagement de l'Etat.

Ces recherches auraient des répercussions en micro-informatique et en microélectronique (dans les domaines de l'architecture des calculateurs et la conception de mémoires, de l'intelligence artificielle, des robots, de la conception de « biosondes »), mais aussi en médecine. On peut en effet imaginer de nouvelles formes de prothèses de diagnostic électronique ou de diagnostic assisté par ordinateur et de commande des régulations physiologiques animales et végétales : ce sont des éléments biologiques qui sont placés au sein des circuits vivants.

Il y a une telle évolution peut-être un effet conduira ? Si l'on peut détourner et récupérer le processus du vivant afin de produire des machines intelligentes, ne finira-t-on pas par arriver aux limites de la vie et de la conscience ? James McAlear n'hésite pas à aller jusque-là : « Lorsque nous aurons placé un centimètre cube un million de milliards d'éléments bioélectroniques ultra-miniaturisés, réunis les éléments de mémoire existants dans l'ensemble des ordinateurs qui ont été construits dans le monde jusqu'ici, il suffira d'y placer les connaissances de l'humanité et le connecter par un relais bioélectronique à un accès à l'information que les hommes ont appris depuis deux mille ans... »

CHRISTIAN ROGEZ.

(1) Malgré des résultats remarquables : la conception par exemple de circuits logiques « biocompatibles » sur une « puce » d'un millimètre carré, cent mille fois plus petite que celle des circuits électroniques actuels, se situant à un niveau cent cinquante mille fois plus élevé.

(2) Le groupe va s'attacher à fabriquer des oligonucleotides, des peptides et des protéines, remplissant des fonctions précises : transfert de charge, assemblage automatique, interactions intermittentes, éléments identiques interconnectables et reconnaissables.

ETRANGER

En Belgique une académie sans candidats

L'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique présente plusieurs originalités : dès sa fondation, elle a admis des femmes et des étrangers ; on y entre sans candidature ni visites. Mais, comme l'Académie française, elle est brocardée.

Pour bon nombre d'écrivains belges, l'Académie royale de langue et de littérature françaises est une institution ultime et symbolique d'une carrière d'écrivain ou de philologue. Elle fut créée en 1920 sur l'impulsion de Jules Destrée, ministre des sciences et des arts, qui désirait concrétiser le besoin qu'avait de s'affirmer après la première guerre mondiale une littérature de création. Les Maeterlinck, les Verhaeren, les Lemonnier, y représentaient les pères d'une génération nombreuse de romanciers, poètes, d'auteurs dramatiques et critiques. En outre, une Académie de langue et de littérature néerlandaise existait déjà depuis 1885, et l'Académie Théologique (sorte de réplique de l'Institut de France) n'accueillait que des membres dont les activités s'orientaient vers les recherches scientifiques ou morales. Jules Destrée proposa donc au roi Albert I^{er} une Académie où l'imagination ne serait point exclue. Pour l'époque, ses idées ne manquaient pas d'originalité.

Tout d'abord, l'Académie se voulait cosmopolite en accueillant parmi ses quarante membres dix personnalités étrangères pour leur contribution à l'illustration de la langue française. Parmi les membres étrangers, on releva notamment Gabriel d'Annunzio, Anna de Noailles, Colette, Cocteau et, plus près de nous, Marguerite Yourcenar. Mircea Eliade, Julien Green. Ce fut d'ailleurs de l'étranger que vint parer le « scandale » : Colette, lors de sa réception au Palais des académies en 1935, y présenta pieds nus dans des sandales les fils dorés au lieu d'académiciens en jaquette...

Moins misogyne que sa voisine française, l'Académie avait donc, dès sa naissance, ouvert ses portes aux femmes. En 1920, Jules Destrée notait dans son rapport au roi : « Les femmes de lettres ont donné trop d'incontestables preuves de talent pour qu'on songe à les écarter d'une compagnie littéraire. » Le roi approuva, même si parmi les premiers membres belges on ne compte aucune femme, et, parmi les membres étrangers, si seule Anna de Noailles, poétesse alors au zénith de sa gloire.

Autre point des statuts qui marque la différence avec l'Académie française : personne n'est admis à faire acte de candidature à un siège vacant par démission ou sollicitations quelconques. Selon Georges Sion, l'actuel secrétaire perpétuel : « L'élection par candidature est humiliante pour l'écrivain, le public compte les points... L'entrée dans l'Académie se fait par cooptation et dans le plus grand secret. Après une réunion huis clos, les candidatures sont soumises au vote de l'Assemblée... scrutin secret. Parmi les critères de sélection, ni l'âge ni l'appartenance philosophique ou politique n'interviennent, sauf après la dernière guerre où l'attitude de collaboration ou l'ennemi a entraîné la radiation... »

Parmi les absents célèbres, on relève deux dramaturges : Crommelynck (trop scandaleux ?) et Ghelderode (trop sulfureux ?). Mais certains hommes de lettres comme Heleens, Michaux, Grévisse ou Norge, présents par l'Académie, qui précautionneusement prend toujours ses distances avec les « possibles », ont refusé d'y entrer. « Je ne suis pas un homme de groupe », répète Norge.

Dans un solennelle demeure, en face du Palais royal, l'Académie survit, selon Georges Sion, avec des budgets « en peau de chagrin ». « Nous disposons de 2 millions pour le fonctionnement (environ 240 millions FF) et de 2 millions de donations de fondations afin de distribuer des prix et des bourses. A quoi s'ajoutent 2 millions pour le Fonds national de la littérature, qui accorde des aides aux écrivains (en 1980 la publication de leurs œuvres) qui soutient des littéraires. Ce Fonds est administré par une commission consultative de sept Académiciens et de sept membres extérieurs. »

Bien sûr, nous n'écrivons pas de dictionnaire : nos collègues français s'en chargent fort bien. Lors de nos séances mensuelles, nos membres font des lectures de leurs œuvres en cours, des communications sur des sujets très divers. Les séances publiques ont pour thème d'actualité comme, par exemple, cent cinquante ans de littérature française de Belgique, le Centenaire anniversaire de la Jeune Belgique... »

Seule séance houleuse dont on souvienne Georges Sion : celle où un ancien ministre souhaita publiquement que l'Académie s'ouvre à la bande dessinée. L'Académie a suscité une « anti-Académie », par exemple, certains textes de la revue « Disque vert » ou des lettres (scatologiques) de Ghelderode. L'autre Belgique a lui reproché... son académisme et la traite d'« institution momifiée ». D'autres, au contraire, l'accusent de manipulations, d'excès de pouvoir, en bref de vouloir contrôler, directement ou par personnes interposées, l'organisation de la vie littéraire. Georges Sion hausse les épaules : « C'est faire un trop grand honneur que de voir en nous une force occulte. »

Qu'en pensent les écrivains eux-mêmes ? Jean Muno, fraîchement élu, déclare : « Malice : l'Académie ? Un faux semblant. Comme tout ce qui concerne la vie littéraire belge. La Belgique a des écrivains, certains considérables. Dans un accès d'euphorie, elle a rêvé qu'elle avait aussi une littérature. Pour mieux s'en persuader, elle a créé les institutions. Parmi celles-ci, l'Académie. Depuis lors, les initiés font semblant qu'elle existe. La plupart du temps pour la décrier. Comme cette Académie, accueillante et de bonne compagnie, n'a pratiquement aucun pouvoir, c'est une façon de s'offrir à bon compte un brevet d'indépendance d'esprit. Toujours dans le faux semblant, bien sûr. On le voit : le fantastique et la bande dessinée »

La « Petite Muette »

Qu'en pensent les écrivains eux-mêmes ? Jean Muno, fraîchement élu, déclare : « Malice : l'Académie ? Un faux semblant. Comme tout ce qui concerne la vie littéraire belge. La Belgique a des écrivains, certains considérables. Dans un accès d'euphorie, elle a rêvé qu'elle avait aussi une littérature. Pour mieux s'en persuader, elle a créé les institutions. Parmi celles-ci, l'Académie. Depuis lors, les initiés font semblant qu'elle existe. La plupart du temps pour la décrier. Comme cette Académie, accueillante et de bonne compagnie, n'a pratiquement aucun pouvoir, c'est une façon de s'offrir à bon compte un brevet d'indépendance d'esprit. Toujours dans le faux semblant, bien sûr. On le voit : le fantastique et la bande dessinée »

PUBLICITÉ

ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



CEDIME

CEREL

service de la formation continue

GESTION • INFORMATIQUE • LANGUES

Stages standard, intensifs ou discontinus

Stages intra-entreprises

3, rue Armand-Moisant, 75015 PARIS (Montparnasse)

Tél. : 320-08-82

INDE

Les Jeux asiatiques entre la prouesse et l'extravagance

La préparation des IX^{es} Jeux asiatiques qui viennent de se dérouler à New-Delhi avait fait en Inde l'objet de débats passionnés. La construction d'un stade géant, d'hôtels de luxe en deux ans, dans un pays où la pauvreté est la règle, relevait-elle de la prouesse ou de l'extravagance ?

DE somptueuses illuminations étrangères (1) glissant d'harmonieux toboggans. Des touristes de fortune indiens dans les palais de cinq étages. Des ministres, des bureaucrates, des magnats de l'immobilier trinquant, un verre de whisky à la main, pendant que M^{rs} Gandhi fêtera son soixante-cinquième anniversaire. Ainsi le magazine indien Suraya décrivait-il récemment, l'avance, d'une plume acide, l'ouverture des IX^{es} Jeux asiatiques qui se terminent le 4 décembre dans une capitale indienne débarrassée de ses mendiants. Et pendant que l'on célébrait la

grande pompe manifestant la prestigeuse, les quelque cinquante mille travailleurs qui, des quatre coins du pays, auront, des mois durant, contribué à ériger des temples des temps modernes, se mettront en quête d'un logement, d'un logement palace, afin de remplir leur devoir de leur enfants.

Le polémique, mais ne le serait-il pas ? D'un côté, une dépense globale que certains n'hésitent pas à fixer à 10 milliards de roupies (2), l'argent qui coule à flot de l'autre, du sang, de la sueur, de larmes pour reprendre le titre du magazine cité plus haut, un salaire minimum d'environ 11 roupies par jour qui n'existe

réalité que dans les slogans des « champions » de la classe ouvrière. En fait, douze à dix-huit heures de travail, pour gagner 11 roupies, parfois moins, la différence étant empoignée par les « recruteurs ». Sur certains chantiers, un peu de riz, quelques légumes et, à la fin du mois, 110 roupies... Le prix d'une place pour assister à la cérémonie d'ouverture. Et puis, souvent aussi, des enfants de moins de quatorze ans que l'on a fait travailler au mépris des lois existantes. Tout un petit monde entassé dans des campements sordides - certains journaux ont parlé de camps de concentration - sans eau, sans électricité, sans sanitaires, sans services médicaux.

Reste qu'aujourd'hui chacun a prié d'oublier ses griefs, de remettre ses critiques. La polémique a fait place à la célébration. Fini le lamento, les trompettes de la renommée. On fait donner les grandes orgues et taire grincheux à rabat-joie. Au Parlement, le ministre des sports, mis sur la sellette, avait invité les élus, les journalistes et le public à considérer ces Jeux comme « un sujet de fierté nationale et de prestige » et, par conséquent, à contribuer à leur succès. En il avait relevé que la préparation d'une manifestation de cette ampleur qui, normalement, aurait dû s'étendre sur une période de quatre à cinq ans avait, ici, été menée à bien en à peine deux ans. Un record. Un exploit.

Un bébé encombrant

Il est vrai que l'histoire de ces Jeux tient un peu de l'épopée, de la légende. En fait, la candidature indienne remonte à 1976, peu avant la défaite de M^{rs} Gandhi aux élections. Et il faudra attendre le retour de cette dernière au pouvoir, en janvier 1980, pour voir les choses s'engager sérieusement. Car les vainqueurs de M^{rs} Gandhi avaient accueilli avec une certaine réserve ce bébé jugé bien encombrant. M. Desai avait entraîné les pieds, et son gouvernement avait même décidé, en printemps 1978, de retirer la candidature indienne, décision à laquelle il devait cependant revenir, en décembre, sous la pression conjuguée des milieux politiques et sportifs. Ce qui n'empêchait pas l'éphémère successeur, M. Charan Singh, de suggérer de nouveau, en novembre 1979, l'abandon d'un projet qualifié de « colossale aberration » et qui, selon lui, allait entraîner le gaspillage d'environ 250 millions de roupies alors que nombre de paysans indiens - dans l'électorat - ne disposaient toujours pas du minimum vital. Trois mois plus tard M^{rs} Gandhi rentrait en scène et, en mars 1980, son gouvernement confirmait que les Jeux auraient bien lieu à Delhi et qu'il leur coûterait 330 millions.

Comité olympique et fédérations locales étaient placés à la touche et, en septembre 1980, étaient formés un comité spécial et plus de deux cents comités, constitués de personnalités plus connues pour leurs attitudes politiques que pour leurs compétences sportives. Le tout supervisé par le fils du premier ministre, Rajiv Gandhi. L'affaire devenait éminemment « politique ». S'engageait alors une véritable course contre la montre dont la presse n'allait cesser, en les dramatisant au besoin, de suivre les péripéties. D'autant que les devis enregistrés étaient impressionnants. Alors qu'il avait été initialement prévu d'utiliser l'infrastructure existante, quitte à la rénover, les responsables décidaient de voir

Une ampleur croissante

En 1951, à New-Delhi, environ 200 athlètes, représentant 11 nations, s'affrontèrent dans six sports (athlétisme, basket, cyclisme, football, haltérophilie, tennis) à l'occasion des premiers Jeux asiatiques. Ces derniers devaient se tenir à Manille, Tokyo, Djakarta, Bangkok, Téhéran et de nouveau à Bangkok, en 1978, à l'occasion d'une assemblée environ 3 000 athlètes représentant vingt-huit pays.

La capitale indienne, New-Delhi, a ainsi vu croître les Jeux. Du 19 décembre au 4 décembre, les Jeux asiatiques de 1982 ont réuni 5 000 athlètes, représentant 35 nations de 22 pays d'Asie, dans vingt-deux disciplines (alors que le minimum requis n'est que de huit) dont, pour la première fois, le golf, le handball, l'équitation et l'aviron. Les épreuves ont eu lieu à Jaipur, au Rajasthan) ainsi que le hockey sur gazon féminin. Les épreuves de tennis ont eu lieu à Bombay.

grand et enfantait des projets plus ambitieux les uns que les autres. Ainsi, au vieux National Stadium (vingt-cinq mille places) venaient s'ajouter un nouveau stade de soixante-quinze mille places, le Nehru Stadium, un stade couvert de vingt-cinq mille places (le troisième du monde par sa taille), un vélodrome, une piscine couverte de six mille places et un village olympique capable d'héberger cinq mille athlètes.

L'opposition faisait feu de tout bois, accusant le gouvernement de dilapider les fonds publics. Le pouvoir, en cédant du terrain et en révisant régulièrement, en hausse, ses propres estimations (en août 1981, il avançait le chiffre de 548 millions), restait bien loin des 7, voire des 10 milliards (3), brandis par ses adversaires. Ces derniers ajoutaient, il est vrai, au coût des installations sportives proprement dites, les dépenses engagées pour améliorer le réseau urbain - construction de sept toboggans, aménagement de nouvelles intersections et élargissement de vingt-six grandes artères - pour électrifier la ligne de chemin de fer ceinturant la ville, introduire la télévision en couleurs dans le pays - un poste coûtant 7 millions de roupies, s'y ajoutaient, surtout, les énormes investissements requis pour la construction d'une dizaine d'hôtels - cinq étoiles - destinés à accueillir les milliers de visiteurs attendus pour les Jeux. Une « enveloppe » de plus modérés chiffrait à environ 4,7 milliards de roupies.

L'amalgame était, bien entendu, dénoncé par le gouvernement, qui affirmait que ces aménagements entrepris de façon à qui notait que la capacité hôtelière ainsi accrue conforterait Delhi dans son image de centre de conventions et de conférences internationales. Quant à l'infrastructure sportive mise en place, elle permettrait à la capitale indienne d'accueillir à l'avenir les grandes compétitions internationales, telles que les Jeux du Commonwealth, d'éventuels Jeux afro-asiatiques en 1983, voire, un jour, Jeux olympiques. En outre, il était prévu de développer le circuit public des appartements du village, opération qui, estimait-on, devait rapporter trois fois plus que les fonds investis dans sa réalisation.

Ces explications ne parvenaient pas, toutefois, à calmer les esprits. Ainsi, aux accusations de « scandales » par l'opposition (qui évoquait les ventes, au marché noir, de ciment et d'acier, les centaines de voyages effectués à l'étranger par les organisateurs), répondait la dénonciation, par les milieux officiels, des efforts par certains pour « saboter » les Jeux.

Le pouvoir n'en restait pas moins convaincu par la défensive, d'autant que les « bavures » se multipliaient. On découvrait ainsi, grâce à la presse, que le personnel travaillant sur les chantiers était quelque peu exploité. Saisie, la Cour suprême invitait les responsables à respecter le droit et, notamment, à ne pas employer des enfants. Des accidents se produisaient. Un toboggan en construction s'effondrait. La piscine couverte perdait son toit, les plans initiaux apparaissant techniquement irréalisables. Le massacre de certaines d'arbres, sacrifiés à l'élargissement des avenues, provoquait la fureur des écologistes.

Enfin, et surtout, on découvrait que la préparation des Jeux, supposée de la fête, les athlètes, ne représentait pas, finalement, une priorité. Ainsi apprenait-on, en septembre 1981, que les participants aux Jeux du Commonwealth, à Brisbane, étaient livrés à l'abandon : chacun 7 000 roupies pour couvrir les dépenses engagées à cette occasion. « On ne s'occupe pas, disait alors un éditeur indien, si pareillement traités, des athlètes ne se distinguent guère dans les compétitions internationales ».

Les « VIP », rois de la fête

La leçon ne semblait pas être retenue puisque les sélectionnés pour les Jeux asiatiques se voyaient, à leur tour, réclamer quelque 500 roupies pour l'hébergement au village et leur tenue pour la cérémonie d'ouverture. Faux pas vite réparé cependant, le gouvernement annonçant au Parlement que les athlètes indiens n'auraient qu'à se soucier de leurs performances (4). Sur ce plan, toutefois, personne ne semblait se faire beaucoup d'illusions sur les espoirs de médailles d'un pays à qui les spécialistes ne laissaient entrevoir, au mieux, qu'une cinquième place à l'heure du bilan final (5).

En même temps, à Delhi, en mars dernier, la directrice du Comité olympique mettait un peu de baume dans le cœur des organisateurs en se déclarant impressionnée par les travaux en cours et estimant que Delhi pourrait, en effet, proposer sa candidature pour les Jeux de 1982. Début mai, le gouvernement fixait le coût des installations sportives à un peu plus de 100 millions. Peu à peu le rêve devenait réalité et les journalistes vantaient l'architecture du stade couvert, les possibilités des cuisines du village ou le tableau d'affichage électronique géant du nouveau stade, capable de donner les résultats en anglais et en hindi.

Dans la coulisse, un cirque entraînait activement la jeunesse vivante des Jeux, une jeune élite baptisée « Appu », qui devait, disait-on, produire les cérémonies d'ouverture. Début octobre, on apprenait soudain que ce numéro n'avait jamais envisagé le charmant animal

était remercié avec élégance après un « supplice » dénoncé par les milieux sensibles. Ce qui n'empêchait pas une manifestation de pachydermes du Kerala de débarquer à Delhi, début novembre (après un voyage ferroviaire harassant) pour participer aux réjouissances.

Les Jeux étaient presque jetés et chacun espérait qu'il serait remédié aux multiples imperfections constatées lors des répétitions organisées en septembre, tant au niveau du fonctionnement du village que du manquement de finalités importantes. Sur le plan technique, la situation n'était guère réjouissante. On parlait même de « Waterloo », seuls les dix-huit hôtels parisiens devant être achevés dans les délais. Ce qui provoquait une tempête au Parlement, les entrepreneurs, qui s'étaient vu accorder par le gouvernement des conditions fort avantageuses et qui avaient parfois été accusés de ne pas avoir tenu leurs engagements. Sur le plan technique, il fallait également, semble-t-il, déchanter, les dix mille visiteurs annoncés fondant comme neige un soleil.

En fait, sur les quelque 50 000 billets mis en vente à Pérouse, la moitié seulement avaient trouvé preneur à la veille de l'ouverture. Quant à 1,6 million de billets offerts aux Indiens, leur mode de distribution avait fait l'objet de critiques sévères. Avec, pour résultat, la vision, évoquée par certains journaux, de stades à moitié vides, comme lors de la dernière Coupe du monde de football. D'autant que les compétitions devaient être largement retransmises par la radio et la télévision.

Il ne restait plus qu'à compter les milliers de délégués officiels, de journalistes, de possesseurs de cartes d'invitation, sans oublier les quelque quatre mille cinq cents généreux donateurs, ayant accepté d'investir 1 000 à 20 000 roupies dans cette affaire, pourraient assister, à leurs places réservées, aux diverses compétitions. Il n'y avait pas de doute, dans la République « socialiste » indienne, les citoyens les plus riches, les détenteurs du pouvoir, rassemblés, le label magique des « VIP » (6) seraient, de plus, les rois de la fête. Les plus optimistes espèrent toutefois que ces Jeux auront servi aussi un peu la cause du sport en Inde en lui permettant d'entrer, dans une ère nouvelle, dans un pays qui n'a guère jusqu'ici beaucoup retenu l'attention des pouvoirs publics. Il est vrai que ces derniers ont bien d'autres soucis.

PATRICK FRANCES.

- (1) L'organisme public, chargé du tourisme, l'I.T.D.C., qui dispose déjà d'une flotte d'environ trois cents voitures étrangères qu'il loue aux touristes, avait décidé d'importer spécialement soixante-cinq Mercedes pour transporter les personnalités qui assisteront aux Jeux.
- (2) Une roupie = environ 0,75 franc.
- (3) Ce chiffre, avancé par un député de l'opposition, représenterait le revenu mensuel de 200 millions de paysans vivant en Inde du seul de la pauvreté. L'estimation du gouvernement représenterait, quant à elle, le coût de quatorze hôpitaux de cinq cents lits.
- (4) Les Jeux, plus de cent stages auront été organisés à l'intention des sélectionnés indiens, qui disposaient d'une alimentation d'une trentaine de roupies par jour ainsi que de 2 à 5 roupies d'argent de poche.
- (5) En 1951, à Delhi, l'Inde avait remporté 52 médailles, dont 16 d'or. En 1978, à Bangkok, 28, dont 11 d'or, les athlètes indiens terminant au sixième rang du palmarès final. Il devait en être de même lors des Jeux du Commonwealth. Les « VIP » initiales de « very important person ».

REFLETS DU MONDE

SOZIAL-REPORT

Entraîner les chômeurs

SOZIAL-REPORT, bulletin mensuel qui relate régulièrement certaines expériences pilotes en matière de lutte contre le chômage ou d'amélioration des conditions de travail, écrit dans une récente livraison : « Ce qui est remarquable dans cette étude, c'est qu'il n'y a rien d'exceptionnel ni la plaque indicatrice de la raison sociale en cuivre jaune, ni l'ambiance affairée qui règne dans les bureaux, ni la secrétaire qui conduit le visiteur jusque chez le directeur. Une entreprise comme les autres. Cependant, la firme de commerce en gros d'appareils électroniques Belekro, ayant son siège à Berlin (R.F.A.), ne vend aucun article. La « firme », avec ses vingt-trois employés, est partie de l'Allemagne pour aller chercher des chômeurs ; elle est une « firme d'entraînement » (...) où les chômeurs ont la possibilité d'apprendre un autre métier, de se préparer à un examen de sortie, simplement, de l'entraînement pour rester en forme.

« L'initiative des propos de Jürgen Belekro, directeur de la firme : « Nous offrons à nos collaborateurs l'avantage d'avoir un aperçu des rapports internes de l'entreprise, ce qui n'est que rarement possible dans l'économie réelle. Cette possibilité leur permet d'apprécier le travail pour l'entreprise. » Les collaborateurs de Belekro par le fait d'être employés par une firme d'entraînement. Qu'il s'agisse du bureau de marketing, du service de personnel, du service du courrier, de l'orientation technique, Belekro est structurée comme un commerce de gros. Les employés, en outre, parlent d'une firme qui fonctionne comme une véritable entreprise. « Il a même été procédé à l'élection d'un conseil d'entreprise, qui prépare la collaboration à la cogestion de l'entreprise », précise Sozial-Report.

JOURNAL DE GENÈVE

La peur de la (non-) mort

« Aussi étrange que puisse paraître à première vue, nos contemporains ne craignent plus la mort, mais le mourir, mais de mourir vivants... » écrit le JOURNAL DE GENÈVE, dans une chronique qui explore l'étrange époque que voit le proliférer d'une terreur phobique, l'angoisse d'être enterré vivant. Cependant, les problèmes de la mort, les problèmes de la vie, ont été réglés par un inventeur suisse : un homme qui a pointé une machine à l'usage de la mort (...).

« L'étrange mannequin armé d'un appareil qui expose le dispositif évoque davantage, avec ses traits peints et ses faux-cils, une jeune femme au visage d'un cadavre ; nous y trompons : l'appareil est appliqué sur un visage d'état de mort clinique uniquement. Il présente sous le nez du fils qui sort du carreau des poignets, les doigts perçoivent immédiatement la température du corps. Une machine à la mort se déclenche, »

BORDEAUX
ROUGE - ROSÉ - BLANC
COTES DE BOURG A.O.C.
SAUVIGNON
En vente en 1982
En vente d'exploitation familiale
TARIF : DEMANDE
J. BURATTE
Domaine Rioucreux
33920 Saint-Christoly-de-Blaye

PAQUES
stage d'initiation à l'INFORMATIQUE
filles et garçons de 10-17 ans
(8)
LE CLUB VERT
903-50-80
Tennis, Photo
(20 km Paris, forêt)



HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM

CLEFS

Le pasteur et les pacifistes

Depuis la guerre, le pasteur allemand Helmut Gollwitzer milite pour la paix et le désarmement. Après avoir longtemps prêché dans le désert, il constate avec joie que ses idées sont maintenant reprises par un profond mouvement populaire.

HELMUT GOLLWITZER enseigne la théologie protestante à l'université libre de Berlin-Ouest. En 1938, en Bavière, il fut, pendant ses études de théologie, l'élève de Karl Barth. Sympathisant de l'aile gauche du parti social-démocrate, il devint membre, en 1933, de l'Eglise confessante, qui se constituait alors, en opposition à l'Eglise officielle. En 1938, il remplace la fonction de pasteur de la paroisse de Dahlem à Berlin, son ami Martin Niemöller, arrêté par les nazis, et enseigne à l'université illégale de l'Eglise confes-

En 1940, il est incorporé comme infirmier dans l'armée allemande ; fait prisonnier, il connaît la prison soviétique de 1945 à 1949. Il raconte cette expérience dans un livre, publié en 1951, qui tira à plusieurs millions d'exemplaires. Tout en dénonçant le système stalinien, il prend sans ambiguïté à l'égard de l'anti-communisme de l'ère Adenauer.

Ses travaux théologiques l'ont conduit à se pencher sur les rapports entre le christianisme, d'une part, le judaïsme et le marxisme, d'autre part. La tentative d'articuler politique et éthique

est au cœur de ses préoccupations. Dès le début des années 60, il prend fait cause pour la paix, le désarmement de la R.F.A. et se bat pour que l'Eglise se prononce sur l'ambiguïté de l'arme atomique.

— Depuis 1980 se développe en R.F.A. un mouvement pacifiste d'une grande ampleur. Quelles en sont les idées maîtresses et les principales composantes ?

— Pour des gens comme moi, qui, après 1945, depuis la création de la R.F.A., furent de bien des oppositions, y compris à la politique d'armement, le mouvement de la paix d'aujourd'hui est une grande surprise. En effet, pendant trente ans nous avons lutté contre-courant de la majorité des citoyens d'Allemagne fédérale, surtout depuis l'entrée de celle-ci dans l'OTAN. Il y a bien eu, en 1957-1958, le puissant mais bref mouvement combattre la mort atomique ; mais il s'est effondré très vite.

— De 1960 à 1967, nous avons fait des « marches de Pâques » : dans les rues, on rencontrait que l'indifférence ou la réprobation. Pour la majorité de la ci-

toyens de chez nous, la conscience d'appartenir à l'OTAN jouait un double rôle : premièrement, c'était une protection contre les pays de l'Est, deuxièmement, c'était, grâce à l'équilibre nucléaire, le moyen de garantir la paix. Pourquoi, aujourd'hui, cela ne marche-t-il plus ? Il n'y a pas seulement la double résolution de l'OTAN — résolution de ne pas introduire une génération d'armements — de novembre 1979. Il y a eu, d'abord, l'entrée des Soviétiques en Afghanistan et la menace américaine à cette invasion. Cela a beaucoup effrayé les gens. Ils avaient jusqu'à approuver la politique de détente, ils acceptaient l'idée d'une normalisation des rapports avec les pays de l'Est ; puis ils s'étaient tranquillement assoupis. Ils découvraient maintenant : 1) que c'était la fin de la détente ; 2) que l'équilibre nucléaire n'agissait plus.

— L'arrivée de Ronald Reagan aux prises de positions véhémentes de la nouvelle administration américaine (l'Union soviétique, ajoutèrent-ils à l'inquiétude des concitoyens. Nous vivons entre le tigre américain et l'ours soviétique. Effrayés par l'ours, nous nous sommes mis sous la protection du tigre, et nous y

avons bien vécu pendant quelques décennies. Mais si l'ours et le tigre viennent aux mains, nous n'avons donc tout intérêt à ce qu'ils entretiennent des rapports pacifiques.

— Quant aux composantes principales que l'on peut observer dans le Mouvement de la paix, je commencerais par distinguer ceux qui, en Allemagne, sont rassemblés dans celui-ci, constituent, dispersés dans toute la population, un champ très vaste de sympathisants. Cela aussi est un fait nouveau. Selon un sondage récent réalisé par le Spiegel, la moitié des citoyens de la R.F.A. aurait des sympathies pour le Mouvement de la paix. Au début, il y eut l'appel de Krefeld, qui eut plus de deux millions de signatures (1).

La bombe atomique et la guérilla

On a dit que les communistes étaient derrière, mais que parmi les initiateurs il y avait le D.K.P. (parti communiste allemand) et quelques-unes de ses organisations satellites. Mais cela n'a guère pris, car s'y étaient associées des personnalités non communistes. Une personne ne pouvait mettre la science en doute : le pasteur Martin Nie-

möller, dont la réputation est considérable, le général Basian, qui, pour ses mises en garde, a obtenu la résolution de l'OTAN, a mis la retraite, et la Bundeswehr. Cela a provoqué un grand scandale. Egalement, une représentation « vers », c'est-à-dire du mouvement écologique, Petra Kelly.

— A la suite de l'appel de Krefeld, les choses bouillèrent un peu du côté des sociaux-démocrates : des groupes, des personnalités individuelles, la plus importante, Erhard Eppler, membre du présidium du S.P.D. Puis des organisations importantes, comme celles de la jeunesse chrétienne. Du côté des catholiques, l'organisation internationale Pax Christi. Du côté protestants, une grande efficacité, l'organisation Aktion Sühnezeichen-Friedensdienste, (2), que nous avons créée en 1958.

— Il ne faut pas plus oublier la pléiade de groupes de toute sorte, groupes de jeunes, groupes locaux, jusqu'aux associations de joueurs d'échecs, qui n'avaient jamais de politique, qui, d'un coup, se sont politisés.

— Quelles sont les différentes conceptions en matière de sécurité et de défense que l'on retrouve représentées dans le Mouvement de la paix ?

— Tout d'abord, le pacifisme. Il se répand chez les plus jeunes. Un exemple : lorsqu'on a su que moi, un militant de la paix de

toujours, j'avais donné de l'argent à une collecte pour l'achat d'armes, j'ai été qualifié de « guérilleros d'El Salvador », je fus, partout, j'allais, par les jeunes de questions pleines de réprobation : partisans d'un renoncement conséquent à toute violence, ils me demandaient : « Je pouvais concilier ce geste avec la lutte pour la paix en Europe. Ils ne pouvaient concilier l'horreur de la violence avec la lutte en de nombreux endroits du tiers-monde, il faut voir les choses autrement. »

Cela m'a conduit à quel point le sentiment pacifiste se développe. Le nombre de jeunes qui refusent de faire leur service militaire, au motif de l'objection de conscience, croît dans des proportions énormes. Tout objet de service doit subir un examen afin de prouver qu'en aucune circonstance il n'aura recours à la violence. On lui pose alors la question habituelle : « Mais que feriez-vous si un soldat soviétique violait votre amie ou votre mère ? Est-ce qu'alors... », etc.

(Lire la suite page X.)

(1) L'appel de Krefeld est un texte en faveur du désarmement rédigé en 1957 par l'Union allemande pour la paix.

(2) Action Signes de pénitence / Service civil (A.S.F.).

Babourou le coupeur de luettes

Il existe, chez les Peuls, des guérisseurs ayant une spécialité bien particulière : ils coupent la lueite pour évacuer les « humeurs malignes » qui encombrant la tête. Cette pratique est une curieuse rencontre entre la médecine européenne et la tradition africaine.

LORSQUE j'ai décidé de rencontrer les guérisseurs peuls de la région de Mopti, mon vieil ami Almani Malik Yaltara, originaire de la région, m'a dit : « Dans le Koumari, à Fatoma, le jour du marché, il y en a toujours plusieurs. » Le Koumari, c'est de Mopti et de la plaine du Macina, correspond à l'ancien territoire d'un petit royaume vassal de l'empire peul. Cette région, plus pauvre que les zones d'élevage et de culture, inondées par le Niger le Bani, a la réputation d'avoir conservé de nombreux archaïsmes. Les guérisseurs sont renommés. Ils appartiennent à deux groupes : des thérapeutes, qui n'utilisent que les plantes, et des rebouteux.

Le mardi suivant, je me rends donc, avec Almani, à Fatoma, grosse bourgade située à une trentaine de kilomètres de Mopti. L'infirmier nous explique que chaque marché attire deux ou trois guérisseurs : deux rebouteux, un « médecin-plantier », un « coupeur de luettes ». Le « coupeur de luettes » (« lueite » se dit en peul *demngel*, « petite langue »). Le rebouteux commence à s'animer, grande masse humaine mouvante et bruyante. (1) Jeuls en laine noire ou blanche, brodées de rouge et d'or, grande pagne foncé, cotonnades aux tons sombres, d'où montent rumeurs et poussées.

Vers midi, un enfant nous conduit à Babourou, qui nous accueille dans une cour à l'écart du village : plutôt petit, un visage aux traits irréguliers, le regard vif et perçant, il est issu d'une famille de guérisseurs. Avant de devenir coupeur de luettes, il fut soigné au fond du Koumari par un vieux confrère qui lui avait infligé un traitement voisin en se contentant de déchirer l'appendice avec un crochet épineux pour calmer ses rhumes, ses maux de gorge et sa toux. Un peu plus tard, Babourou s'étant mis à tousser, son maître renouela l'intervention. La toux se calma le lendemain, puis il y eut une seconde rechute. Il décida alors de s'opérer lui-même : il se fabriqua une baguette semblable à celle de son mentor, prit un miroir et sortit de chez lui pour se mettre à l'écart. Il ouvrit la bouche, repéra sa lueite dans le miroir, la crocheta, la tira, la lueite et la sang vint en abondance.

Après avoir beaucoup toussé et beaucoup vomit, il se reposa un peu, puis il cautérisa la plaie avec la cendre de tige de mil. Cette fois, il fut définitivement guéri. Il commença alors à soigner les autres de la même façon, jusqu'au jour où sa fille fut atteinte par le mal : « Sa lueite était tellement longue qu'on pouvait l'attraper à la main. » Alors, pour la première fois, il fit une ablation au lieu de se contenter d'une simple incision.

Une pince de fortune

Cette pratique maintenant opération depuis plus de vingt ans. Il n'a cessé d'améliorer sa technique : d'affiner ses instruments. Ceux-ci demeurent pourtant rudimentaires : un crochet, métallique et présent ; une

pince de fortune, semblable à celles utilisées par les chirurgiens du passé ; un vieux miroir très affûté dont il se recourbe la pointe pour trancher plus facilement l'organe. Babourou regrette d'ailleurs de ne pas avoir de instruments de chirurgie : « Les médecins de l'hôpital ont de meilleurs outils et des médicaments plus forts. » Mais les plaies consécutives à l'ablation cicatrisent vite, sauf exceptions assez rares.

Alors que nous conversons, un homme d'une cinquantaine d'années est venu échanger quelques mots à voix basse avec le guérisseur. Puis il a disparu pour revenir aussitôt, accompagné d'une femme et de sa fille. Celle-ci va être opérée.

Babourou la fait asseoir sur un petit tabouret et lui demande d'ouvrir la bouche. Elle se penche et s'accroupit en elle. Elle appelle son épouse, qui pile le mil du prochain repas sous l'auvent voisin. Elle abandonne un instant ses tâches ménagères, s'essuie les mains à son pagne, et saisit fermement, par derrière, les épaules de la jeune patiente pour la maintenir immobile. En un tour de main, Babourou crochète la lueite offerte, la tire et l'écarter ensuite avec la pince, puis la tranche. L'opération n'a duré que quelques secondes.

Une seconde langue

La femme du guérisseur rejoint déjà sa cuisine, le petit bout de chair sanglante gît dans la poussière. La jeune fille, qui est demeurée courageusement maîtresse d'elle-même, crache et présente, sur les conseils de Babourou, un peu de sang entre ses genoux écartés, tandis qu'il lui touche alternativement et brièvement le côté droit et le côté gauche du cou tout en prononçant des incantations incompréhensibles. Il sort enfin d'un tube un peu de poudre cicatrisante, et d'un doigt l'applique sur la plaie.

Le père de la jeune opérée tend un billet de 500 francs maliens (2) à Babourou, puis leur petit groupe quitte le village pendant que le bout de lueite, le sang et les crachats sont évacués dans un petit tas de terre puis évacués dans la main d'aisance voisine. Babourou procédera à deux autres opérations avant que ne le quittions, vers deux heures de l'après-midi, dans la chaleur accablante du jour encore au zénith. Depuis, j'ai assisté à bon nombre d'opérations qui se déroulent avec la même rapidité, la même absence de décorum et de parole, la même économie de gestes et de rituel.

Babourou justifie sa pratique par un ensemble complexe de spéculations. Selon lui, il y a une forme à l'origine dans la lueite ; les aliments et les boissons contribuent à maintenir l'infection jusqu'à ce que cela devienne « une lueite de gomme arabique ». Le liquide se met à couler dans la poitrine du malade qui commence à tousser. Les « ganglions » qui sont de part et d'autre de la gorge (3) gonflent.

Si personne n'intervient, la lueite s'allonge jusqu'à former « un bout crochu et une seconde langue ». Le malade s'y prend à temps, l'ablation supprimera son mal. Par malheur le liquide corrodant a déjà gangrené les poumons, et qu'on le ramène par une radio-

Nous conversons depuis une bonne heure, lorsqu'un patient se présente. Babourou sort sa pince d'où glissent des instruments chirurgicaux aux chromes rutilants. Ce nouveau matériel lui avait été offert par une interlocutrice d'origine sénégalaise, qui avait procédé, paraît-il, à un

gon court point. Il confirme les propos de Babourou : il lui est arrivé de trancher des luettes depuis que celui-ci lui a révélé cette innovation, mais la plupart du temps il se contente de la déchirer. Autrefois, il dit tenir la pratique d'un guérisseur dogon qui l'a soigné il y a quelques

rapides incantations, juste après l'ablation. Il n'y a pas de débat préalable, la décision semble déjà prise quand la famille conduit le patient auprès de Babourou, qui se met à travailler. Son activité revêt même un aspect prosaïque et expéditif : prenant pour qui il accoutume les intrusions du sacré dans le champ thérapeutique, telles qu'elles se manifestent dans des cultes de possession voisins (4).

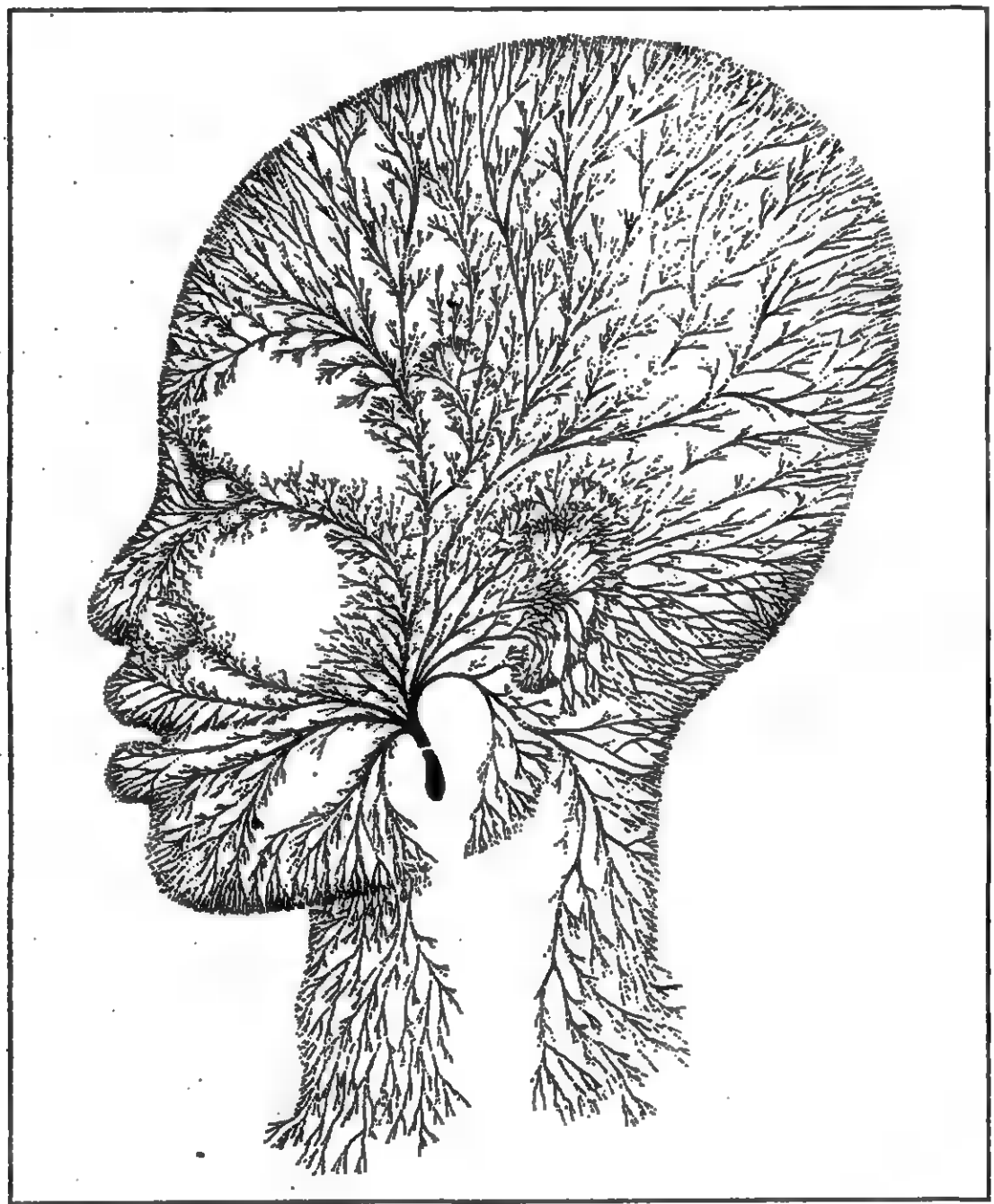
Une pratique de transition

Si Babourou est en silence, il en expose volontiers les fondements à des propos rationalisants : circuits d'humeurs malignes, communication entre organes, évolution du mal. Ce discours positif, l'évocation de l'hôpital, dont relèvent les graves au dire du guérisseur, l'intervention apparemment récente de cette pratique, inclinent à penser qu'elle est induite de la médecine européenne. En même temps, les règles de la médecine africaine traditionnelle sont respectées. Babourou est un ancien patient qui a souffert du même mal. Il est dans une famille de guérisseurs. Il occupe une position marginale dans sa société. Comme tous les thérapeutes populaires, il ne reçoit pas d'honoraires fixes : chacun le rétribue selon ses propres possibilités, les honoraires variant de 200 à 1 000 francs maliens.

Babourou jouit d'une aisance relative qui contraste avec la pauvreté ambiante. Il n'a cessé d'élargir sa clientèle, il a opéré plusieurs centaines de personnes ces derniers mois. Il va parfois pratiquer jusqu'à la frontière mauritanienne, la Côte-d'Ivoire, mais toujours en milieu peul. Ces succès prouveraient que l'ablation de la lueite, qui semble revêtir une efficacité essentiellement symbolique, quels que soient ses effets réels, n'entraîne pas d'accidents graves. S'arrêter sur les aspects éprouvés et difficilement supportables de cette opération, le risque de faire oublier qu'elle est considérée par ceux qui la subissent comme le seul soulagement possible à leurs maux — et qu'en Europe aussi, une infection chronique de la lueite peut contraindre à une excision partielle.

NOTES

- (1) Grand boubou de laine.
- (2) Soit 1 franc français.
- (3) Peut-être les amygdales.
- (4) Culte songhaï du soninké et bambara. Cf. J.-M. Tarn, *Tombours d'eau*, Le Sycomore, 1980.



MORGAN

graphie », précise Babourou, il faut d'abord couper la lueite puis s'adresser à la médecine moderne et « se faire faire des piqûres ». L'infection provient d'une lueite (toundi en peul) portée par le vent, qui remonte par les narines jusqu'au cerveau. En sont victimes ceux qui ne se lavent pas régulièrement le nez et ceux qui ne débouchent les conduits », dit Babourou.

Le mal vient donc de l'extérieur, il y a la notion d'impureté. Jamais n'interviennent dans les explications du guérisseur des surnaturels tels que génies ou esprits malins à la fois fantasmatique et rationalisant. Il élabore une topologie des circuits de la tête, de la gorge et de l'arrière-gorge, et une théorie de la circulation des humeurs mali-

Le maître Mamadou Ba

J'ai retrouvé Babourou l'année suivante, dans son village. Il était paisiblement occupé à engranger du mil au milieu des siens, auxquels il distribuait des ordres.

des guérisseurs de la région pour le compte de l'O.M.S. Babourou arborait fidèlement pince, crochet et ciseaux acérés. La lueite du consultant alla bien vite rejoindre la poussière. Rendez-vous pris, avant de nous quitter, pour rendre visite au vieux maître auprès duquel le guérisseur avait fait son apprentissage.

Le lendemain, nous organisons une équipe au fond du Koumari, jusqu'au village où habite le vieil homme. Nous arrivons vers 17 heures à Waribara, dernière agglomération peule, plantée sur une colline rocheuse rouge et noire qui domine la vallée parsemée de quelques rivières. A l'ouest la vue porte loin ; à l'est, l'horizon est barré par le rebord du plateau dogon, dont les premiers villages sont à quelques kilomètres d'ici. La terre, couverte par le soleil qui s'apaise, décline vers les tonalités d'ocre et de brun. Mamadou Ba, immense vicaire aux traits aussi rocailleux que son pays, s'avance d'un pas encore alerte, habillé de cotonnades tissées à l'ancienne, coiffé d'un bonnet do-

rantaine d'années. Il ne précise pas si l'opération était déjà pratiquée à des époques plus anciennes.

Outre Babourou et son maître, deux autres guérisseurs pratiquent, à leur connaissance, l'ablation de la lueite dans la même région. Celle-ci se présente comme une technique évolutive, puisque la génération précédente ne se contentait de déchirer le petit appendice. L'opération n'est pas ritualisée, la mise en scène quasi absente ; à peine le guérisseur prononce-t-il quel-

Des bouquins par milliers !
LES CLASSER, LES RANGER ?
RAYONNAGES, ÉTAGÈRES
A VOTRE MESURE
Équipez votre bibliothèque pour un budget
INCROYABLEMENT MODÉRÉ
avec le **RM LEROY** FABRICANT
spécialiste qui a fait ses preuves
• le Monde • du 29-3-1978
288, avenue du Maine, PARIS-14^e
Tél. : 540-57-40 (Métro Alésia)

S.A.R.L. L. L.
Directeur de la publication
Anciens directeurs :
Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Laffont (1969-1982)
Imprimerie : du « Monde »
5, rue de Valenciennes
PARIS-10^e
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

LANGAGE

Quand Gutenberg capitule

Il est pratiquement impossible à un Français d'aujourd'hui de faire une idée, même approchée, de l'importance numérique et de la diversité du vocabulaire de sa langue : pas plus sans doute qu'à un Allemand, un Anglais, un Russe... pour la sienne. Quelques hommes pouvaient encore le faire jusqu'au dix-huitième siècle, avant l'explosion des sciences et des techniques : les collaborateurs permanents de l'Encyclopédie, par exemple, n'avaient guère plus de 100 000 mots à percevoir pour couvrir la totalité du vocabulaire d'alors.

Par combien faudrait-il multiplier ces chiffres aujourd'hui ? Autrement dit : combien y a-t-il de mots français en 1982 ?

Cette question naïve (et banale) ne peut recevoir de réponse sérieuse (1). Qu'est-ce que « le français » ? Qu'est-ce qu'un mot « français » ? A partir de quel degré d'usage et d'acceptation sociale faut-il le compter, ou le décompter s'il n'est connu que par de petits groupes sociaux isolés, c'est-à-dire s'il est régional, argotique, très spécialisé ?

Doit-on compter comme des « mots » machine à coudre, machine à écrire, petit déjeuner, on le ferait pour machine-outil, deux-roues ou quatre-temps ? Abaisable, abattable, abolissable, abordable, abrégeable, sont-ils des « mots », ou de simples formes verbales ?

Supposons cependant qu'on s'accorde une définition approchée du « mot », du genre : unité significative autonome, identifiée, comprise et utilisée à des fins de communication à l'intérieur d'un même groupe linguistique. En précisant même à l'intérieur d'un même groupe socio-ou-techno-linguistique.

Avec cette définition large, débordons déjà le cadre des plus gros dic-

tionnaires traditionnels. Au-delà de 100 000 mots, effet, et en ordre de grandeur, Gutenberg capitule. Pour des raisons : capitales à investir, lenteur de la réalisation, de difficultés de consultation, de maniement, parce que personne n'a intérêt à payer, posséder chez lui un dictionnaire de plus de 100 000 mots, admettant qu'il soit un éditeur aude-

Solution plus acceptable : dictionnaires répondant chacun à un besoin précis. On doit pouvoir, coups de glossaires spécialisés, vocabulaires techniques et de dictionnaires généraux, se constituer, si on en a l'utilité ou le caprice (et les moyens), une bibliothèque de référence qui approcherait les 200 000 mots : des bibliothèques d'écoles, d'instituts, dépassent certainement ce nombre, si l'on sait qu'il existe, pour le français, environ deux mille dictionnaires divers.

Mais les difficultés d'utilisation deviennent bientôt insurmontables. Le meilleur odoïte le moins bon dans ce genre de bibliothèque de dictionnaires, inévitablement très hétérogène. Et l'expansion des sciences et des techniques si rapide qu'à peine constituée une telle bibliothèque en partie périmée, en partie insuffisante.

Le malthusianisme linguistique des Français

Heureusement, la même accélération des savoirs qui a définitivement rendu impossible le « dictionnaire total » (du français), fantôme de tout le dix-neuvième siècle encore très vivace chez nous aujourd'hui, permet de contourner la difficulté : pour une mémoire d'ordinateur, n'est pas un exploit que de tenir à la disposition des utilisateurs trois ou quatre mille mots d'une langue, avec leur (s) défi-

inition (s), leurs règles d'emploi, et éventuellement leur équivalent dans une autre langue.

C'est que font quotidiennement les trois ou quatre grandes banques de terminologie du français, celle du Canada à Ottawa, celle du Québec à Québec, celle des Communautés européennes à Luxembourg, ou celle des Nations unies à New-York.

On aimerait pouvoir y ajouter celle de la France à Paris, ou ailleurs dans l'Hexagone. Le fait qu'il n'y en a pas, le justifier, des raisons convergentes expliquent la lacune.

C'est d'abord la tradition littéraire. En ce sens, notre retard dans ce domaine est un aspect d'une conséquence de notre peu d'intérêt pour les sciences, les techniques et les industries, et du privilège que nous maintenons à la connaissance « culturelle » les autres modes de connaissances du monde.

C'est ensuite, et dans le même ordre d'empêchements, notre respect pour cette tradition littéraire des qu'il s'agit « mots ». Ce respect extrême, excessif, à l'Autorité désignée pour veiller sur la tradition : en l'espèce l'Académie française. Celle-ci avait admis, à ses origines, la coexistence de deux types de vocabulaire : celui de la culture

littéraire (décrit dans le premier dictionnaire de l'Académie, en 1664), celui des « Arts » (1764), celui des « Sciences » (1798) alors, c'est-à-dire des techniques, confié à Thomas Corneille dans le même temps.

Depuis, l'Académie s'est désintéressée de ce qui n'était que le vocabulaire littéraire. Elle ne s'occupe plus aujourd'hui de la compétence des moyens de « faire quelque chose » pour les vocabulaires scientifiques et techniques ; mais son autorité sert d'alibi à ce paravent à l'Etat pour ne rien faire de plus.

C'est enfin, au terme d'un dressage linguistique de trois siècles, une méfiance pour la création de mots, malthusianisme, refus plus ou moins conscient de l'explicité d'accepter qu'un savant, un technicien, un monsieur N'importe-qui, l'occasion, puisse fabriquer, sans en demander la permission aux Autorités, un mot dont le besoin, le met- en circulation, les risques sont incalculables.

Des outils pour traduire

La création d'une banque de terminologie est une entreprise de longue haleine, coûteuse, à laquelle le gouvernement a décidé que si le besoin est démontré, il est impératif. C'est ce qui s'est passé pour celle d'Ottawa, la plus riche et la plus efficace de nos banques dans le domaine du français. Elle est d'un besoin, aggravé par une obligation de quelque nature constitutionnelle : besoin et obligation de donner à tous les documents émanant du gouvernement du Canada une traduction paragouvernementale un double texte, anglais et français.

D'où une énorme demande de ces outils de traduction que sont les traducteurs. Demande continue et relativement variée, qui explique l'accroissement du stock

de mots mémorisés par Ottawa, et qui doit être aujourd'hui, pour le français, d'un ordre de grandeur du cinq cent à cent mille unités directement utilisables.

En France, ces mots immémorables ne se manifestent pas. Et le besoin à venir, dans la compétition mondiale, d'une grande banque française de terminologie du français n'a pas été perçu jusqu'ici. Le serait-il aujourd'hui que nous ne serions pas en

mesure, financièrement pour le créer.

Une raison pour jeter le manche après la cognée. Et c'est une bonne occasion de mettre en route des études théoriques, moins spectaculaires, mais indispensables pour préparer un nouvel avenir.

JACQUES CELLARD.

(1) Grossièrement, le nombre actuel de « mots » français se situe autour de six cent mille.

POÉSIE

KENNETH WHITE

Né à Écosse en 1936, Kenneth White a étudié les lettres, la philosophie à Glasgow, Munich et Paris. Ce passionné de nomadisme intellectuel vit en France depuis 1967. Il a récemment publié : L'Écriture du monde (Dérives (Lettres nouvelles/Maurice Nadeau), En toute candeur (Mercure de France), Le Grand Voyage (Le nouveau commerce), Segalen, théorie et pratique du voyage (Alfred Eibert), la Figure du dehors (Grasset). Kenneth White aime à penser de l'esprit cette pensée bouddhiste : il vise aujourd'hui un monde blanc, neuf, naissant, débarrassé de nos constructions trop humaines.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sur la montagne froide

Lecture de Han Shan dans les Pyrénées

Les disciples du Bouddha l'appelaient « le moine-poète » pour ceux de Lao-tseu il était « ermite » mystique pour les confucéens un écrivain un peu fou qui avait parfois des éclaircies pour lui-même il était Montagne Froide faisant de son mieux ne sachant jamais trop où cela le menait Du Guangling (850-933) dans son Shanxian Shiyi dit que Han Shan « vivait sur le Mont Cuijing dans la chaîne des Tiantai » selon les taoïstes la chaîne des Tiantai était un de ces lieux où des ailes poussaient aux hommes de temps à autre il descendait au monastère de Guoguang chercher des vivres à la cuisine mais passait le plus clair de son temps là-haut parmi les nuages blancs il n'avait pas toujours vécu là cependant il évoqua la rue du Moineau Rouge à Chang'an où il avait soulevé la poussière du monde (souvenir des douces jeunes filles : « jeunes filles jouant au crapsule la brise porte leur parfum à travers la rue ») avant de partir pour les hauteurs un bonhomme peu orthodoxe hors des classifications s'il faisait un peu quand ça lui chantait il se moque des « des raides » et des « crânes rasés » tao-bouddhiste, soit mais disons plus simplement poète de la montagne et entrons dans ses poèmes trois cent onze en tout « un certain pisse-froid du nom de Wang a dit que mes poèmes étaient tous de travers je n'avais aucun sens de la prosodie ils me font rire avec leurs vers corrects » ce sont tous des aveugles parlant du soleil que je trouve un seul homme aux yeux neufs disait Han Shan et mes poèmes feront le tour du monde « je suis parti voir un grand moine brume sur la montagne tout le long du chemin le moine m'a montré la route du monde la lampe ronde de la lune » « balade sur le mont Huangding ciel clair, belle journée » « quand la lune brille toute blanche on peut oublier l'est et l'ouest » ces poèmes de la Montagne Froide sont comme un jour à deux aurores

Offrez-leur... une bonne orthographe : le nouveau **BESCHERELLE 2** résout facilement tous problèmes d'orthographe d'usage. Un livre base simple et pratique. 29,80 F. En librairie. **HATIER**

NOUVEAUX DIPLOMES pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue étrangère (allemand, italien, espagnol, russe), quel que soit leur âge ou leur niveau d'étude, ont intérêt à compléter, parallèlement à leur formation, par un des diplômes suivants :
- Diplômes des Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables à la formation du commerce et des affaires ;
- B.T.S. Traducteur et interprète, attestant une maîtrise et une spécialisation de la traduction et de l'interprétation ;
- Diplômes de l'Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, tourisme, hôtellerie.
Etudiants, secrétaires, représentants, comptables, techniciens, ingénieurs, cadres et directeurs commerciaux, etc., sauront tirer profit de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leur qualification professionnelle.
Le département Information-Orientation, Langues et Affaires, Service 662, 35, rue Collange, Paris-Levallois, vous demandera documentation pour les diplômes (préparation en français ou en anglais) (organisme privé).

Le Monde
dossiers et documents
UNE PUBLICATION MENSUELLE DU MONDE
TROIS GRANDS PROBLÈMES DE SOCIÉTÉ
DÉJÀ PARU
LE TROISIÈME ÂGE
(novembre 1982)
À PARAÎTRE
L'ENFANCE VICTIME
(décembre 1982)
LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS RICHES
(janvier 1983)
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 5 F

OFFREZ !
J. COUVERCELLE
G. DELAMARRE
J. CARDUCCI
l'année du tennis 82
Retraite de Borg.
McEnroe brillant mais fragile.
Connors superbe.
Noah parmi le lot.
Un vol. 22 x 27, nombreuses photos noir et blanc. 224 pages - 145 F.
CALMANN-LÉVY
Tennis MAGAZINE

AUDIOVISUEL

Les maisons de disques à l'assaut des ondes F.M.

ALLO! W.E.A., bonjour. Bonjour. Le service promotion, s'il vous plaît.

Promotion radios libres ?

Oui.

Radios libres Paris ou radios libres province ?

Il y a plusieurs à s'en occuper ! Où est située votre radio ? (...)

Comment ne pas s'en être douté ? Les maisons de disques ne pouvaient pas rester indifférentes à l'irruption des quelque deux mille radios locales répandues aujourd'hui sur le territoire français et qui déversent chaque jour des flots de musique (presque) ininterrompue ! Un rapide sondage auprès des principales d'entre elles est éloquent. Toutes se sont désormais organisées et disposent d'un nouveau service chargé uniquement de la promotion des disques auprès des radios « libres ». Des équipes jeunes, qui ont démarré en général avec une personne et qui - le phénomène allant croissant - se sont légèrement étoffées et travaillent en liaison avec le réseau de représentants commerciaux en province. Une organisation encore floue et tâtonnante, qui entretient souvent avec les jeunes stations un style de relations très différent des liens traditionnels établis depuis si longtemps avec le service public ou les périphériques. « Ils n'ont pas encore tout à fait compris comment travailler avec les vraies radios libres », remarque Jean-Michel Roussier, de Radio Ici et Maintenant, mais il faut reconnaître qu'ils font des efforts louables.

Il a fallu le 10 mai 1981, et l'explosion des radios dont il a été le détonateur, pour que la plupart des maisons de disques prennent conscience du phénomène encore naissant. Bien avant cette date pourtant, certains - peu - avaient compris le sens de ce mouvement, et de nombreuses

« pirates » de l'époque doivent beaucoup à une maison comme Virgin, qui, la première, a pris quelques risques, apportant aux radios une aide et une compréhension qu'aucune autre maison n'a encore égalées. Mais l'enthousiasme l'a pourtant vite emporté sur le scepticisme, et l'image du « pirate militant et ringard » a fait place à celle de « ce fantastique outil de promotion de disques », ce fameux « auxiliaire à la vente » que dénonce à sa manière Ici et Maintenant. Partout, un même refrain devenu une évidence : « Pour une cinquantaine de titres que diffusent chaque jour Europe 1 ou R.T.L., N.R.J., en passe près de quatre cents. Négliger la F.M. serait aujourd'hui suicidaire. »

Quelle audience ?

Alors on s'organise. Maladroïtement au départ. L'univers des radios libres, sa fantaisie et son instabilité, son amateurisme, déconcertent les attachés de presse les plus rompus aux pratiques des stations nationales. Il faut d'abord établir un fichier des radios existantes : inutile de contacter pour cela les stations, elles se bousculent au portillon pour qu'on leur envoie un nouvel album, qui un service de presse régulier, qui enfin un fonds de catalogue pour amorcer leur discothèque. A partir des dossiers précis que doit fournir chacune d'elles, les maisons doivent alors faire une sélection. Les disques coûtent cher, l'opération doit être rentabilisée, et les publics mieux ciblés.

Alors, en l'absence de données rigoureuses - tout le monde attend que le C.E.S.P. s'intéresse à la F.M. de façon plus précise, - on se contente d'indications plus sommaires : la rumeur et le bouche-à-oreille (« c'est la première chose que je demande à un chauffeur de taxi, lorsque j'arrive dans une ville de province ».

confie Danielle Mazi, de W.E.A.) ; le témoignage de correspondants de la maison en province et l'enquête auprès des disques ; certains sondages, même sommaires (l'enquête Fitoussi à Paris, un sondage réalisé à Lyon par des étudiants pour le compte de Happy Radio) ; et, bien sûr, les éléments fournis par les radios elles-mêmes : leur dossier de presse, le nombre de coups de téléphone reçus à l'occasion d'un concours ou d'un jeu à l'antenne. Certaines maisons exigent de recevoir des cassettes d'émissions pour se faire une idée du ton et de la qualité de la station. Enfin, toutes accordent une importance décisive au sérieux avec lequel les radios acceptent de coopérer avec elles en leur renvoyant régulièrement des indications sur l'impact d'un disque auprès des auditeurs et une sorte de hit-parade des succès de la station.

Disc'AZ, R.C.A., Pathé, affirment ainsi « travailler » avec environ cent cinquante ou cent soixante-dix radios. Mais toutes ont désormais tendance à réduire ce nombre et sélectionner les stations avec de plus en plus de précautions : en fonction de l'audience. « Cependant, estiment certains, les radios décentralisées de Radio-France pourraient jouer bientôt un rôle prépondérant, leur zone de couverture, qui dépasse la taille d'un département, les rendant plus intéressantes que les radios privées. »

Des calculs rendus indispensables par le prix croissant des disques : « Nous ne sommes pas des philanthropes », explique Francis Photorino, de R.C.A. « Nous ne voulons pas travailler de façon aveugle et nous transformons en service P.T.T. pour cent cinquante radios. Travailler, cela signifie l'organisation d'un service de presse pour fournir aux stations les principales nouveautés des 45 tours, les catalogues, les invitations pour l'audition de nouveaux albums, les concerts,

les cocktails de presse). Cela signifie aussi pour l'attaché de presse la nécessité de voyager de station en station, à Paris ou en province, à l'occasion d'un concert ou d'une tournée promotionnelle afin de présenter à la fois un album et son interprète, lequel se pille de bonne grâce aux interviews multiples dans les petites stations, heureuses elles aussi de pouvoir diversifier leur animation.

La hantise du piratage

De là à imaginer que des animateurs rusés en arrivent à se faire rémunérer interviews et matrasques de disques à l'antenne, il n'y a qu'un pas que plusieurs radios ont allégrement franchi... Faute de moyens.

Telle somme pour une heure d'interview, telle autre somme forfaitaire (3 000, 5 000 F) pour le matrasque (trois ou cinq fois par jour) d'un disque pendant un mois, etc. Un usage courant chez les producteurs indépendants : une pratique quasi impossible pour les maisons de disques très contrôlées. « Pathé est une vieille dame pleine de principes », déclare Jérôme Lefèvre, directeur de la promotion française, et se serait contenté de notre démarche. « Aucune radio ne serait assez folle pour refuser de passer le bon produit que son auditoire entendrait sur d'autres stations », ajoute Myrtille Cougoureux, de Disc'AZ. Il n'empêche. Les firmes connaissent trop bien les problèmes financiers que rencontrent les stations pour leur refuser tout soutien : de l'aide apportée à l'organisation d'un gala de soutien, à ce qu'on appelle les « échanges marchandise » (la promotion d'un disque à l'antenne est « récompensée » par le don à la radio d'un fonds de catalogue qui enrichit considérablement sa discothèque de base) ou

les « échanges publicitaires » (l'achat d'espaces dans un journal lié à la station). On reste encore loin cependant du procédé de la cession en vigueur dans les périphériques.

Les conséquences de cette irruption en masse sur le marché du disque ? Une diversification étonnante de la production, une ouverture fantastique pour les interprètes français qui n'avaient aucune chance d'être diffusés un jour sur une antenne nationale (ne parlez-vous pas de certains artistes comme de produits « typiquement F.M. » ? Chagrin d'amour, repris et matrasqué ensuite par les quatre grands : Jean-Luc Lahaye, Catherine Ferry, Diane Tell, Pascal Duvoy, et puis Kast Product ou Klaus Nomi qui a fait un disque d'or en n'étant programmé que sur la modulation de fréquence...). « Nous voici submergés par des artistes français », explique Brigitte Martin, de W.E.A. « Ils sont désormais beaucoup plus motivés, chacun pense avoir sa chance. »

Les maisons de disques se refusent pourtant à tirer des conclusions concernant les ventes. « Trop prématuré », explique-t-on. Il est vrai que la multiplication des radios et le son d'excellente qualité qu'offre la F.M. ont entraîné un développement inouï du piratage. La hantise des artistes et des maisons de disques, la diffusion ininterrompue à l'antenne d'un album intégral équivalent à retirer de la vente plusieurs milliers d'exemplaires du disque et de sa cassette...

Une perte pour certains sociétés, un drame pour certains artistes dont la question des droits est loin d'être résolue. « Les radios libres impliquent une petite révolution de notre métier », explique Francis Photorino : « une complète remise en cause à la fois de notre système de production, de la distribution et, bien sûr, de la promotion de nos produits. A nous de savoir nous adapter. »

ANNICK COJEAN.

VIDEOCASSETTES SELECTION

Work out

Voilà enfin la cassette qu'attendent impatiemment tous ceux qui veulent brûler des calories, éliminer des toxines, activer leur circulation et fortifier leur cœur, mais surtout garder leurs muscles longs et fermes. Bien sûr, il y a déjà « Gym tonique », le dimanche matin à la télévision, seule alternative laïque au jour du Seigneur, mais la vidéo nous offre la chance supplémentaire de Jane Fonda, la grande prêtresse de ce nouveau culte du corps.

Avec un enthousiasme parfaitement aseptisé et une conviction inébranlable, sans le moindre signe d'effort ou d'essoufflement, elle module des petits « whooh ! » ou « Ah, ça brûle ! », sans cesser de prodiguer d'énergiques encouragements. Elle est accompagnée d'une musique taillée sur mesure et d'une dizaine d'adresses, très sur le vif, dont les plus prestigieuses démontrent à l'avance les bienfaits de la méthode.

Attention, les cadences sont infernales mais vous disposez fort heureusement d'une touche pause, voire d'un ralenti ou d'un retour en arrière. Les accidents n'étant pas rares malgré tout, il est recommandé de suivre attentivement les prescriptions au dos de la cassette, et en particulier ce dernier conseil, aussi admirablement tourné qu'un aphorisme zen : « Si vous sentez que quelque chose ne va pas, arrêtez immédiatement et essayez de comprendre ce qui se passe. »

★ Work out. Une production Video Corporation et R.C.A. Sélection Vidéo. Distribué par Warner Filmpac Vidéo (uniquement à la vente).

FILMS

Pour les enfants

Michel Strogoff d'Emile Natan, avec Curt Jurgens et Genevieve Page. Edité et distribué par Super Vidéo Production.

Le Chevalier de Pardailhan de Bernard Borderie, avec Gérard Barry, Michèle Grélier et Jean Topart. Edité par Cinéthèque et distribué par G.C.R.

Contes, dessins animés adaptés des œuvres de Grimm, Oscar Wilde et Andersen. Deux cassettes éditées par Cinéthèque et distribuées par G.C.R.

J.-F. L.

PRATIQUES

VIDÉO

Un syndicat pour les vidéo-clubs

Après les producteurs et les éditeurs vidéo, les vidéo-clubs ont décidé à leur tour de se regrouper en fondant le Syndicat national des vidéo-détailants (S.N.V.). Le premier but de cette organisation est de redorer l'image de marque de la profession et d'expliquer aux consommateurs que tous les vidéo-clubs ne sont pas des escrocs prêts à la moindre difficulté de gestion à mettre la clé sous la porte en emportant les chèques de caution. Le syndicat, qui compte ses membres par un système de parrainage régional, leur délivrera un label « S.N.V. » qui doit garantir à la clientèle une certaine qualité de service.

Mais le S.N.V. veut aussi assainir le marché en négociant avec les éditeurs une politique de commercialisation plus cohérente. Au premier rang de ses préoccupations, la relance de la vente par une diminution des prix des vidéocassettes. Le S.N.V. estime que celui-ci ne devrait pas dépasser 450 F hors taxes. Les vidéo-clubs veulent aussi remettre en question la pratique du « package », qui les

oblige à acheter tout le catalogue de certains éditeurs pour obtenir les quelques titres de qualité qui les intéressent.

Le S.N.V. s'est également prononcé pour un tarif de location « plancher » de 25 F par jour qui lui semble « la base raisonnable d'une gestion saine ». Le Syndicat national des vidéo-détailants regroupe déjà trois cents adhérents et compte atteindre un millier de membres au début de l'année prochaine. Au dernier VIDOOM, à Cannes, le Groupement d'intérêt économique de l'édition vidéographique (GIEV) avait également proposé une « charte de déontologie » aux vidéo-clubs leur interdisant la vente par location, le prêt ou l'échange de cassettes. Mais le S.N.V. juge ces exigences déraisonnables et y voit une tentative de mainmise des éditeurs sur la profession.

★ S.N.V., 55-57, rue de Montreuil, 75011 Paris.

J.-F. L.

Vidéo Art International

Les vidéocassettes « Le Louvre », présentées dans notre numéro du 21 novembre, ne sont plus distribuées par la société J.L.L. 21 mais directement par Vidéo Art International : 24, rue de l'Étoile, 75017 Paris. Cette collection s'est enrichie de nouvelles cassettes sur les musées du Prado et du Vatican.

HI-FI

Acoustique à la française

Créée en 1947, la société Elipson reste une des valeurs

sûres de l'acoustique à la française. Sa renommée pourrait aller bien au-delà de ce qu'elle est si l'on savait qu'Elipson est à l'origine d'innovations reprises maintenant par tous les facteurs d'enceintes haute-fidélité. La mise en phase acoustique, par exemple, qui explique le décalage souvent constaté entre les plans des différents haut-parleurs de la face avant.

C'est Elipson qui a mis au point ce procédé pour contrebalancer les différences d'inertie des pilotes mobiles des haut-parleurs et remédier ainsi au flou acoustique et au manque de clarté du son. La firme a créé aussi des techniques originales pour combattre le trébuchement et les résonances parasites par l'utilisation de résonateurs multiples. Les travaux sur la restitution des très basses fréquences ont amené la conception du principe de la charge symétrique, qui, en régularisant les charges avant et arrière du haut-parleur, garantit une réponse étendue dans l'extrême grave exempte de distorsion. Enfin la marque est surtout connue du grand public pour les formes parfois surprenantes que prennent ses enceintes, la boule en staff étant un classique du genre.

Solidement implanté dans le domaine professionnel des studios de radiodiffusion et de la sonorisation publique, Elipson a accentué parallèlement sa pénétration dans le marché grand public avec le disque numérique. Cette présence dans un secteur économique hyper-concurrentiel devrait se voir épauler par la présence du groupe Thomson dans le capital de l'entreprise.

Le catalogue Elipson propose plusieurs familles d'enceintes acoustiques dont la célèbre série « Staff ». La gamme « classique » intègre les toutes dernières innovations techniques : haut-parleurs de graves chargé par triple résonateur, charge symétrique pour la restitution des

basses fréquences, mise en phase acoustique des haut-parleurs.

Ph. P.

PHOTO

Appareils spécifiques pour la photo rapprochée

La photo de très près (la photomacrographie) se pratique généralement avec un appareil reflex équipé de tubes allongés, d'un soufflet ou d'un objectif spécial dit objectif « macro ». Tous ces accessoires ont pour rôle d'éloigner le groupe de lentilles du film, ce qui permet d'agrandir l'image que l'objectif projette sur la surface sensible.

Les rapports de reproduction obtenus sont un peu inférieurs ou supérieurs à l'unité. Dans ce dernier cas, l'utilisation d'un soufflet devient indispensable dès que l'on souhaite un rapport de grossissement dépassant 1,5. Ce grossissement peut atteindre le rapport 50 en montant sur le soufflet un objectif spécial (objectifs macroscopiques construits par Canon, Leitz, Minolta, Nikon, Olympus et Carl Zeiss).

Dès que le rapport de reproduction dépasse 2, la technique de prise de vue devient particulièrement délicate, car il est indispensable de stabiliser totalement le matériel et de faire une mise au point rigoureuse. Pour simplifier les choses et rendre ce type de photo plus rapide, un constructeur, Wild, a conçu un matériel spécifique, le Photomacrokroscop M 320, qui peut être associé à un boîtier 24 x 36 ou à une chambre de plus grand format, ou encore à une caméra

de télévision spécifique. Le système ressemble à un microscope binoculaire surmonté de l'appareil photo ou de la caméra de télévision. Il permet donc l'examen du sujet disposé sur la platine et sa photographie ou sa diffusion sur un téléviseur. Un dispositif de contrôle de l'exposition autorise des prises de vue automatiques (l'entraînement de la pellicule photo est également automatique après chaque déclenchement). L'objectif est un macrozoom autorisant des grossissements jusqu'au rapport 5. Des oculaires et des lentilles complémentaires permettent d'obtenir des rapports de 3,3 à 160. La vision directe comme la photo sont possibles en lumière réfléchie ou en transparence (les deux techniques pouvant être combinées pour réduire un contraste). Divers accessoires (éclairage, filtre polarisant notamment) permettent de varier les effets et de travailler avec un grand confort.

ROGER BELLONE.

RADIO

Le fonds de soutien aux radios locales

Ammoncé à plusieurs reprises par le ministre de la communication (le Monde du 25 septembre), le « Fonds de soutien à l'expression radiophonique » va enfin voir le jour. Un décret paru au Journal officiel du 18 novembre précise les conditions de sa mise en application et institue la taxe parafiscale sur la publicité radiodiffusée et télévisée qui le financera.

Perçue par l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) auprès des régies intéressées, cette taxe est as-

sise sur les sommes (hors T.V.A.) payées par les annonceurs pour la diffusion de leurs messages publicitaires. Un tarif d'imposition de ces recettes mensuelles a ainsi été fixé par l'État.

■ Pour la radio, la taxe s'élève à 3 750 F lorsque les recettes publicitaires du mois sont inférieures à 1 million de francs, 11 000 F lorsqu'elles se situent entre 1 et 2 millions de francs, 18 800 F entre 2 et 3 millions, 1 450 000 F lorsqu'elles dépassent 400 millions de francs.

■ Pour la télévision, la taxe s'élève à 4 700 F pour des recettes publicitaires inférieures à 1 million de francs, 14 100 F lorsqu'elles se situent entre 1 et 2 millions de francs, 32 800 F entre 2 et 5 millions de francs, 5 800 000 F au-dessus de 280 millions de francs.

Une commission de neuf membres, présidée par M. Galabert, ou en cas d'empêchement par son suppléant à la commission consultative sur les radios privées, M. Durand-Viel, attribue ces aides. Elle comprend, en outre, quatre représentants des régies publicitaires redevables de la taxe et quatre représentants des associations titulaires d'une autorisation de radio locale, désignés pour un an par arrêté du ministre de la communication. Dans les quinze jours qui suivent les délibérations de la commission, le représentant du ministre de la communication, et le contrôleur d'Etat - qui assistent tous deux aux réunions avec voix consultative - peuvent demander à la commission une seconde délibération. Rappelons que les radios recevront une somme unique, fixée pour l'année 1983 à 100 000 F, le gouvernement prévoyant l'autorisation des sept cents stations sur tout le territoire.

A. C.

Classique

Le deux-cent-cinquantième anniversaire de Haydn

Plusieurs réalisations, dont certaines très remarquables, sont encore venues ces dernières semaines illustrer l'année Haydn (voir le Monde Dimanche du 28 mars).

Parmi les plus importantes, une nouvelle intégrale des douze *Symphonies londoniennes* (n° 93-104) due à Herbert von Karajan et à la Philharmonie de Berlin, et dont aucun élément n'avait paru précédemment en disque. Succédant à celle de Colin Davis, cette intégrale est tout aussi remarquable, mais d'esprit fort différent. L'orchestre est plus fourni, les sonorités plus pleines, les tempos en général plus lents. Karajan tire les œuvres vers le dix-neuvième siècle, mais elles n'en perdent rien de leur énergie ni de leur impulsion rythmique tout en révélant des liens assez fascinants avec le dernier romantisme. (8 disques DG, 2471.015.)

Toujours dans le domaine symphonique, mais dans une optique diamétralement opposée, le jeune chef britannique Derek Solumon et son ensemble, l'Esro Armonico, à effectifs réduits et armé de instruments anciens, ont gravé avec une parfaite fiabilité, et dans le meilleur style possible, les six symphonies n° 39, 35, 38, 59 (*le Fau*), 49 (*la Passion*) et 58, d'environ un quart de siècle antérieures aux londoniennes et jouées de la période pré-romantique du Sturm und Drang. Réussite d'autant plus précieuse que certains ouvrages (n° 35, 38, 58) n'accommodaient pas les catalogues et que d'autres devaient suivre avec les mêmes interprètes. (3 disques CBS, 37861.)

Sur un pianoforte d'époque faisant partie de sa propre collection d'instruments anciens, Paul Badura-Skoda (grand spécialiste de la musique classique viennoise s'il en fut) vient d'enregistrer quatre sonates (n° 31-32, 38, 47-50, 54 et 59-62) et quatre pièces isolées. Ces interprétations magnifiques feront longtemps référence, tant sur le plan stylistique (admirable synthèse de rigueur et de liberté, en particulier grâce à un sens aigu de l'agogique, à des subtilités variations de tempo venant enrichir et approfondir le discours) que sonore (les possibilités de l'instrument, d'un type très apprécié par Haydn, sont exploitées avec goût et intelligence). A ne pas manquer. (Deux coffrets de trois disques chacun, Astrée, 913 et 914.)

Dans le genre voisin de la musique de chambre, on constate avec plaisir qu'un quatuor à cordes français, le Quatuor Via Nova, a osé aborder les six chefs-d'œuvre ultimes formant l'opus 76 (1787) : interprétations très personnelles, notamment dans les mouvements lents, et ne craignant pas la comparaison avec celles du Quatuor Tatrai et du Quatuor de Tokyo. (3 disques Erato, 714.913.)

A signaler aussi sept « Aires » en italien et en allemand par Teresa Berganza accompagnée par Raymond Leppard et l'Orchestre de chambre écossais (Erato, 75038), des divertissements de premier rayon pour flûte, violon et violoncelle par Rampal, Stern et Rostropovitch (CBS, 37788) ; et deux nouvelles *Symphonies* par Neville Martin et l'Academy of St-Martin-in-the-Fields, les 53 (*l'Impériale*) et les 59 (*Londoni*), cette dernière étant extrêmement rare au disque (Philips, 6514.146.)

MARC VIGNAL

Musique profane de Jean Ockeghem

« Accoutrez-vous d'habits de deuil et blouses grosses larmes d'œil. Avons perdu notre père... » Avec Josquin Des Prés, qui écrivit la mort du compositeur flamand se célèbre déplorant, c'est toute l'Europe de la fin du quatorzième siècle qui salue en Jean Ockeghem le premier musicien de son temps, un maître de l'envergure d'un Lassus un siècle plus tard, ou d'un Dufay cinquante ans plus tôt.

Né à Bruxelles (ou en Flandre-Orientale), Jean Ockeghem entra à la Chapelle des rois de France aux environs de 1450. Il devait y rester plus de quarante ans, servir trois souverains (Charles VII,

Louis XI et Charles VIII) et donner satisfaction au point d'être chargé d'une mission diplomatique en Espagne.

Comme tous ses contemporains, il a écrit tout pour l'église, mais le compositeur profane est également de première force, comme le prouve un album superbe regroupant toutes les chansons qui lui sont attribuées. C'est le *Medieval Ensemble* de Londres qui, sur sa lancée de son album Dufay, ressuscite ce répertoire passionnant. Ockeghem est, sans doute aucun, l'un des hautes figures de la chanson franco-flamande, comme en témoignent ces interprétations d'une authenticité saisissante, quant au style. La reconstitution — exemplaire — prend des allures d'enluminure avec d'incroyables nuances dans le dosage des accents et la confession des sentiments. Et, sous les rigles du jeu courtisane, le chant se gonfle d'une expressivité réveuse et ne cesse d'interpeller l'auditeur moderne, au nom de la vie et de la poésie.

Parfois peut-être, comme pour Dufay, ces virtuoses ont-ils tendance à vouloir faire sonner l'ancien parler d'oïl « plus vrai que nature » en copiant la prononciation des Canadiens français d'aujourd'hui. Mais, pour la justesse du ton et l'art avec lequel la ligne mélodique est conduite tout au long d'une approche, habillée, bien sûr, des trémolos suggestifs des instruments médiévaux, cet enregistrement doit être recommandé sans réserves. Et, quand le bonheur sonore est aussi grand, l'émotion apparaît toujours, qui charge un simple chant d'amour, comme *Ma maîtresse est ma plus grande amie*, d'une dimension d'éternité. (Trois disques Oiseau-lyre, Barclay D258-403.)

ROGER TELLART

Les « Suites » de Bach par la Petite Bande

Les *Suites* d'orchestre de Bach, par la Petite Bande, avec ce que cela implique de ferveur savante et d'imagination pour nous les rendra telles que du vivant de leur auteur : la musique est débarrassée de tout ce qu'une fausse tradition d'interprétation avait pu déposer de poussière et de sorcellerie.

Et d'abord, un décapage au niveau des sonorités, des phrases et des rythmes, avec ce qui est l'équilibre entre cordes, bois et clavier (pour la *Troisième* et la *Quatrième Suite*) qui, à lui seul, est générateur d'une expressivité nouvelle, même si le discophile averti voit bien tout ce que pareil travail de ramée en question doit aux anticipations de pionniers comme Hamoncourt (le premier, sans doute, avec son *Concertus Musicae*, à voir entrepris, dès les années 60, les fabuleuses possibilités des exécutants à l'ancienne).

L'émotion naît, dictée par les seuls rapports d'intensité et de dynamique, et non plus par des critères d'interprétation romantiques, qui ont trop longtemps paralyisé la vitalité du centur. Ravivée et magnifiée par les timbres d'instruments d'époque, aux mains de virtuoses pratiquement infatigables (l'agilité des trois trompettes claires dans les numéros 3 et 4), la musique retrouve, avec des sonorités sobres, ce caractère « dense » et allègre qu'elle n'aurait jamais dû perdre et qui tourne, avec la Petite Bande, dirigée par Sigiswald Kuijken, à la fête baroque interrompue. Il sera désormais impossible à l'arriviste d'ignorer ce double album, gage d'une redécouverte fascinante et offert de surcroît à un prix particulièrement économique. (Deux disques Harmonia Mundi, HM 2038889.)

R. T.

Une épopée ouvrière : les Canuts

Ecrite sur un poème de Jacques Gaucheron, d'un lyrisme riche en images rudes et tendres, *les Canuts*, de Joseph Kosma, avaient recueilli, dans l'admirable mise en scène de Louis Erlo, un véritable triomphe à l'Opéra de Lyon en 1954 ; mais, inexplicablement, ils n'ont jamais été repris, ni à Lyon ni ailleurs. C'était pourtant en France, depuis *Jeanne au bûcher*, d'Honegger, la première fresque musicale authentiquement populaire, une saisissante évocation de la misère des canuts (ouvriers de la soie) et de leur grève historique de 1831, un sujet qui fait partie de la grande légende ouvrière et garde une force poignante.

Il faut se réhabituer à un style de déclamation et de musique qui a vieilli, mais l'œuvre est habitée d'une telle émotion visionnaire que, rapidement, elle nous captive à nouveau. D'autant que la musique de Kosma refuse toute facilité : imagée, épique, elle n'est pas moins rigoureuse. L'enregistrement, pris sur le vif au Festival de Lyon de 1981, est joué et chanté, avec une intensité continue qui nous tient en haleine, par François Loup, Martine Dupuy, Monique Pouradier-Duthel, Georges Gauthier, les chœurs, où sans doute nombreux sont les descendants de ces canuts, et l'Orchestre de Lyon, dirigés avec flamme par Serge Beudo. (Adès, 14038 ; disponible en cassette.)

JACQUES LONCHAMPT

Les « disques d'or » de Rampal

Quel plus bel anniversaire souhaiter à un artiste que la sobriété de Jean-Pierre Rampal ? Un concert avec cinquante de ses pairs et disciples, et avec Stern et Rostropovitch, une journée complète à France-Musique, une « Grand Échiquier » à la télévision, enfin la publication d'un coffret et de trois disques d'or « per Erato », rassemblant un bouquet de superbes concertos, symphonies concertantes et suites, où il reste bien des découvertes à faire.

Son existence harmonieuse, épanouie, se reflète dans l'admirable rondeur et l'éclat de cette flûte d'or (un or authentique celui-ci), car l'instrument est l'image même de la sérénité et de l'équilibre, de la santé, en raison de la vigueur et du souffle que doit déployer l'interprète (point de flûte souffreteux), du lyrisme auquel sa virtuosité innéguable donne des ailes. Rampal est sans doute le plus bel exemple de l'identification d'un artiste avec son instrument.

Écoutez ces concertos classiques scintillants comme des escarboucles qui filent comme le vent et parfois la tempête, qui révent délicieusement au clair de lune et dans les salons français, méditent gravement dans les doctes cours allemandes ; ne négligez pas l'amusant disque romantique des concertos de Reinecke et de Romberg, d'un brio plus « facile », mais où l'art de Rampal décline de nouveaux prestiges dans des couleurs inhabituelles (coffret d'or : Vivaldi, Mercadante, Mozart, Cimarosa, Bach, Telemann, 3 disques Erato, 9248. — Trois disques d'or : concertos de Reinecke et de Romberg, 9253 ; Lectair, Corrette et Devienne, 9254 ; Tarini et Glanella, 9255. Sous les directions de Claudio Scimone, Theodor Guschlbauer, J.-F. Paillard et Karl Ristenpart.

J. L.

PIANO PASSION

Un livre : « le guide pratique du piano », l'amitié des grands artistes, des techniciens-musiciens pour vous conseiller, un espace musical tout entier consacré aux pianos, c'est Daniel Magne ou la passion d'un maître. Ne choisissez pas votre piano sans lui rendre visite. Neuf. Occasions. Crédit gratuit.

PIANOS DANIEL MAGNE

17 avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS - 553 20.60

Jazz

CHU BERRY : « A Giant of the Tenor Sax »

Sur un maillot qu'il portait fièrement, Leon Berry avait fait imprimer son surnom, son surnom : Chew (mastication). D'où, phonétiquement, « Choo », ou plutôt « Chu » pour les discographes. Le géant affamé ne cessait de machouiller que pour dormir ou pour bien pincer son ancre. Quelque chose de cette insatiable passion passe dans son style, d'ardeur dévorante.

Il est le dauphin de Hawkins, de 1933, où il accompagne Beale Smith, à 1937, où il entre chez Cab Calloway. Par la suite, et jusqu'à l'accident de voiture qui lui coûte la vie, en 1941, Chew Berry cesse d'imiter le maître de sa jeunesse. Le présent disque appartient à sa période de pleine maturité, celle de la sonorité dégraisée, du vibrato égal et moins forcé, du découpage rythmique qui ne s'appuie plus systématiquement sur les premiers et troisièmes temps de la mesure, celle enfin de la phrase dépourvue de beaucoup de ses notes d'ornement et des guillemets à prises avant guerre par les tenors.

Chew Berry, dès lors — comme Lester Young — est moins soucieux que Hawk de « faire entendre » les accords. De là cette manière à lui de jouer la phrase pour elle-même, et d'aller droit au but, dans une continuité mélodique qui confine à la perfection. Il faut écouter *Sittin' in*, où il fait alterner les lignes onduleuses rehaussées d'accents dispersés et les motifs obstinés où les accents portent cette fois sur tous les temps,

comme pour nous les enfoncer bien dans le crâne.

Tout est superbement joué et Chew convient excellentement à Roy Eldridge, qui a la même souplesse en ce *Sittin' in*, comme en *Forty Six*, où il usa de la *cup mut*, la sourdine douce, comme en *Monday at Minton's*, où il utilise, cette fois, la *straight mute*, la sourdine acide. Le solo de Chew dans *Monday* est un modèle du genre : il se glisse avec félicité d'abord dans le chœur, puis progressivement s'exalte, avec des accents syncopés et une association habile de vibrato et de trille, pour un appel impérieux et gouailleur. Qui dépasse Chew Berry lorsqu'il est « parti » comme ça ? Personne. Et ajoutons qu'il est quasiment tout le temps « parti », et de la même façon. (London-Commodore 6-24-293. Distribution Pathé-Marconi.)

LUCIEN MALSON

ALBERT AMMONS RHYTHM KINGS : « Boogie Woogie and the Blues »

Plusieurs remarques à propos de ce disque. Une première réflexion vient des super-techniciens, et notamment, d'Oscar Peterson, qui, dans une revue, recommandait, voici peu de temps, à tous les apprentis pianistes soucieux d'une indépendance des deux mains, de cultiver les processus du boogie, à son sens les plus utiles et les plus pertinents, alors même que les schémas de Bach font d'ordinaire école principale ou privilégiée en ce domaine.

Rock Variétés

GREGORY ISAACS « Night Nurse »

Ceux qui ont vu *Rockers*, un film jamais sorti il y a trois ans (et qui valait surtout par sa musique), n'ont pu oublier le crooner au complet vert et au drôle de chapeau qui chantait sur la scène d'un night-club. C'est cet homme qui a enregistré *Night Nurse*, et, en ces débuts d'automne, la tendresse et la tiédeur d'un Gregory Isaacs sont des bienfaits du ciel.

Ce disque n'a rien de commun avec le reggae brûlant de Toots et The Maytals ou le furieux mysticisme de Burning Spear, c'est plutôt une musique d'arrière-saison, déclinée sur des mélodies douces et consolatoires. Toute la nonchalance des lies repues sur ces moroses aux pulsations tranquilles qui soutiennent une voix diaphane à laquelle on ne résiste pas.

On l'aura compris, Gregory Isaacs est un chanteur de charme avec juste assez d'authenticité et de talent pour que ses défauts nous procurent presque autant de plaisir que ses qualités. Il excelle dans les chansons tristes, comme par exemple *Sad to Know* (*You're leaving*), soulignant une mélancolie qu'on ne trouve nulle part ailleurs. Gregory Isaacs propose un reggae tout en discrétion et en simplicité, et l'on

peut regretter la production un peu trop lachée de l'album. Malgré ce polissage, il est facile de comprendre que le chanteur n'atteindra jamais la popularité de Bob Marley, qu'il ne s'imposera jamais comme Third World. Domage. (Phonogram, 8313407.)

YAZOO

« Upstairs at Eric's »

Depuis quelque temps, le marché discographique anglais est un cheval fou. C'est à n'y plus rien comprendre. Chaque semaine voit un nouveau groupe succéder à un autre en tête des hit-parades. La publie passe d'un enthousiasme soudain à l'autre pour des groupes qui n'ont rien en commun. La plupart d'entre eux n'ont pas de consistance. Prêts à l'emploi, on peut les jeter après usage. Mais, comme toutes, ce sont de beaux produits, des friandises alléchantes et séduisantes dont la fugacité se justifie par des succès fulgurants mais éphémères.

Pourtant, avec Yazoo, l'une de ces coqueluches anglaises, le mystère est entier. La friandise est un bonbon au poivre. On ne voit pas dans la vide de ce disque, enregistré par le chanteur de Depeche Mode et une amie,

Une seconde réflexion émane des critiques. La plupart d'entre eux pensent et disent que le boogie authentique, frappé avec les doigts bouffis des costauds de cabarets ad hoc, l'emporte en émotion sur celui du plus éblouissant virtuose, content de lui-même, mais, dans le genre, sec comme un coup de trique. Un bon pianiste n'est pas forcément un bon boogiste. Le boogie accompli, abouti, flamboyant, comme le cèpe réussi à la bordelaise, est à ranger dans les spécialités.

On suppose que le boogie naquit, au XIX^e siècle, dans le Dixie, s'implanta plus tard autour de Kansas-City, et grimpa jusqu'à Chicago au cours des années vingt. Il porte en lui les fantasmes du train, de l'échappée, et ceux aussi, érotiques semblablement, de l'effusion, de la folie rythmée. Clarence Smith, Pete Johnson, Meade Lux Lewis, Albert Ammons, tous nés au début du siècle, furent parmi les plus grands dans ce style fascinant, ensorcelant, hypnotique.

Ammons, ici accompagné par de grands bonshommes, ou sans l'accompagnement de personne, crache le meilleur dans le genre : *Jammin' the Boogie* (en groupe), puis *Boogie Rocks*, que suit *Bugle* — avec les quatre mesures coutumières de la sonnerie américaine — et qu'achève *Reveille* — avec le soldat qui se lève bien français.

Voilà le plus épatant dans cette grande affaire que fut le blues au piano dans le rythme qu'on appela *fast western* au début, puis *western rolling*, avec l'ostinato à la basse, le déboullement de valeur des notes, l'appel sur huit battements par mesure, et la fuite en avant. (London-Commodore 6-24-297. Distribution Pathé-Marconi.)

L. M.

THE BLUES BAND « Brand Loyalty »

Evidemment, un groupe de blues blanc en 1982 ça peut paraître anachronique, et même, pour certains, définitivement rétrograde. Ce sont des choses qui ne se font pas. D'autant que le Blues Band n'accorde aucune concession à la modernité. Comme des rascapés des années 60, à la manière du blues-boom, avec des groupes tels que le Blues Project, Chicken Shack ou John Mayall, ils y vont franchement de leurs choros pinés de guitares en réponse aux harmonies, et de leurs rythmes immuablement binaires.

Alors, dans ce genre d'affaire, c'est une question de goût, on fait comme on le sent, on n'est pas forcé. Mais ça fonctionne. (Arabella, 204922.)

ALAIN WAIS.

GLUCK : Orfeo ed Euridice

BAKER Glyndebourne Festival Opera LEPPARD

HAYDN : Airs de concert BERGANZA - LEPPARD

DESMARET : Grands Motets Lorrains Ensemble Fiori Musicali - HIGGINBOTTOM

CHANT GREGORIEN Chœur Grégorien de Paris



1ère marque internationale de disques classiques français

1 coffret 2 disques

1 disque

1 disque

1 disque

1 disque

1 disque

1 disque

1 disque

1 disque

1 disque

NOUVELLE



Histoire naturelle

Par JEAN RAMBAUD

A L'ENTOUR, rien n'était vrai. Enfin, un pays civilisé, murmura-t-elle. Même le lac était artificiel. Et de surcroît paré de très anciennes afféteries. Les lumières d'un casino selon la Belle Époque posaient sur l'eau (de velours noir) un diadème (de perles pâles). Les étoiles au ciel avaient un doux froufrou, et ne disaient strictement rien des tumultes des mondes, des explosions, des contractions, des gémissements, des catastrophes sidérales. Elles restaient piquées, parfaits clous d'or, dans le plafond-voûte posé en cloche très comme il faut sur les langueurs du lac, lui-même sertu par les nécessaires montagnes, mais bien élevées, qui savaient se tenir à leur place de décor, sans épaisseur ni vie sourde, ombres chinoises. Entre les slows de l'orchestre en habit ne passaient, parfois, d'autres cris de nature qu'un chant d'oiseau, un seul : ruisseau, usignolo, nachtigall, nightingale... C'était bien lui ! On n'osait plus l'appeler par son nom d'ici, désuet, dérisoire, dévalué par un passé chargé : un rossignol, virtuose et poli, comme on croyait qu'il n'en existait même plus dans les romances. Au vrai, il exagérerait un peu. Il en remettait dans la trille. Il ne faisait pas vrai.

Rien n'était vrai. Parée, fardée, refaite, recréée, merveilleuse, Isabelle — ce soir-même, elle avait vingt ans — s'avancée sur la jetée sans un soupçon de crainte à la rencontre de la nuit factice. Elle souriait, apaisée enfin. Épaules de soie nue, robe longue de velours noir, perles pâles au cou et sur ses cheveux d'or, diadème, elle allait d'un pas de fée marchant sur les eaux. Elle se retourna à peine pour abandonner à son cavalier ses longs doigts fuselés — mais marqués par son passé proche — à baiser. Sous la lune, qui venait de se lever, elle voulut bien prêter un regard à celui qui lui avait donné, en seconde naissance, la vie. D'ailleurs, il eût pu aussi bien être son père.

Il était parfait. Max, cheveu dru bien que blanc, profil viril mais non point accusé, mince comme une épée, mais tirée d'un fourreau d'uberté exquise, se tenait droit, mais souple, dans son habit du soir : silhouette étonnamment jeune, d'apparence — laquelle il pourrait longtemps garder aux yeux d'Isabelle puisqu'il ne se montrait jamais à elle dans sa nudité, lui faisant l'amour dans la nuit, élégamment, sans soulever chez elle de ces transports de mauvais goût qu'on dit, abusivement, cosmiques. Gestes mesurés, mots convenus, apparences, décor, rien n'était vrai. Rien n'était « naturel », enfin.

Ainsi renaissait peu à peu Isabelle, discrètement épanouie dans cette nuit sur le velours, au bord du lac artificiel. Le monde, la vie, devenaient enfin supportables.

Dix jours plus tôt, esuvagienne éperdue, elle s'était écroulée, elle avait craqué sous le poids insupportable — qu'elle ne pouvait plus supporter — d'un pays, d'un monde, d'une vie vraie, atrocement vraie, sur le plateau atroce. Elle avait fui, folle, fui en avant, s'enfonçant

plus encore dans l'horreur d'une vraie nuit vivante où grouillaient mille vies : insectes armés, rapaces nocturnes, petits carnassiers vifs, feuilles tremblantes, arbres rongés, larves patientes, chacun dévorant l'autre pour survivre, pour vivre, pompant la vie des autres par d'innombrables bouches, becs, dents, mandibules, griffes, racines, pompant, vidant, tuant, vivant. Elle avait hurlé contre cette terre gavée de vies insatiables, contre cette terre terrorisante, infiniment plus terrorisante que cent films d'épouvante préfabriquée. Agressions vives, décompositions lentes, meurtriers minimes en chaîne, nécessaires carnages, digestions mornes, permanente horreur innocente !

Contre la nature naturelle elle avait hurlé comme un chien à la mort, excessive : « A bas la vie ! Mort à la vie ! » Et s'était écroulée sur l'asphalte de la route, enfin échappée au sournois sentier de terre, à même cette route goudronnée qui dissimulait enfin la terre, qui venait des villes où le sol est d'asphalte, les maisons de

béton, de verre, d'acier, et la lumière fabriquée en usine pour effacer le ciel — le noir ciel des collines, qui écrase les hommes sous le poids de ses mondes, par myriades d'étoiles glacées qui, sous leur vertigineuse indifférence, réduisent l'homme à son état de champignon anecdotique, de moisissure improbable, de très aléatoire organisation fugitive d'anarchiques cellules.

Contre le ciel, elle avait hurlé au vide, au vertige, au gouffre capital. Elle s'était écroulée, enfin parvenue à la route asphaltée. Et la sobre Rover de Max — tout cuir, tout bois à l'intérieur — était passée par là, à cet instant, comme dans les contes jolis de jadis, et s'était arrêtée. Comme dans les contes, le prince — d'état certes un peu avancé, mais non point d'apparence — l'avait courtoisement invitée à monter dans son carrosse, après l'avoir ramassée par terre.

Depuis, Isabelle renaissante — choyée, parée, fardée, refaite, recréée — s'épanouissait doucement dans le cocon d'un monde factice, le monde à Max, propriétaire du casino du Lac.

Elle avait vécu, pourtant, de bien beaux jours intenses sur le plateau atroce, dans leur communauté pure, à eux trois : elle, Philippe, Jean-Marc. Elle avait crié de joie dans cette vie, crié dans le grand vent libre, crié sous la pluie folle, qui se ruait pour rattraper trois mois de soleil fou, crié dans le tumulte de l'éboulement de pierres, mariée à l'éboulement de pierres, mariée à l'éboulement de pierres et de violentes odeurs balsamiques, crié dans l'amour que lui faisait Philippe, avant Jean-Marc. Elle avait crié ses joies.

Ils étaient venus tous les trois sur ces terres fibres, ouvertes à sept vents, rompant tous les trois avec la ville-qui-écrase-l'homme, méprisant les soixante-huitards retraités qui avaient rompu avec leur jeunesse, qui étaient rentrés dans le rang, minablement. Ils s'étaient tenus debout tous les trois, fiers, sur cette terre fibre, quitte à fabriquer sans fausse honte ni excès d'imagination les fromages de chèvre de tout un chacun. Ils avaient vécu la vie naturelle. Ils avaient dansé tout l'été.

Et puis un jour, un soir, une nuit après l'autre, Isabelle avait commencé à entendre la terre, la vie de la terre, la vie nue. Elle avait écouté vivre la terre. Et monter l'angoisse.

SAVAIT-IL l'angoisse, Max, l'avait-il devinée ? Elle n'en avait surtout pas parlé ! Quoi dire ? Comment dire ? Elle n'avait rien dit. Apaisée ce soir, robe de velours, épaules de soie, Isabelle s'avancée sur la jetée, sans le lac noir-velours, sans un soupçon de crainte. « D'ici, avait dit Max, vous verrez mieux le feu d'artifice. » C'était la fête. Non point cohue, débordements, moiteurs populaires, c'était la fête distinguée, retenue, élégante. On ne criait pas en chœur : « La belle bleue ! la belle rouge ! », on aurait des mines, des moues et des grâces pour apprécier ce spectacle après d'autres, celui-là nait toujours un peu fêrique, voire magique. Dieu que ce monde est agréable quand on sait l'aménager, et mieux encore, le faire aménager par d'autres !

Des hirondelles plongeaient vers le lac, mais ce n'était que pour décrire des courbes et des orbes parmi de petits cris gais, et non point, bien sûr, pour s'empiffrer d'insectes tout vivants comme les horribles martinets du plateau. Un instant, Isabelle s'était sentie au bord d'un frisson. Mais non, à l'inverse des laids martinets gris, les hirondelles ici portaient un gilet blanc. Comme Max. De même, les veloutés nuages noirs qui soudain montaient n'étaient pas de ceux qui apportent les orages. Ils ne faisaient que tendre des tentures pour donner tout à l'heure aux gerbes d'artifice un somptueux plafond. Une tiédeur nouvelle s'épandait avec eux, repoussant doucement la fraîcheur de l'eau qui, à l'instant encore, eût pu faire frémir, un peu, les épaules nues. On était comme dans le cocon d'une loge tiède, au théâtre.

Le spectacle allait commencer. Un bruissement de soies, de voix, s'avancée sur la jetée. Quittant le casino, où les plus nombreux s'installaient aux baies, une petite foule arrivait à son tour. Max était parfait. Nul ne put deviner son bref mouvement d'agacement envers ces intrus qui venaient troubler sa permanente cour. Il recevait déjà les nouveaux venus comme des invités un maître de maison, sans cesser une seconde d'entourer Isabelle de mille soins discrets, dont on pensait, au temps du M.L.F., qu'ils n'existaient même plus dans les romans-photos.

Une fofolle merveilleuse s'emervilla dans ses atours :

« Le ciel lui-même se veut de notre « party » ! L'orage arrive. Les feux du ciel dans nos feux d'artifice, ce sera somptueux ! »

Elle disait vrai. L'orage arrivait.

« Je n'aime pas cela », murmura Isabelle, qui légèrement frémit en se découvrant demeurée vulnérable aux grosses grimaces de la monstrueuse nature. Max, par extraordinaire, ne perçut pas ce murmure.

La fête commençait. Le lac s'embranchait. L'orage voulait bien suspendre sa menace. Les jaillissements, les gerbes de couleur montaient au ciel, qui renvoyait au lac des pluies multicolores. C'était fêrique. La fofolle exultait, prophétisant des apothéoses. L'orage se retenait toujours. Il attendait le bouquet. Lequel éclata bientôt — somptueux, comme prévu, — multipliant les geysers et les constellations. Le miroir du lac n'en pouvait plus de refléter. C'était fêrique. L'orage, alors, entra en scène. Aux détonations des feux d'artifice se mêla d'abord le fracas du tonnerre.

« Je n'aime pas cela », murmura Isabelle, que, cette fois, Max entendit. Et puis, soudain, jaillissant du bouquet comme un poignard de la Renaissance, on vit luire l'éclair d'un éclair, un vrai. La foudre frappa net, sans fioriture. Isabelle — parée, fardée, recréée, merveilleuse — s'écroula, fauchée dans la fleur de sa jeunesse par ce brutal phénomène de la nature naturelle.

[Journaliste et écrivain, Jean Rambaud a publié plusieurs romans, dont *Adieu la Raille* (Laffont), *Frédéric Arnaud* (Stock), *Restanques* (Ed. d'aujourd'hui) et des chroniques : *En France avec « le Monde »* (Edisud). L'une de ses nouvelles est parue dans *le Monde* dimanche du 30 mars 1980.]